

UN DEMI SIÈCLE DÉJÀ

L'Association de Recherches et d'Études sur le mouvement ouvrier dans la Région de Saint-Nazaire publiait, il y a dix ans, son cahier n° 2 "La Poche de Saint-Nazaire, du 4 août 1944 au 11 mai 1945". Le succès en fut si grand qu'il fut bientôt épuisé. Pour le cinquantième anniversaire de la Libération de Saint-Nazaire, et de la fin du tragique conflit, il nous a semblé opportun d'en faire paraître une nouvelle édition.

Plus le temps passe, plus s'estompent les souvenirs... Disparition des survivants, usure de la mémoire, ambiguïté pouvant tenir à une certaine façon de concevoir la construction européenne font leur oeuvre. Qu'il soit donc bien affirmé qu'il ne s'agit pas, ici, de raviver des sentiments anti-allemands ("anti-boches", disait-on alors), mais de célébrer la résistance au nazisme.

Aussi bien avions-nous envisagé de joindre à cette évocation de la "Poche" les souvenirs d'un pacifiste allemand qui, très jeune, appartient à l'armée d'occupation dans notre région et fut envoyé sur le front russe pour avoir refusé de participer à l'exécution de l'un de ses camarades, déserteur ; il nous est en fin de compte apparu que les événements qu'il évoque étant très antérieurs à ceux de la Poche, la publication de son récit pourrait faire l'objet d'une publication ultérieure, que nous espérons prochaine. Les mémoires de résistance et de déportation de deux républicains espagnols accompagneront ce témoignage, preuve supplémentaire du caractère internationaliste, "européen" (au "bon sens" ?) de cette résistance française.

Dans l'immédiat, notre souci a été de rendre plus facile la lecture de ce cahier, d'en améliorer la présentation. L'iconographie en a été modifiée, des documents ont été ajoutés... mais l'esprit reste le même : l'importance accordée aux témoignages oraux ne doit pas cacher ce qui pour nous est essentiel, et à quoi ils contribuent, une tentative d'explication de la période. L'intérêt, parfois passionné, que les auteurs lui portent n'est pas un obstacle à "l'objectivité".

Rappelons que ce cahier complète le tome 3 d'"Études et Documents sur le mouvement ouvrier dans la région de Saint-Nazaire (1939-1945)", consacré à la seconde guerre mondiale. Il fait suite à deux ouvrages relatifs respectivement, aux années 1848-1920 puis 1920-1939, dont le premier est épuisé.

Nous espérons que de jeunes lecteurs, notamment, prendront intérêt à cette réédition et voudront en savoir plus.

En hommage à nos morts

A toutes les victimes des bombardements alliés (452 morts pour la seule ville de Saint-Nazaire) et tout particulièrement aux 140 apprentis des Chantiers de Penhoët.

Aux 16 fusillés par les Allemands lors du commando anglais le 30 mars 1942.

A tous les résistants de la région fusillés par les nazis, aux communistes : Jean Dréan, Eugène Kerivel, Jules Auffret, Robert Albert, Louis Coquet, Jean de Neyman, René Fougéard, Bernardetto Blanco, Guy Lelan, Hidalgo Prietto, Miguel Sanchez, etc., aux socialistes Albert Vincon et Jean Brossaud, au catholique Jean Angulo ; à Albert Caldecott, Philippe Labrousse, André Le Moal (17 ans), Lucien Ross, Jean Netter, Emmanuel Caux, etc.

A tous nos amis (une soixantaine) morts dans les camps de concentration nazis.

A tous nos camarades F.T.P., F.F.I., tués dans les combats contre l'occupant.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1944

6 juin	Débarquement allié (opération Overlad)
30 juillet	Les Américains percent à Avranches
Juillet-août	Développement de l'insurrection en Bretagne
2 août	L'Armée Rouge atteint la Visule
4 août	Formation de la Poche de Saint-Nazaire
8/11/12 août	Libération de Rennes, Vannes, Nantes
15 août	Débarquement franco-américain en Provence
19/25 août	Paris se libère avec l'appui de la 2 ^{ème} D.B.- Arrivée de de Gaulle
31 août	L'Armée Rouge entre dans Bucarest. Installation du G.P.R.F. à Paris
3/4 septembre	Les Anglo-Américains libèrent Bruxelles, puis Anvers
10 septembre	Les Anglo-Américains libèrent le Luxembourg
15 septembre	Organisations de cours spéciales de Justice chargées de l'épuration.
" "	Libération de Nancy
23 septembre	Décret d'incorporation des F.F.I. dans l'armée
2 octobre	Les Allemands détruisent Varsovie insurgée
23 octobre	Les Alliés reconnaissent de jure le G.P.R.F.
27 novembre	Retour de Maurice Thorez sur le sol national
Septemb./novemb.	Tournée de de Gaulle dans les grandes villes de Province
20 décembre	Création d'un Comité d'entente entre socialistes et communistes
18/28 décembre	Contre-offensive allemande dans les Ardennes

1945

25/28 janvier	L'Armée Rouge libère Auschwitz
12 février	Accords de Yalta sans la France
22 février	Ordonnance sur les comités d'entreprise
4 mars	Les Alliés sur le Rhin
25 avril	Jonction sur l'Elbe des troupes américaines et soviétiques
30 avril	Suicide d'Hitler dans son bunker à Berlin
1 ^{er} mai	Berlin est conquis par l'Armée Rouge
8 mai	Capitulation de toutes les armées allemandes à Berlin
	A Cordemais, les Allemands de la Poche signent leur reddition
Mai	Retour des prisonniers et des déportés

Sigles utilisés dans ce cahier

A.S.	Armée secrète
B.B.C.	Radiodiffusion britannique
C.D.L.	Comité Départemental de Libération
C.F.L.N.	Comité Français de la Libération Nationale
C.N.R.	Comité National de Résistance
D.C.A.	Défense contre avions
F.F.I.	Forces Françaises de l'Intérieur
F.F.L.	Forces Françaises Libres
F.N.	Front National
F.T.P.F.	Francs Tireurs et Partisans Français
G.P.R.F.	Gouvernement Provisoire de la République Française
M.U.R.	Mouvements Unis de Résistance
R.A.F.	Royal Air Force (aviation britannique)
S.T.O.	Service du Travail Obligatoire en Allemagne
D.B.	Division Blindée

Formation de la Poche

Le 6 juin 1944, c'est le débarquement tant attendu. Une formidable armada : 2 226 bateaux, protégée par 11 000 avions et 702 navires de guerre, débarque en l'espace de cinq jours, 5 divisions sur les plages de Normandie.

Début août 1944 : les troupes alliées déferlent sur la Bretagne. Les Allemands, partout traqués par les résistants un peu mieux armés (50 000 pour la seule Bretagne) ne savent plus où donner de la tête. Ils ne peuvent livrer que des combats d'arrière-garde. Pour tout l'ouest la libération n'est qu'une question de jours. Et pourtant...

Le 4 août, la 4^{ème} division blindée américaine a pénétré assez facilement dans Rennes. Elle entre à Redon le 5 août, à Vannes le 6. Les Allemands se retirent de Nantes le 4 août mais l'occupent à nouveau le 5, devant d'indécision des Américains. Ils en profitent pour endommager les installations portuaires et couler des bateaux dans la Loire.

Formation de la Poche

La 4^{ème} D.B. progresse donc sur une ligne Redon-Plessé-Blain-Fay-de-Bretagne, hésitant à continuer plus avant. Conjointement, des groupes F.F.I. se forment et tiennent des positions aux frontières de la future Poche. C'est ainsi que Saint-Étienne de Mont Luc sera investi par le corps franc du capitaine Josso formé de groupes de Savenay, Lavau et Couëron bien avant l'arrivée des Américains. De Redon à Plessé, le 3^{ème} bataillon de Torquat se maintiendra malgré les incursions ennemies et le 2^{ème} bataillon contrôlera la forêt du Gâvre.

Jusqu'en septembre la Poche n'est donc pas vraiment constituée, les lignes sont perméables. Ce n'est qu'au cours de la fin août - début septembre que les bataillons enfermeront les forces allemandes sur un front stable. Les combats les plus vifs se dérouleront pendant cette période qui sera aussi celle de l'occupation du sud-Loire. Le front de la Poche formera alors une ligne stable tenue par plus de 15 000 F.F.I. et la 4^{ème} division U.S. cantonnant dans la forêt du Gâvre.

Les alliés avaient donc totalement négligé l'estuaire en passant au nord du canal de Nantes à Brest. La Poche de Saint-Nazaire était limitée par la rive gauche de la Vilaine, La Roche Bernard, Nivillac, le canal de Nantes à Brest, Guenrouet, Bouvron, Cordemais, et, au sud de la Loire, La Sicaudais, Chauvé et Pornic.

Pourquoi la Poche ?

Ici, l'histoire locale rejoint la "grande" histoire de la guerre mondiale. Au début du mois d'août 1944, la conjonction des perspectives alliées, notamment américaines, et les derniers espoirs nazis, explique le maintien des enclaves allemandes des différentes "Poches de l'Atlantique".

Par son décret en date du 19 janvier, Hitler avait fait établir la liste des secteurs du littoral qui devaient être défendus afin de bloquer les ports. Y figuraient dans l'ouest : Cherbourg, Saint-Malo, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Royan, Le Verdon. Toutes ces villes furent déclarées forteresses et reçurent l'ordre de résister jusqu'au dernier homme. Même si la carte de guerre leur est désormais moins favorable, après les débarquements alliés de Normandie et de Provence, mais surtout avec l'avance rapide de l'Armée Rouge en Europe centrale, les Allemands ne perdent pas tout espoir de l'emporter. Pour cela, ils comptent sur les nouvelles armes (V1, V2, avion à réaction, arme nucléaire), mais également sur la possibilité d'un brusque renversement des alliances par la rupture de la grande alliance des trois principaux pays combattant le nazisme : la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union Soviétique.

D'autre part, les Américains, même s'ils reconnaissent l'importance du rôle de la résistance dans la libération de parties étendues du territoire, comme l'intérieur de la Bretagne et tout le sud-ouest, n'envisagent pas la restauration de la souveraineté française. Au contraire, comme en Italie, ils pensent installer une Administration militaire alliée des territoires occupés (A.M.G.O.T.). Ce qui les préoccupe le plus, en cet été 1944, c'est de foncer le plus vite possible, y compris en évitant les villes comme Paris ou Strasbourg, vers l'Allemagne, dans l'objectif d'éviter que la libération de l'Europe soit le seul fait de l'Armée Rouge. Dans ces conditions, on comprend pourquoi Saint-Nazaire et sa "Poche" sont un point d'appui essentiel pour les Allemands dans la perspective d'une contre-offensive future - et celle des Ardennes montrera que ce n'est pas une vue de l'esprit - alors que, pour les Américains, c'est un objectif tout à fait secondaire qui ne mérite ni un détour, ni un retard.

Les forces en présence

- côté allemand : parachutistes, des unités de D.C.A., la garnison de Rennes repliée, un bataillon de Géorgiens, l'État Major de la 2^{ème} division, une compagnie du génie, soit environ 28 700 hommes commandés par le général Junck.

- côté allié : quelques éléments de la 4^{ème} division américaine, 15 000 F.F.I. qui seront ainsi fixés (tenait-on vraiment à ce que ces derniers poursuivent la lutte à côté des alliés ? Beaucoup d'entre eux n'étaient-ils pas trop teintés politiquement ?).

La déception des empochés

La déception des 110 000 empochés est grande, car, à la mi-août, les troupes allemandes étaient désemparées. Plusieurs témoignages permettent d'affirmer que de nombreux soldats ne demandaient qu'à déposer les armes.

"Pas un chien, pas un chat n'aurait pu survivre, il n'y reste rien, sauf les abris sous-marins" avait écrit l'Amiral Dönitz, en parlant de Saint-Nazaire. Effectivement, si la base sous-marine est intacte, la ville, qui n'est plus qu'un amas de ruines, a été évacuée, la population dispersée dans les communes du département. De nombreux enfants séjournent en internat : Château-de-la-Forêt, Port Saint-Père, Basse-Goulaine, etc. ou dans des familles suisses ou algériennes.

Et, pour les "empochés", l'occupation va durer neuf longs mois supplémentaires, neuf mois pendant lesquels ils connaîtront les vexations et les restrictions, la faim et le froid et parfois le prix du sang et des larmes.

Vie dans la Poche

La vie civile dans la Poche n'est pas uniforme. On ne saurait, comme on l'a trop souvent fait, en parler en général. Car, s'il existe des caractéristiques d'ensemble à la vie des "empochés", les nuances locales sont nombreuses et parfois importantes.

Il est vrai néanmoins que pèsent sur tous les civils de la Poche les mêmes contraintes, les mêmes pénuries et les mêmes restrictions.

Contraintes

La contrainte la plus générale est celle du couvre-feu et de l'heure de police, c'est-à-dire l'heure obligatoire de fermeture des cafés, hôtels et restaurants. L'évolution de ces obligations pendant la durée de la Poche s'établit ainsi :

Date	Couvre-feu		Heure de police
	de :	à :	
18 juin 1944	22h30	5h30	20h
1 ^{er} octobre	21h30	5h30	20h
1 ^{er} novembre	20h30	6h30	20h
16 février 1945	20h30	6h30	21h
22 avril	22h	5h30	21h30

On constate donc, qu'après s'être renforcées à l'automne 1944, les mesures de police et de couvre-feu s'assouplissent quelque peu au printemps 1945, sans doute pour tenir compte du rallongement des jours, mais aussi du moindre risque, à cette date, d'opérations militaires d'envergure de réduction de la Poche.

Pénuries

Certaines pénuries sont également générales et bien connues : sucre, tabac... Certains fumeurs cultivent le tabac. Ils doivent le sécher, le découper avec des hachoirs de fortune. Sinon, on fume de tout, dans des cigarettes en papier journal : cheveux de maïs, feuille de topinambour...

La pénurie d'allumettes est sans solution, ou presque : "A la campagne, rares sont les maisons où il n'y a pas de soufre. On coupait donc des petits bouts de bois, on trempait une extrémité dans le soufre. Nous laissions toujours le feu couvrir sous la cendre et, quand nous voulions allumer, on trempait l'extrémité souffrée sous la cendre".

Autre pénurie : l'électricité. Elle a été coupée du réseau de la "Société Électrique de la Basse-Loire", qui distribuait le courant dans les secteurs de Saint-Nazaire, La Baule, Pontchâteau, Savenay et la Roche-Bernard, de juillet 1944 à juin 1945. Cependant, il y a un peu d'électricité dans la Poche. Elle est fournie par la centrale thermique de Saint-Nazaire, alimentée en vapeur par les chaudières chauffant au mazout.

Le rationnement de l'électricité est strict. Elle est réservée en priorité aux services allemands, en particulier la base sous-marine, et elle est coupée aux particuliers. Elle n'est chichement distribuée qu'aux hôpitaux, aux médecins, aux services des eaux, aux personnes de la Croix-Rouge, aux mairies et... aux églises.

En novembre 1944, à la demande d'un Maire qui fait valoir qu'il ne devient plus possible "aux employés de la Mairie d'assurer leur service d'écriture à partir de 17 heures", pour demander deux heures de courant supplémentaires, la kommandantur locale répond qu'il n'est pas possible "pour des raisons militaires de faire une distribution de courant", annonce "que des restrictions (...) vont être appliquées aux usagers actuels", et suggère au Maire de faire travailler son personnel "selon la journée continue", à l'allemande !

L'absence totale d'électricité oblige les particuliers à trouver des solutions de remplacement pour s'éclairer : la dynamo de vélo fixe, sur lequel il faut pédaler en permanence ; les lampes de fortune taillées dans des betteraves, avec une mèche qui trempe dans le fuel de récupération ou l'huile, plus légère, des transformateurs du réseau électrique éventrés ; plus rarement, en faisant brûler des lames de plexiglas découpées à la scie dans le cockpit des avions abattus...

Restrictions

Les empochés sont aussi soumis à des restrictions à la liberté de circulation à l'intérieur même de la Poche, qui n'admettent que peu d'exceptions, concrétisées par des laissez-passer, les fameux ausweiss.

Dans une circulaire en date du 20 février 1945, les autorités allemandes définissaient ainsi trois régions : un secteur à règlement spécial, constitué de "Saint-Nazaire et de ses faubourgs : Trignac, Montoir, Donges, Saint-Malo", dans lequel on ne peut pénétrer que par les routes de Pornichet Escoublac, Montoir-Savenay et Pontchâteau, routes sur lesquelles sont établis des postes de contrôle que l'on ne peut franchir qu'avec une carte de travail ou un ausweiss spécial ; la partie centrale de la Poche, où la circulation des personnes n'est pas officiellement soumise à restriction dans le délai d'une journée, car "toute absence de personne devant durer plus de 24 heures" doit faire l'objet de l'établissement d'un laissez-passer "limité à des cas urgents exceptionnels". C'est une véritable assignation à résidence ; enfin la circulaire définit une troisième zone où, "pour le trafic des civils (...) des conditions spéciales sont appliquées", au-delà d'une ligne Pénestin, Férel, Sainte-Anne de Campbon, Savenay, Lavau, au nord de la Loire, et Paimboeuf, Saint-Viaud, Saint-Père en Retz, Sainte-Marie, au sud de la Loire. Il s'agit donc de la zone militaire du front de la Poche.

De même pour le passage de la Loire, notamment pour le bac de Mindin, seuls les habitants de Saint-Nazaire et de Saint-Brévin peuvent l'effectuer sans restriction. Pour les autres, la traversée de la Loire est soumise à l'obtention d'un laissez-passer spécial, ou "ticket de passage", délivré par les seules kommandantur de la Place de Saint-Nazaire ou de Saint-Brévin.

Enfin, la même circulaire s'achève, non sans ironie, sur la question des "demandes pour traverser les lignes allemandes pour entrer en France occupée par les Américains", en précisant que "pour des personnes privées (...), de telles demandes sont absolument sans suite...".

LA VIE DANS LES RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES

No Man's Land

Dans le no man's land, large de 3 à 4 km au nord de la Loire et plus large au sud, toute la vie est, par définition, interdite, par l'évacuation d'office et le minage systématique. En réalité, il reste une zone d'incursion pour les troupes allemandes et alliées et une zone d'activité pour les paysans des communes voisines, où ils prennent, évidemment, d'énormes risques.

Début octobre 1944 l'ordre d'évacuation est signifié par les autorités militaires allemandes et américaines à certains villages du no man's land, situés au nord du canal de Nantes à Brest, dans les communes de Grâce et de Plessé par exemple. Pour ces évacués d'office le délai de départ est des plus brefs. A Bouvron, "les Allemands, comme les Américains ont obligé quelques familles, qui se trouvaient en première ligne, prévenues simplement deux heures à l'avance, à évacuer précipitamment. Imaginez le désarroi de ces pauvres gens". Et c'est à nouveau le cortège de l'exode : les charrettes surchargées, le bétail qu'on emmène... "A part les lits, les bêtes et quelques bricoles, on peut dire qu'on a tout laissé... les meubles sont de reste avec les outils, les volailles et les récoltes engrangées". Autant d'incitations nouvelles aux razzias et au pillage.

Pour les cultivateurs, qui se résignent difficilement à abandonner complètement leurs champs qui s'y trouvent, c'est la zone de tous les risques : tirs d'artillerie, tirs par balles, mines.

Une affiche allemande, concernant la culture des surfaces occupées par des champs de mines, en date du 16 mars 1945, précise : "Tous les champs de mines portant le placard "Minen" ne doivent pas être cultivés. Culture impossible. La pénétration dans ces champs peut provoquer le danger de mort. La troupe est requise, en cas de pénétration, d'empêcher celle-ci dans ces champs par des coups de feu".

Est-ce en application de cette menace que l'on trouve, dans les dossiers d'admission de l'hôpital de Savenay, quelques cas de cultivateurs blessés par balle, davantage d'ailleurs que de blessés par mines ?

COMMUNES LIMITROPHES DU FRONT

Le sort des populations civiles des communes limitrophes de la Poche n'est guère enviable.

Au moment de la formation et de la fermeture progressive de la Poche, un certain nombre des habitants de ces communes décident spontanément de partir avant que le front ne devienne complètement étanche. Selon le témoignage de M^{lle} Rigal, Sage-femme à Bouvron : "les plus pessimistes, pour ne pas dire les plus froussards, ont commencé à s'en aller surtout vers Nantes, déjà libérée. Ces pauvres gens n'emmenaient avec eux que quelques objets précieux et quelques vêtements, persuadés d'être de retour, quelques jours plus tard ; comme moyen de locomotion, peu de voitures, des bicyclettes, la plupart à pied. Au bout d'une ou deux semaines, voyant que la situation ne s'améliorait pas, beaucoup d'habitants les ont imités. Les familles qui avaient de jeunes enfants n'ont pas voulu prendre de risques. Le père devait rester pour garder la maison. Déjà la frontière se formait et se créait le no man's land. Il n'était plus assuré que l'on allait pouvoir passer dans les jours qui allaient suivre, déjà les Allemands et les Américains avaient miné certaines routes les plus passagères".

Pour ceux qui restent dans ces communes de la Poche, les conditions d'existence s'avèrent rapidement difficiles, à cause des tirs d'artillerie ou des bombardements alliés.

Les bombardements par avion concernent surtout le secteur nord-est de la Poche : les 5 et 9 août 1944 à la Roche Bernard, et le 12 août 1944 à Saint-Gildas des Bois et à Campbon. Ils visent particulièrement les clochers des églises, où l'on soupçonne les Allemands d'avoir installé des postes d'observation.

Dans d'autres communes, plus proches du front de la Poche, les tirs d'artillerie sont quasi-quotidiens. Leur précision est réglée par un avion d'observation, au vol très lent et de grande envergure, surnommé le "mouchard". A Guenrouet, le clocher tombe le 7 décembre 1944 et à Bouvron le 18 novembre. Les tirs ne cessent pas pour autant, et les cas les plus nombreux de victimes civiles de la guerre admis dans les hôpitaux pendant la Poche sont des blessés par éclat d'obus.

Cette permanence des canonnades provoque, début octobre 1944, un nouvel exode du reste de la population de ces communes, qui abandonnent les bourgs, trop exposés, pour se replier, dans les hameaux plus en retrait de la ligne de feu.

Après les fermes des évacués d'office, ces habitations abandonnées sont une nouvelle invitation au pillage systématique auquel se livrent dès lors les troupes allemandes du front qui, moins bien pourvues que celles du réduit

central de la "Forteresse de Saint-Nazaire", doivent vivre davantage sur l'habitant.

Pillage alimentaire surtout : "Une nuit (...) j'ai vu un pauvre cochon tirailé par son propriétaire et un allemand", témoigne M^{lle} Rigal. Et encore : "Une brave fermière, voulant aller nourrir sa volaille un matin, a trouvé, dans le poulailler, toutes les têtes coupées de ses poules. Elle les a mises dans un panier et, le jour même, un soldat allemand venant lui réclamer des oeufs, elle lui a apporté ce panier, en disant : voilà les oeufs !".

Pillage vestimentaire aussi : "Ils étaient bien minables. Nous les appelions : "l'armée des culottes défoncées". Une jeune fille étant tailleur pour hommes (...) ils ont commencé à lui apporter leurs uniformes à raccommoder. Par la suite, ils ont eu une idée de génie : pourquoi ne pas prendre dans ce qu'ils pillaient, ce qui pouvait leur être nécessaire pour confectionner leurs vêtements ? Ils lui apportaient tout ce qui leur tombait sous la main : beaux draps brodés pour faire chemises et caleçons, rideaux et couvertures pour les vestes et les pantalons".

Pillage pour se chauffer enfin. Les parquets de chêne ayant la réputation de mieux tenir le feu, les Allemands se livrent à un arrachage complet dans certaines maisons abandonnées. "Jusqu'aux solives des plafonds, les charpentes (...) étaient enlevées ; les portes, les fenêtres, tout ce qui pouvait être détruit".

De même, 30% des traverses de chemin de fer sont enlevées.

Dans ces communes, toute vie normale est impossible. Ainsi, lorsqu'on envisage la rentrée scolaire dans la Poche pour le 8 janvier 1945, sont exclues, par le Sous-Préfet de Saint-Nazaire replié à Pontchâteau, les communes suivantes, pour le nord de la Loire : Pénestin, Camoël, Férel, la Roche Bernard, Nivillac, Saint-Dolay, Thehillac, Séverac, Guenrouet, Quilly, Bouvron, Malville et Bouée.

COMMUNES LITTORALES

Le repli

La ville de Saint-Nazaire est évacuée depuis les grands bombardements du printemps de 1943. Le 23 janvier de cette année, la population est réduite de 50 000 à 15 000 personnes le jour, et 5 000 la nuit. A partir du 16 mars, évacuation totale, il ne reste en principe plus personne la nuit. Les rues, ou ce qu'il en reste, se vident avec le départ du dernier train ouvrier vers Pornichet-Escoublac, petit train de Guérande qui emporte avec lui les deux cheminots assurant la permanence durant la journée.

Dans la ville, détruite à 85-90%, la vie quotidienne se réduit, en dehors de la base sous-marine, à celle de 200 à 300 personnes, vivant, notamment, du petit commerce avec les soldats allemands. Pour ces administrés peu nombreux, une permanence municipale subsiste néanmoins au 13 rue Villebois-Mareuil.

De part et d'autre de ce réduit central, de Saint-Nazaire/Saint-Brévin, une série de villes portuaires de l'estuaire, Montoir, Trignac, Donges, et côtières de Pornichet au Croisic, constituent les zones de repli, à la fois des administrations publiques, du commandement allemand (comme la Feldkommandantur au "Family Hôtel" de Pornichet), et des travailleurs. Depuis le 28 février 1943, les services municipaux de Saint-Nazaire sont repliés villa "Sigurd" à Pornichet. Le Sous-Préfet, Benedetti, a replié les services de la Sous-Préfecture, le 22 mars 1943, à la Mairie de Pontchâteau, et lui-même loge à La Baule, dans la villa "Les Roses", avenue des Mélèzes. Tous les services municipaux et préfectoraux sont dispersés dans différentes villas de Pornichet et de La Baule comme, par exemple, le "Service de la Main-d'oeuvre indigène et africaine", villa Pavie, et une antenne de la Sous-Préfecture à la "Paludière".

ENTREPRISES : Ces communes accueillent également les bureaux des entreprises sous-traitantes de l'Organisation TODT, comme "B.M.K.K." (Béton und Monierbau A.G. et Karl Kübler A.G.), "Polensky et Zollner", "K.M.W." (Kriegsmarine-Werft), "Wayss und Freytag A.G.", "Hermann Hubert". On en trouve à La Baule (Arts et Bois), à Pornichet (Willy Böckmann, Jean Le Can, Otto Schroeder, Deubel), au Pouliguen (Arbeitsgemeinschaft Marahrens), et jusqu'à Pontchâteau (Karl Walter, Werhmacht).

CAMPS : Les travailleurs qui sont employés par ces sociétés sont repliés et rassemblés dans des camps : dans les quartiers plus ou moins excentrés de Saint-Nazaire (camp de Méan, camp "Dr Todt" à Villès-Martin), camp Lazaret à Mindin, à Montoir : cinq camps différents (camp de Montoir, camp Franco, camp Dietrich Ekart, camp Horst Wessel et camp de la Ramée), et à Donges (camp Org. Todt) ; et, sur le littoral, à Pornichet (camp des Travailleurs Français), à Plaisance (camp des Travailleurs Nord-Africains), à Sainte-Marguerite (camp Africain), et jusqu'au Croisic (camp Saint-Jean de Dieu et camp Espana).

SALAIRES : Le niveau des salaires en 1944-1945 peut s'apprécier à travers les exemples suivants. Pour les emplois de travaux publics, maçonnerie, terrassement très nombreux dans l'Organisation Todt, pour l'entretien du Mur de

l'Atlantique, un terrassier gagne de 900 à 1 000 F par mois, un manoeuvre (B.M.K.K.) plus de 1 700 F, un maçon 2 500 F (entreprise Broux), un ouvrier Travaux Publics 1 800 F (Entreprise Xavier Pierre), un peintre 1 774 F (Entreprise W.Böckmann). Un ouvrier de Wilke-Werke A.G. 3 250 F par mois. Dans les services, un cuisinier (camp "O.Todt") gagne 780 F par mois, et une femme de ménage, de 810 à 890 F par mois. De plus, les communes payent une partie du "Personnel civil employé par l'Armée d'occupation" : une employée (Mairie de Saint-Nazaire) touche 1 720 F par mois (260 heures à 6 F plus 50 heures supplémentaires à 6,60 F), un employé (Mairie de Savenay) 2 780 F par mois, et un autre employé (Mairie de Montoir) 1 050 F.

Certaines grandes entreprises de Saint-Nazaire sont réduites à un chômage technique de fait, à cause des destructions, de l'épuisement des stocks de matières premières, et de la pénurie d'électricité. Néanmoins, les revenus des ouvriers sont en partie assurés par un système d'allocation chômage, dont le montant mensuel est de 2 100 F pour les "Chantiers de Penhoët", de 2 060 F pour les "Chantiers de la Loire", et de 1 285 F pour les "Fonderies de Saint-Nazaire".

Dans d'autres entreprises de la région qui poursuivent leur activité sous l'occupation et pendant la Poche, un carrier de Lavau gagne 720 F par mois, et un employé de la Raffinerie de Donges (Société Générale des Huiles et Pétrole, B.P.) gagne 3 855 F par mois.

Quelques exemples

Entreprise ou Employeur	Qualification	Horaire hebdomadaire moyen	Salaire horaire (F.)	Salaire mensuel net
Commune de Montoir	employé (1)	70	4	1 052 F.
Commune de St-Nazaire	employé (1)	65 + 12,5 (H.S.)	6 et 6,60	1 720 F.
"B.M.K.K."	ouvrier	63 + 1,5 (H.S.)	8	1 840 F.
W. Böckmann	peintre	60	11	3 500 F.
Sté Gén. des Huiles	ouvrier	46 + 6	14,5/15,8	3 855 F.

(1) Personnel employé par l'armée d'occupation et payé par les communes.

Cet éventail des salaires et des revenus est évidemment à mettre en rapport avec le niveau des prix. Il existe en fait, trois types différents de prix : les "prix taxés", ou prix maxima autorisés à la vente en gros ou au détail, fixés par arrêtés préfectoraux, notamment pour les viandes et les légumes, les prix réels de vente au détail pratiqués par les commerçants locaux, et les prix du marché noir, qui sont plus difficiles à cerner et qui atteignent des niveaux bien supérieurs.

Officiellement, des prix maxima sont donc fixés. Pour les viandes, l'arrêté préfectoral en date du 23 février 1945 fixe les prix du filet de boeuf à 90 F le kilo, et ceux des bas morceaux à 30/40 F ; pour le veau (escalope) 85 F le kilo, et 54 F le prix moyen à l'étal.

Quant aux légumes, ces prix maxima, fixés également pour mars 1945, se situent, par exemple, à 25 F le kilo de carottes, 17 F les choux fleurs, 25 F les laitues, mais 9 F le kilo de bettes, 6 F le kilo de topinambours, et 5 F les rutabagas.

Le pain est taxé à 6,50 F le kilo. En réalité, on le vend à 8 F le kilo de pain pesé, ou 10 F le pain de 3 livres non pesé.

Au marché noir, on paye 25 à 30 F le kilo de pommes de terre, 250 F le kilo de viande, 1 200 à 1 500 F le kilo de sucre, 800 F la bouteille de vin, 1 000 F le paquet de gauloises, 1 800 F le paquet de tabac gris, et plus de 1 000 F le stère de bois de chauffage.

C'est dire que la majorité des salariés, sans parler des réfugiés sans ressources, sont dans l'incapacité de satisfaire aux besoins les plus fondamentaux de leur famille : se nourrir et se chauffer.

Prix de la Viande

(en Francs/Kilo)	Prix taxé (1)	Prix au détail (2)	Prix au marché noir (3)
BOEUF			
Bifteck	80	107 à 85	200 à 250
Rôti	65	90	" " "
Bas morceaux	30	74 à 56	" " "
VEAU			
Noix	85	125	" " "
Rôti	66	80 à 100	" " "
Côtes	66	60 à 85	" " "

(1) prix limites de la viande, poids net, fixés par arrêté préfectoral pour l'arrondissement de Saint-Nazaire, à dater du 1^{er} mars 1945 (archives communales de Savenay).

(2) prix de vente au détail les 4 et 5 mai 1945, dans cinq boucheries de Savenay, Chapelle Launay et Lavau (archives personnelles de M. J. Lemoine).

(3) "Résistance de l'Ouest", le 11 mai 1945, et F. Guériff, p. 153.

VIE DANS LA PARTIE CENTRALE DE LA POCHE

Elle présente un certain nombre de points communs : c'est la zone des réfugiés nazairiens. C'est là que l'effort d'évacuation fut le plus fort, et c'est à partir des dossiers d'admissions dans les hôpitaux civils qui s'y trouvent que l'on peut tenter un bilan de l'état sanitaire et d'hygiène dans la Poche.

Les réfugiés

La répartition des réfugiés (pour les seuls secteurs de Guérande, Savenay et Pontchâteau), c'est-à-dire l'essentiel de la partie de la Poche au nord de la Loire, apparaît sur la carte. Certes, les réfugiés étaient déjà ainsi répartis avant la formation et la fermeture de la Poche. On remarquera cependant que la masse la plus importante se situe au-delà de la Brière dans la partie nord-est, et que nombre de réfugiés, croyant avoir pris un champ suffisant par rapport au danger des bombardements de Saint-Nazaire, se trouvent soumis aux canonnades de la zone limitrophe.

Quant à la situation générale des réfugiés durant la Poche, une circulaire prémonitoire du 26 juin 1944 précise "les conditions dans lesquelles les réfugiés devront être ravitaillés et logés en cas d'isolement" de certaines communes. On ne peut plus clairement anticiper la formation et la fermeture de la Poche. Les réfugiés doivent être ainsi logés, par réquisition, dans des locaux vacants ou insuffisamment occupés, ou chez l'habitant, par billet de logement. Lorsque ces moyens sont insuffisants, un centre d'accueil doit être ouvert dans les locaux scolaires rendus disponibles par les vacances de l'été 1944.

Le ravitaillement doit être assuré "dans la mesure du possible" par l'achat, chez les producteurs des communes, des produits alimentaires nécessaires, sinon les maires (ou délégués spéciaux) peuvent procéder à des réquisitions auprès des agriculteurs qui viendraient ainsi s'ajouter aux réquisitions allemandes. En réalité, il semble que dans la grande majorité des cas, les réfugiés aient dû compter essentiellement sur eux-mêmes, plus que sur ces secours publics.

La circulaire distingue cependant les réfugiés "non nécessiteux" qui, disposant de ressources suffisantes, devront s'entendre à l'amiable avec les familles d'accueil sur le prix de leur "pension", et les réfugiés "nécessiteux", c'est-à-dire sans ressources, pour lesquels les familles "les recevant" toucheront directement l'allocation journalière de l'indemnité de logement des intéressés. Enfin, un "bureau des réfugiés" sera ouvert, avec le personnel enseignant des communes, pour faire face au surcroît de travail occasionné aux services municipaux par la présence des réfugiés.

Bilan des évacuations

Le premier véritable convoi d'évacuation organisé par la Croix-Rouge - en excluant donc les départs spontanés au moment de la fermeture de la Poche dont nous avons déjà parlé - s'effectue à pied le 13 octobre 1944, de Savenay à Saint-Étienne de Mont Luc. Le rassemblement des volontaires a lieu au Camp-Est de l'hippodrome de la Touchelais. Le trajet évite soigneusement la route "du milieu" minée, et suit les chemins forestiers du sillon de Bretagne. C'est un long calvaire pour les personnes âgées, les jeunes enfants.

Il semble que l'organisation des convois ferroviaires d'évacuation ait surtout correspondu à la volonté des Allemands de se débarrasser des bouches inutiles, estimées par eux à 40 000. Comme le souligne le Sous-Préfet Benedetti, dans une lettre aux maires du 4 septembre 1944 :

"Vous savez que les autorités allemandes avaient ordonné l'évacuation de toute la population de l'arrondissement (de Saint-Nazaire) dont le maintien n'était pas jugé nécessaire aux besoins de l'armée d'occupation". Il ajoute, "dans le but d'éviter cet exode je suis intervenu d'une façon pressante auprès du Général Commandant les forces de la région", se vante "(qu')à la suite de notre entrevue l'ordre général d'évacuation fut rapporté".

Mais, quelques semaines plus tard, une nouvelle négociation aboutit à l'organisation d'une évacuation partielle par convois de trains placés sous l'égide de la Croix-Rouge. Deux séries d'évacuation ferroviaire sont ainsi repérables. Les volontaires sont concentrés dans les principales gares de la Poche : Le Croisic, Guérande, Saint-Gildas des Bois, Savenay. Chaque convoi peut transporter 1 200 personnes. Le passage de la limite a lieu en gare de Cordemais où la remise en place des voies arrachées est négociée entre Allemands et Américains.

La première série de six trains (1 200 personnes) a lieu fin octobre 1944 avec, notamment, un premier départ du Croisic, avec passage à Batz et au Pouliguen ; le 26 octobre, un train au départ de Saint-Gildas des Bois ; et le 27 octobre, un train au départ de Savenay, à 9 heures. Les évacués ont le droit d'emporter 30kg de bagages, 2 000 F. par personne adulte, 1 000 F. par enfant, et un vélo par famille.

Une seconde série d'évacuations, prévue en décembre 1944, a lieu finalement du 17 janvier au 20 février 1945. Des listes d'inscription sont ouvertes dans les mairies. Il est prévu 8 trains, pour 15 000 évacués. Les convois sont formés de deux wagons de voyageurs réservés aux enfants et aux malades, et le reste en wagons à bestiaux. Selon M. Baconnais, ces trains "étaient pénibles à voir", en particulier à cause de l'évacuation des aliénés. Dans les gares, les listes sont vérifiées. Les personnes et les bagages sont soumis à une fouille approfondie et humiliante, et assez souvent fructueuse. Certains trains conduisent les évacués jusqu'à Ancenis, après quoi "ils doivent se débrouiller". L'un des huit trains de cette série part le 19 janvier de Saint-Gildas des Bois à 10h20 et passe à Savenay à 15h15. Au total, ce sont seulement 13 000 évacués qui quittent ainsi la Poche au lieu des 15 000 prévus initialement.

Le bilan des deux grandes séries d'évacuations ferroviaires s'établit donc à peine à plus de 20 000 personnes alors que les Allemands en souhaitaient 40 000.

Il est évident qu'il y a eu des défections par rapport aux inscriptions prises dans les mairies. Aussi les autorités allemandes demandent-elles aux maires "de donner les raisons pour lesquelles les personnes qui figuraient sur les listes d'évacuation ne se sont pas toutes présentées". Le délégué spécial de Savenay répond pour sa part "qu'ignorant ces raisons (...) il invite, par voie de publication et d'affiches, les personnes qui ne sont pas parties à se présenter à la kommandantur, pour y exposer les raisons de leur abstention" !...

En fait, il semble que les motifs de ces défections soient multiples : le constat du pillage des biens des évacués de la première vague d'octobre ; le sentiment que, de toute manière, la défaite allemande est inéluctable, après l'échec de la contre-offensive des Ardennes, et aussi, l'idée assez répandue que les contraintes et restrictions de la partie libérée du territoire sont presque identiques à celles régnant dans la Poche.

Dans ces conditions, les sources de l'évacuation se tarissent, malgré la pression des Allemands qui demandent la réouverture des listes de volontaires dans les mairies, sans grand résultat. Et, lorsque les deux derniers trains de secours jouent le rôle de train d'évacuation à leur retour, il est peu surprenant qu'ils ne servent alors, les 15 mars et 10 avril 1945, qu'aux évacuations d'urgence.

Bilan sanitaire

L'organisation des services de santé dans la Poche est placée sous l'autorité du docteur Chevrel de La Baule. Il dispose des pleins pouvoirs de caractère médical délégués par le service d'Inspection de la Santé de la Préfecture de Nantes. Il est le seul représentant autorisé officiellement auprès des services sanitaires allemands. Son représentant au sud de la Loire est le Docteur Hardy, de Paimboeuf, et, au nord de la Loire, M. Nory, Directeur des Services d'urgence de la Croix-Rouge française, est responsable des transports des malades.

Les malades peuvent quitter la Poche pour aller suivre un traitement à Nantes, à condition que la preuve soit

faite, par des certificats médicaux, que leur vie serait en danger s'ils n'y étaient pas autorisés. L'évacuation sanitaire individuelle des cas d'urgence - et des aliénés - s'effectue au départ de La Baule, non par Cordemais, comme pour les évacuations ferroviaires collectives, mais par le bac de Mindin, Pornic, et le passage des lignes s'effectue au Clion, vers Arthon-en-Retz pour rejoindre ensuite Nantes par le sud-Loire.

D'après "La Résistance de l'Ouest" du 10 décembre 1944, "l'état sanitaire (...) laisse évidemment à désirer. Aux consultations des nourrissons, on a constaté que les bébés de moins de trois ans (il y en a 5 000) ne pesaient pas leur poids normal. Cependant, on n'y remarque aucune recrudescence inquiétante de la mortalité infantile".

Les hôpitaux civils de la Poche se situent à La Baule, Pontchâteau, Saint-Gildas des Bois - où est replié l'hôpital de Saint-Nazaire - et surtout Savenay, seul hôpital de la région comptant à la fois une maternité et un service de chirurgie (Dr. Sourdille).

L'examen des dossiers d'admission de cet hôpital, pendant la durée de la Poche, conduit aux constatations suivantes : les cas les plus nombreux - plus d'un quart - sont ceux des grossesses. La maternité accueille en effet toutes les futures mères de la Poche, dont un nombre appréciable de jeunes femmes célibataires, femmes de ménage, interprètes dans les services allemands de La Baule.

A part quelques rares cas de tués par balle ou par bombardement (3 cas), l'essentiel des blessés le sont par des éclats d'obus aux jambes et aux cuisses, généralement des paysans des communes limitrophes (Bouée, Malville, Cordemais, Fay, Bouvron, Campbon...), certains cas nécessitant des amputations.

Tableau récapitulatif des admissions à l'hôpital de Savenay

	1944 (juillet à décembre)	1945 (janvier au 11 mai)	Total (Total durée de la Poche)
Maternités	50	43	93 (25,9%)
Tués	2	1	3
Blessés	28	37	65 (18,1%)
<u>dont</u> :			
Éclats d'obus	14	29	43
Balles	8	4	12
Mine	2	2	4
Brûlures	3	1	4
Grenade	1	—	1
Bombe	—	1	1
Maladies	9	17	26 (7,2%)
<u>dont</u> :			
Gale	7	11	18
Tuberculose	1	3	4
Pneumonie	1	—	1
Diptérie	—	1	1
Pleurésie	—	1	1
Impétigo	—	1	1
Accidents du travail	2	1	3
Total dossiers	178	181	359 (100%)

D'autres blessures sont dues aux balles tirées par des soldats allemands, ou par des coups de pieds de soldats allemands.

On remarque, également, d'assez nombreux cas de gale, ou même de gale infectée, concernant surtout des enfants et des adolescents. On peut parler d'une véritable épidémie, localisée dans un triangle Bouvron-Campbon-Savenay. M^{lle} Rigal, de Bouvron, témoigne : "Nous avons presque tous attrapé la gale ; tout le monde se grattait. Pas grand chose pour se soigner. Je me souviens, pour ma part, m'en être débarrassée avec du crésyl".

De fait, l'hygiène est médiocre, surtout à cause de l'absence de savon. On tâche d'y suppléer par la fabrication domestique d'un mauvais savon. La saponification est obtenue avec de la soude et des corps gras de récupération :

suif de boeuf, huile de vidange, ou même huile de friture, ce qui donnait un savon parfumé à la sardine !

Dans les cas d'hospitalisation, on remarque encore quelques exemples de tuberculose, ou d'asthénie générale - non liées à un grand âge - touchant le plus souvent des réfugiés, et notamment ceux logés dans l'abbaye de Blanche-Couronne, à la Chapelle-Launay.

Enfin, quelques cas de "poussée de blé noir" ou de colites semblent provoqués par la consommation du pain noir, riche en son.

La dernière blessée de la Poche est admise le 11 mai 1945. Il s'agit d'une fillette de sept ans, renversée à Donges par une jeep américaine : elle est transportée à l'hôpital de Savenay, par les soldats américains eux-mêmes.

ADMINISTRATIONS ET SERVICES PUBLICS

La localisation des Services Publics est essentiellement concentrée à La Baule et à Pontchâteau. A La Baule, on trouve une antenne de la Sous-Préfecture, le Commissariat de Police, la Gendarmerie, mais, comme les Allemands ne souhaitent pas une présence française trop importante dans la zone côtière en principe interdite, la majeure partie des services publics s'est repliée à Pontchâteau, autour de la Sous-Préfecture, installée en Mairie.

La paye des fonctionnaires est toujours assurée. Sur quels fonds ? Selon M. Gilloury, qui n'est cependant pas formel, par des transferts autorisés par les Allemands, de l'extérieur vers la Banque de France repliée à La Baule. L'autarcie monétaire pure et simple n'est pas impossible non plus, car, s'il y avait de l'argent, il n'y avait pas grand chose à acheter - hors marché noir - et le troc régnait dans les campagnes. Quoiqu'il en soit, les Allemands semblent tenir à ce que les fonctionnaires soient payés, ainsi que le personnel civil employé par l'armée d'occupation, mais payé par les mairies ainsi qu'en témoigne une circulaire, en date du 25 octobre : "Plusieurs maires ont fait connaître par affichage qu'en raison de manque de fonds, ils étaient dans l'obligation de suspendre les paiements des personnes civiles, lesquels sont exigibles en raison des conditions de l'armistice. Il est rappelé que ces procédés sont inadmissibles et qu'ils ne sont pas à employer en particulier vis-à-vis des personnes civiles employées par l'armée... Il est exigé des Mairies de faire le nécessaire pour que ces avis soient retirés et que le paiement immédiat des salaires dûs soit assuré. A l'avenir le Festungskommandant prendra des mesures spéciales contre le Maire qui aura laissé ces affiches propres à créer un mécontentement parmi la population civile".

Ce qui manque le plus aux fonctionnaires, ce n'est donc pas l'argent, mais... les pneus de bicyclettes. Au cours d'une de ses incursions hors de la Poche le secrétaire du Sous-Préfet n'en rapporte pas moins de 16, pour les fonctionnaires de ses services.

Le service de postes fonctionne tant bien que mal. Si on édite un timbre spécial c'est plus dans un but philatélique de commémoration que dans un but postal, les timbres "Pétain" ne faisant pas défaut. La décision est prise par la Chambre de Commerce repliée à La Baule, et par le Receveur des Postes de La Baule.

Le courrier fonctionne plutôt mal que bien ; comme en témoigne le billet suivant du Délégué Spécial de Savenay : "J'ai l'honneur de vous signaler à toutes fins utiles, que les lettres que vous postez à Pontchâteau à destination de la Mairie de Savenay demandent une moyenne de huit jours pour nous parvenir, c'est-à-dire qu'elles voyagent à une vitesse inférieure à 2km par jour !"

Le problème alimentaire

Plus qu'en termes de "duel alimentaire", il se pose en termes d'épuisement rapide de stocks, de pénurie et de rationnement renforcés. De plus, les données du problème ne sont pas les mêmes sur la côte, en Brière, au sud-Loire, dans les villages, et dans les campagnes.

En ce qui concerne, pour commencer, la farine et le pain, la "soudure" de 1944 est difficile. D'une part parce que les Allemands ont bloqué, début juillet, 1 000 quintaux de blé en provenance de la Mayenne attribués à la région de Saint-Nazaire. Ensuite, la moisson n'intervient que fin juillet, et le battage début août seulement. Aussi, les maigres stocks sont-ils épuisés avant que les effets de la nouvelle récolte puissent se faire sentir, d'où des pénuries et ruptures d'approvisionnement : deuxième quinzaine de juin et du 20 juillet au 5 août à Savenay, et 35 jours sans pain, vers novembre, à La Baule.

Toutes sortes de dispositions sont prises pour tirer le maximum de farine et de pain du blé disponible. Le taux d'extraction de la farine est poussé au degré maximum. Une circulaire allemande en date du 9 mars 1945 rappelle que : "La mouture des céréales pour faire le pain est comprise pour la population civile au taux de 98%". Rappelons que nos pains complets actuels sont fabriqués avec une farine à 75%.

Le système des tickets de rationnement s'avère rapidement insuffisant, sans compter que le stock de tickets imprimés s'épuise aussi. C'est pourquoi, on instaure un système d'inscription obligatoire auprès des boulangeries, qui doivent tenir à jour et déclarer officiellement une liste de leurs clients habituels. Début avril 1945, ces inscriptions s'établissent ainsi :

Secteurs	Nombre d'inscriptions
La Baule	17 800
Guérande	12 900
Montoir	7 500
Pontchâteau	23 000
Savenay	13 400
Total	74 600

Même sans ticket, la ration de pain officiellement fixée est de 200gr. par personne et pour quatre jours par semaine. Il semble qu'elle soit restée très théorique, pouvant en réalité se réduire à rien pendant plusieurs semaines, ou, au contraire, dépasser ce seuil dans certains cas. Il se crée une association de défense des consommateurs à Savenay, sous la présidence de M. Desmas, pharmacien, et de M. Marchand, représentant des réfugiés de Saint-Nazaire dans cette commune.

Pour les viandes, les problèmes sont similaires. Dès le 1^{er} décembre 1944, les autorités allemandes ordonnent aux restaurateurs de s'abstenir de servir à leurs clients de la viande de porc. Puis, début février 1945, la vente libre de porc ainsi que son utilisation dans les plats servis par les restaurants sont interdites.

Par contre, les éleveurs, ou ceux qui s'approvisionnent eux-mêmes, sont autorisés à tuer un porc d'un poids maximum de 125kg., "dans les neuf premiers (...) de l'année". Pour les familles de plus de 8 personnes, l'abattage d'un second porc sera possible après demande d'autorisation auprès de la kommandantur locale. Il semble que les Allemands se résignent à admettre - d'où l'effet rétroactif des mesures - ce qu'ils sont dans l'impossibilité d'empêcher.

Quant à la viande de boeuf, la diversité des situations est plus grande. Dans la zone des bombardements, on ne manque pas de viande : "La nourriture ne nous manquait pas, surtout la viande. Quand les bêtes étaient tuées dans les prés, leurs propriétaires, pour compenser ces pertes, passaient chez ce qui restait d'habitants, pour leur vendre cette viande, qu'ils avaient découpée eux-mêmes", indique M^{lle} Rigal, pour Bouvron. Ailleurs, comme le rappelle le Sous-Préfet le 23 février 1945, "La ration de viande est fixée à 600gr par semaine et par personne". Dans le même arrêté, il souligne que "Les Présidents de commission de réception répartiront le bétail sur pied ou mort, entre les boucheries, au prorata de leurs inscriptions", ce qui témoigne du fait que le même système d'inscription obligatoire des clients existe pour les boucheries comme pour les boulangeries.

Enfin, le même jour, un second arrêté fixe les conditions de circulation des bovins dans la Poche :

- article 1^{er} : la circulation des bovins ou ovins de commune à commune est interdite sans laissez-passer, à partir du 28 février.
- article 2/B : les bêtes devant être conduites sur les champs de foire ou devant changer d'herbage ne pourront circuler qu'accompagnées d'un laissez-passer délivré par la Mairie.
- article 4 : l'achat ou la vente à la ferme sont interdits.

Sans doute, ce dernier article a-t-il pour objectif de lutter contre le marché noir très intense pour cette denrée. A cet effet, le Sous-Préfet décide également la création d'une commission des prix, véritable tribunal civil, destiné à réprimer les abus les plus criants, et qui, selon le témoignage de son secrétaire, M. Gilloury, aurait compté dans ses membres un représentant, clandestin certes, mais authentique, de la Résistance !...

C'est d'ailleurs une activité de la Résistance que de procéder à des abattages clandestins. Ainsi le groupe de J. Morice, à Saint-Joachim, prenait des vaches chez les collaborateurs qui, par crainte, faisaient alors des prix raisonnables. On tuait et dépouillait les animaux dans un garage, on les débitait et les vendait sans bénéfice, puis on prenait un chaland et on allait jeter les peaux dans les marais, cela une fois par semaine. On procédait de même à Camerun et La Chapelle des Marais.

Pour le vin, la situation est aussi très variable suivant les communes. En tant qu'objet d'un commerce, un arrêté du 9 novembre 1944 - vu la loi de juillet 1938 "sur l'organisation de la Nation en temps de guerre..." - indique "qu'à compter du 13 novembre l'achat à la propriété est interdit à toute personne autre que les marchands de vin en gros", et "qu'à compter du 20 novembre, la vente du vin de consommation courante est interdite dans les débits à consommer sur place".

Dès le 16 novembre, un système d'inscription est également mis en place pour le vin. "En vue de leur ravitaillement en vin de consommation courante, tous les consommateurs (...) à l'exclusion de ceux appartenant aux catégories E et J1 (il s'agit des enfants de moins de 3 ans et de 3 à 6 ans) seront tenus de se faire inscrire avant le 30 novembre chez un fournisseur de leur choix où ils devront obligatoirement se ravitailler (...). Les fournisseurs seront tenus d'afficher de façon apparente à l'intérieur et à l'extérieur de leur magasin les numéros qui pourront être servis

dans la journée. La distribution devrait être faite pour une semaine, à raison d'un litre par personne. Aucune avance ne devra être consentie" (Arrêté préfectoral du 13 novembre 1944).

Les trains de secours alimentaire

Quatre "trains complets pour la Poche de Saint-Nazaire" sont organisés. Le service du Ravitaillement Départemental de Loire-Inférieure les forme et les charge en gare de Nantes (Paris-Orléans), à destination de Savenay.

Le 30 décembre 1944, le premier train de secours transporte de la farine, du sucre, du beurre, de la confiture, du riz, du savon, de la saccharine et des conserves de viande. Le second train, le 17 février 1945, compte trois wagons. Les composants du chargement, le prix de cession, c'est-à-dire la facturation par le Ravitaillement Général, le prix de vente au détail, et les rations (ou "droits") par personne sont fixés comme indiqué par le tableau ci-dessous :

Rappel : Catégories du rationnement

E = moins de 3 ans
 J1 = 3 à 6 ans
 J2 = 6 à 13 ans
 J3 = 13 à 21 ans
 A = 21 à 70 ans
 T = travailleur de force
 C = cultivateur
 V = plus de 70 ans

composants	chargements	prix de cession	prix de vente au détail	"droits" par personne
Farine	40 Tonnes	428,6/sac		1 kg. pain/personne
Beurre		95 F./kg.	102 F./kg.	150 g.
Huile de Colza	1,35 T.	65 F./kg.	72 F./kg.	1dl.½
Savon	40 caisses	19 F./kg.	24 F./kg.	100 g.
Semoule de fèves	0,8 T.	15 F./kg.	18 F./kg.	500 g.
Sucre	6 T.	18 F./kg.	20 F./kg.	500 g.
3 200 boîtes allumet.				1 boîte par famille

Le troisième train (15 mars 1945) compte également trois wagons de farine (25 T.) et de "petits vivres" : beurre (1 T.), café (650kg.) et sucre (8,5 T.). Les "droits sont fixés ainsi : pour le beurre, toutes catégories excepté C (famille et personnes vivant sur l'exploitation), à déterminer dans chaque commune (130g. à Savenay). Pour le sucre, E : 1kg., J1 : 750g., et autres catégories : 450g. Pour le café, toutes catégories (excepté E et J1) : 35g.

Le quatrième "train complet" (10 avril 1945), outre la farine (9 T.) et le beurre (1,5 T.), transporte aussi, dans ses 9 wagons, des boîtes de viande ("singe"), des pommes de terre, et des haricots secs.

La répartition - payante - des denrées de ces quatre trains est placée sous le contrôle de deux observateurs Suisses de la Croix-Rouge Internationale qui doivent veiller à ce que le chargement ne profite qu'aux seules populations civiles, ce qui est strictement le cas.

Réquisitions en tout genre et listes de maisons

Dans ces villes moyennes, les standorkommandantur (locales) allemandes procèdent à de nombreuses réquisitions, pour l'entretien de leurs cantonnements ou pour le service des troupes d'occupation. La liste de leurs demandes formulées auprès des autorités locales, mairies ou "délégations spéciales", serait longue à établir. A titre d'exemples, citons les maisons d'habitations, les très rares automobiles, les bicyclettes - âprement disputées -, les postes de radio, des tapis, des draps, une "carte de l'Europe" - sans aucun doute pour suivre l'évolution des opérations militaires - et un "accordéon" - faute d'en trouver un, on leur proposera un violon !... -. Réquisitions en travail et en services aussi : tous les corps de métiers du bâtiment sont sollicités pour l'entretien des cantonnements,

mais également les coiffeurs, les cordonniers, des femmes de ménage, des cuisinières, des employés de bureau et des couturières.

En plus des heures de couvre-feu et de police déjà évoquées, la population de ces villes est soumise à d'autres obligations notamment celle des listes de maison. Dès le 23 septembre 1944, les autorités allemandes ordonnent qu' "à compter du 1^{er} octobre 1944, dans chaque maison habitée par des Français, la liste nominative des habitants devra être affichée à l'intérieur et à l'extérieur de la porte d'entrée. Cette liste devra être datée et munie du cachet de la Mairie et de la signature du Maire. Les personnes désignées sur la liste devront être dans la maison pendant les heures d'interdiction de la circulation. Les personnes hébergeant des terroristes auront leurs demeures incendiées. Malgré le ton comminatoire de la circulaire, il semble qu'elle ait été cependant peu respectée - surtout, paraît-il, à cause de l'obligation de faire figurer sur ces listes l'âge des habitants, ce que certaines femmes acceptaient mal ! - et c'est pourquoi l'obligation est réitérée le 24 avril.

Le régime des réunions publiques est également fixé. Après avoir rappelé que l'ordonnance sur la protection de l'Armée allemande du 18.12.42 indique dans son paragraphe 16 : "Toutes manifestations dans la rue ou rassemblement de toute sorte seront punis de travaux forcés", la circulaire, déjà citée, du 24 avril 1945, précise : "Toute réunion de plus de 10 personnes est défendue. Les réunions à l'intérieur des maisons ou en plein air doivent être faites avec autorisation (...) au moins sept jours à l'avance, avec remise du programme, du lieu de la réunion, du nombre prévu de visiteurs, du montant de l'entrée et du représentant responsable (...) Font exception à la demande d'autorisation les messes ordinaires dans les églises. C'est en usant de ces possibilités qu'on organise, à Savenay, des représentations théâtrales - titre de la pièce : "Les empochés" - et un concert, ce qui fait des envieux.

M^{me} J..., réfugiée à Bouvron, note dans son journal, à la date du 9 février 1945 : "Beau temps. Suis partie à vélo à 9 heures, pour faire une permanente. Comme les gens y sont heureux ! La vie est normale pour eux. Il est question qu'ils organisent un concert pour le 4 mars. Quelle différence avec notre pauvre Bouvron".

La vie dans les campagnes

Elle présente des différences selon qu'on envisage le sud-Loire, plus riche, la Brière - où l'on retrouve des gestes ancestraux de l'exploitation de la tourbe - et le nord-est de la Poche, où la densité des réfugiés est plus forte, et où les bombardements et tirs d'artillerie sont plus nombreux, au moins dans les communes limitrophes.

Les pénuries alimentaires y sont moins criantes. D'une part, parce qu'on s'y livre à l'abattage à la ferme des porcins et des bovins. "On ne se défendait pas mal, car on tuait des porcs, poulets, lapins, moutons, veaux, mais il fallait une combine et tout le monde n'en avait pas. On pouvait avoir du beurre au compte-gouttes, dans les fermes, mais il fallait être connu et faire du troc : huile, tabac, sucre", indique un témoin de la région de Guérande.

On se livre également à la boulange domestique. Le plus difficile est d'avoir du blé : "Le pain, il n'en était pas question. Il fallait trouver du blé, le moudre. On obtenait de la grosse farine, et peu de pain", raconte ce même témoin. Pour moudre le grain, deux solutions :

L'une risquée, le moulin local. "Un jour, ayant porté du blé au moulin, le meunier, au lieu de me donner de la farine, m'a fait revenir le lendemain, mais le lendemain, je n'ai pas eu de farine, car, soi-disant, ces messieurs (les Allemands) s'étaient servis !" (même source).

L'autre est l'utilisation domestique du "concasseur" servant à broyer grossièrement le blé, ou du simple moulin à café. Quant à la cuisson, elle s'effectuait dans les nombreux fours ruraux, notamment au nord de la région.

En-dehors des razzias et des saisies brutales, en particulier dans les communes du front, les ruraux sont soumis aux réquisitions et aux impositions. Les deux s'effectuent contre paiement, mais les premières, comme pendant toute l'occupation, ont lieu au coup par coup, sans plan d'ensemble et viennent des autorités locales, alors que les secondes, plus caractéristiques de la Poche, sont plus générales, et découlent d'un plan d'ensemble visant à organiser la pénurie. Notons que les deux font l'objet d'un effort de recensement des productions et des cheptels sans précédent et d'un débordement paperassier assez délirant.

Les réquisitions en service portent surtout sur des charrois : de bois, de tonnes pour l'eau, et même de munitions pour les troupes allemandes du front, en contradiction avec la convention de Genève. Ces transports ne sont pas sans risques. En janvier 1945, il y eut trois semaines de neige et de glace. Les Allemands décidèrent qu'il fallait "ferrer les chevaux à la glace". Malgré les objections des paysans, qui tentèrent de faire valoir que cela n'avait jamais été nécessaire dans la région, ils durent finalement passer, par ordre alphabétique, chez le maréchal-ferrant.

Les réquisitions en part de récolte à fournir pour les troupes d'occupation, contre paiement par les soins de l'Intendance allemande, portent sur la paille, le foin, les betteraves fourragères, les choux, les pommes de terre, le bois, etc. Parfois, les Allemands se montrent pressants. Ainsi le Maître-trésorier de l'Erfassung-stab de Savenay : "Si les livraisons ne devaient pas être effectuées, l'armée allemande se chargerait de se procurer les quantités manquantes. Pour ces quantités, il ne sera effectué ni paiement, ni délivré de bon de réquisition. Il demeure dans

l'intérêt de la commune de faire les livraisons comme demandé et de les faire presser. Vous devez prendre soin que le contenu de cette lettre soit immédiatement communiqué aux cultivateurs".

Dès octobre 1944, la perception des réquisitions est difficile. Les paysans arguent du déficit d'un tiers des récoltes du fait de la sécheresse et des besoins de leur propre cheptel, pour demander des exonérations, dans des lettres dont les termes souvent identiques ou proches font penser irrésistiblement à l'usage de modèles-types de lettres.

Au même moment, s'organise un système plus général d'impositions. Dans une lettre aux Maires de l'arrondissement, en date du 4 septembre, le Sous-Préfet indique qu'il "lui a été notifié que le maintien des populations (civiles) dans l'arrondissement n'était autorisé qu'à la condition expresse que le ravitaillement des troupes allemandes n'en souffrirait pas". Il fait ensuite état de l'accord passé avec le Service de l'Intendance allemande : "les impositions hebdomadaires pour l'arrondissement sont de :

Bovins:	180 bêtes
Blé	: 1 000 quintaux
Oeufs	: 2 oeufs par poule
Beurre	: ½ livre par vache

qui représentent la totalité de nos impositions pour l'arrondissement Nord".

Il semble que ces prévisions aient été optimistes, puisqu'un nouveau courrier, en date du 11 octobre, annonce aux Maires que les impositions en blé sont portées à 300 tonnes par semaine.

"Sur ces 300 tonnes seront prélevées, par ordre de priorité :

100 T. pour le ravitaillement allemand,

100 T. qui constitueront une réserve (50% besoins allemands, 50% besoins français),

100 T. pour le ravitaillement français (correspond à 200g par personne, 4 jours par semaine)".

En fait, le système d'impositions est élargi pour pouvoir couvrir, non seulement les besoins allemands, mais également les besoins de la population civile française. En même temps, on instaure les inscriptions obligatoires chez les boulangers, système qui se substitue à celui des tickets de rationnement pour le pain, et l'on précise : "Le blé livré au titre des impositions allemandes sera entièrement payé à raison de 420 F. le quintal".

En ce qui concerne les ponctions sur le cheptel, l'Intendant Divisionnaire allemand se plaint, auprès du Sous-Préfet fin septembre : "de ce qu'en général, la qualité des bovins livrés à l'Armée allemande soit mauvaise". De fait, on ne se gênait guère pour ne livrer que des vieilles carnes !

Conclusion

État d'esprit et mentalités des "empochés"

Le moral est fluctuant au gré, surtout, des événements extérieurs. Après la déception initiale de ne pas être libérés à l'été 1944 comme le reste du pays, on s'adapte du mieux qu'on peut aux conditions difficiles d'existence. Les sentiments sont mitigés. Comme le souligne M^{lle} Rigal :

"Nous avons quand même de bons moments. Nous avons la jeunesse, beaucoup de solidarité entre nous, tout le monde s'entraidait et ce n'est pas sans nostalgie que je repense à cette période, dure peut-être où nous luttions pour conserver notre vie. Tous les soirs nous nous disions : je suis là, alors ne pensons pas trop à demain".

Mais, il est vrai, tout le monde n'a pas vécu la Poche à Bouvron, à la merci d'un tir d'artillerie.

Si l'on rencontre peu de collaborateurs, comme peu de résistants "actifs", le sentiment général est plus fait de résignation passive face à la fatalité. Mais la mentalité de l'occupation, qui reste principalement celle des empochés, se heurte, lors de contacts avec l'extérieur, avec celle de la Libération, qui est déjà celle du reste du territoire, et qui n'est pas toujours faite que de nuances. Les "résistants du lendemain" y sont nombreux, qui portent souvent un jugement rapide sur les empochés.

Ceux-ci s'en défendent, dans un rapport transmis par la résistance interne de la Poche : "Nous avons appris, et en avons été scandalisés, que l'opinion de certaines autorités en place à Nantes, était que notre triste sort nous convenait à merveille parce que « nous étions tous des collaborateurs ». Il est vrai qu'à qui veut juger l'ensemble de cette population d'après la mentalité de quelques personnages que vous ont amenés les trains d'évacuation, cette opinion est permise dans une certaine mesure. Mais elle n'en est pas moins étayée sur des bases fragiles".

Des éléments d'explication sont avancés : "La densité des troupes ennemies dans les régions côtières a toujours été considérablement supérieure à ce qu'elle fut dans la plupart des autres régions occupées... Toute l'activité industrielle et commerciale a été forcément dirigée uniquement par lui et vers lui ("le boche"). Des compromissions étaient inévitables".

Et de conclure : "Quiconque nous méprise en bloc a tort. Nous ne sommes pas plus mauvais que d'autres... La grosse majorité des habitants de la Poche a encore des sentiments bien français. Nous serons d'ailleurs bien libérés un jour ou l'autre, vous vous en rendrez compte alors".

Il semble qu'avec le recul ce lourd soupçon se soit estompé, et ce qui domine aujourd'hui chez les témoins de cette époque, c'est sinon la nostalgie ("c'était notre jeunesse"), mais le plus souvent, à propos d'une période plus marquante encore que celle de l'occupation, l'émotion.

EXACTIONS DES ALLEMANDS

Les lignes qui suivent n'ont nullement la prétention d'être un "catalogue" d'atrocités. Elles se bornent à rapporter quelques crimes commis pendant la Poche par les occupants.

10 août 1944 : Notre-Dame de Grâce

Ce matin-là, trois jeunes gens, Vince, Guichard, Agaisse quittent très tôt Saint-Joachim pour se rendre à Notre-Dame de Grâce afin de se procurer du ravitaillement.

Arrivés sur place, et la boulangerie étant fermée, ce sont les Allemands - ironie du sort - qui leur indiquent la route à suivre vers Plessé où ils trouveront peut-être du pain.

Au gué de Melneuf, une sentinelle les arrête et procède à un contrôle de papiers. C'est là que le drame se joue. Les Allemands, se méprenant sur le contenu de leurs portefeuilles, confondent les 3 garçons avec de dangereux terroristes, et les conduisent à la Kommandantur de Notre-Dame de Grâce. Sans aucun jugement, le lieutenant Fritz Eitz et 4 soldats les entraînent vers un chemin de terre. Profitant d'un moment d'inattention, Agaisse "trompe la mort" parvient à s'enfuir, sous le feu des balles (il réussira, aidé par des amis, à regagner Saint-Joachim et rejoindra après le 2^{ème} Bataillon F.T.P.). Ses malheureux compagnons ont moins de chance. Les Allemands les font creuser leur tombe et Fritz Eitz les massacre lui-même, à coups de pioche. (D'après J. Chalet dans "Peau de Grenouille").

11 août 1944 : Loncé (Montoir-de-Bretagne)

Peu avant 11 heures du soir, Barthélémy Veylon, jeune homme de 22 ans, boucher à Trignac et deux de ses camarades s'arrêtent au village de Loncé dans un café, puis repartent peu après. Par inadvertance, l'un des trois laisse tomber de sa Poche un pistolet servant à tuer les animaux. Le malheur veut que des soldats allemands, présents au premier étage du café, aperçoivent la scène. Ils prennent les trois hommes pour des résistants, les rattrapent quelques mètres plus loin. Au bord d'un pré on les oblige - comble de cruauté - à creuser leur tombe, puis sont fusillés sur le champ.

27 août 1944 : Fégréac

Les Allemands pénètrent dans le bourg et fusillent "sans raison" Madame Jolivet, 39 ans.

10 septembre 1944 : Campbon

Ce jour-là, Emmanuel Caux, 23 ans, jeune résistant (frère du Maire de Saint-Nazaire, Étienne Caux), se rend à Campbon où on lui confie un revolver. Au retour, il s'arrête dans un café où, peu de temps après, des Allemands font irruption. Il tente de s'enfuir par la fenêtre. Mais à ce moment, il est abattu à bout portant, ayant reçu une balle explosive en pleine tête...

15 février 1945 : Boué

Vers 11 heures du matin, 4 soldats allemands (dont un sous-officier) se présentent chez M. Brizais, boucher au bourg, afin de réquisitionner son cheval. M. Brizais refuse, les Allemands insistent. Le boucher s'en va prévenir les autorités municipales, sa femme et son fils s'interposent, mais sont repoussés violemment par les soldats. C'est à ce moment que M. Lemoine, qui assiste depuis le début à la scène, intervient. Bousculé à son tour par les Allemands, il leur réplique et frappe l'un d'eux d'un coup de poing. Immédiatement, l'un des soldats ajuste son arme et tire à bout portant, tuant M. Lemoine sur le coup.

5 avril 1945 : Congor (Guérande)

La famille Baholet habite une ferme dans le hameau de Congor, situé dans les marais salants, non loin de Saillé.

Vers 21 heures, les parents, un fils et une fille, sont sauvagement assassinés. L'autopsie révèle que le fils a dû agoniser toute la nuit pour ne mourir que vers 6 heures, le matin. La fille gît dans la grange, couverte de sang : elle a été violée à plusieurs reprises.

Bien que l'enquête n'ait jamais abouti, Madame Gicquiaud (née Baholet, une des filles de la maison), qui rapporte ce témoignage, est persuadée que ce sont des Allemands qui patrouillaient dans la région.

Quant au motif du crime, on a dit que M. Baholet hébergeait un parachutiste allié, mais cela n'a jamais été prouvé.

Le nombre des victimes aurait encore pu être plus grand car Madame Gicquiaud, ce soir-là, avait l'intention d'aller coucher avec sa petite fille chez ses parents.

JEAN DE NEYMAN

Le 2 septembre 1944, à Heinlex, tombe sous les balles allemandes, comme 75 000 de ses camarades communistes, ce jeune homme de 30 ans, héros et martyr de la Résistance, un des derniers fusillés de la Poche de Saint-Nazaire, aussi calme devant la mort qu'il était courageux devant le danger.

La personnalité attachante de Jean de Neyman, son action dans la Résistance méritaient, quarante ans après, qu'un nouvel hommage lui soit rendu.

Né le 2 août 1914, c'est un élève très brillant en mathématiques, en physique (2^{ème} prix au Concours Général), mais aussi en langues (il parle couramment anglais et allemand). Ayant échoué de justesse à Normale Supérieure, il entre en 1934 à la Faculté de Strasbourg. C'est à cette époque qu'il s'inscrit au Parti Communiste. Militant actif, il apporte des colis aux antifascistes emprisonnés en Allemagne, rédige un journal et va jusqu'à contracter un mariage blanc avec une jeune Allemande, Netty, emprisonnée pour propagande communiste, afin de la soustraire aux geôles nazies.

Nommé professeur à Saint-Étienne, il est affecté à la déclaration de guerre dans un laboratoire de l'armée. En 1940, il est chassé de l'enseignement public (il est fils de Polonais) et s'exile à La Baule où il devient professeur au cours privé "Le Cid".

Il entre sans hésiter dans la Résistance active et devient vite un des animateurs de la région. Et il ne va pas tarder à s'illustrer. Deux résistants ayant tiré sur des soldats allemands, la Kommandantur de Guérande prend 10 otages et annonce qu'ils seront fusillés dans les 48 heures si les coupables ne se dénoncent pas. Jean aide les deux résistants à s'enfuir, puis rédige une lettre de menaces : si les otages sont fusillés, le chef de la Kommandantur sera exécuté et on tirera sur tout soldat allemand sortant de la ville. Habillé en soldat allemand - et, on l'a vu, parlant parfaitement la langue - il va porter lui-même la lettre à la Kommandantur. Le stratagème réussit et les otages sont libérés. Quelle audace !

Début juin 1944, Jean de Neyman entre dans la clandestinité et constitue une équipe dont le lieu de résidence est la ferme de Joseph Gergaud à Kermichel en Saint-Molf. Cette équipe comprend outre Jean et Joseph, Bernard Cabasson, Jean Mercy, Jean Leguen et quelques autres, ainsi qu'un déserteur tchèque de la Wehrmacht.

L'activité du groupe est importante : coupure de câbles souterrains, ruptures de câbles électriques et téléphoniques (selon un procédé invisible mis au point par Jean lui-même), sabotage de transformateurs, destruction et désamorçage de mines, "chasse" aux Géorgiens (enrôlés dans l'armée allemande) et pillards de fermes.

En plein jour, ils attaquent le poste allemand de Pont d'Armes, et un soldat est tué par Cabasson.

Persuasif, Jean de Neyman réussit à décider 72 Polonais cantonnés à Mesquer de se joindre au groupe le jour où les Américains attaqueraient Saint-Nazaire. Début août, deux marins allemands déserteurs se joignent au groupe et participent à quelques actions.

Le 17 août, devant la ferme, les deux marins sont surpris par une patrouille allemande. L'un d'eux s'enfuit, l'autre est capturé. Jean de Neyman essaie de le secourir en discutant avec les soldats mais il est arrêté à son tour. Les deux hommes sont emmenés au château d'Henleix. A leur tour, Gergaud et Mercy sont arrêtés et la ferme de Kermichel est pillée. Ils rejoignent Jean de Neyman à Heinleix où on les laisse trois jours sans manger avant de les transférer au camp Franco à Gron. Sont également arrêtés le Capitaine David et le premier maître Breton (gendarme maritime) soupçonnés d'avoir transporté des membres du groupe.

Le déserteur allemand, Gerhart, torturé avant d'être fusillé, dénonce ceux qui l'ont recueilli, mais lors du procès, Jean de Neyman, admirable, prend tout à sa charge, et réussit à persuader les juges qu'il est seul coupable, que tous ses camarades de captivité sont innocents. Il est condamné à mort le 25 août 1944, ayant fait "volontairement et en connaissance de cause le sacrifice de sa vie à sa patrie et à ses amis". Son courage et son sens de l'honneur ont impressionné les Allemands eux-mêmes.

D'abord condamné à mort, Gergaud voit sa peine commuée en 2 ans de prison. Il sera libéré 45 jours plus tard après avoir été interné à Méan.

Avant de mourir, Jean de Neyman écrit une lettre d'adieu émouvante à ses parents. Qu'il nous soit permis d'en citer la fin :

"... Vivez pour continuer à faire progresser le monde, comme vous-mêmes m'avez appris à le faire. J'ai conscience encore plus aujourd'hui, combien tout ce que j'ai fait est au fond votre oeuvre et je vous prie de faire quelque chose de bien de chacun de vos petits enfants actuels et futurs - car je compte sur vous pour que les enfants de Neyman soient aussi dépourvus de toute illusion religieuse que moi et que ce soit en pleine conscience d'homme qu'ils sachent faire leur devoir d'homme.

En vous embrassant, mes chéris, je vous écris la conclusion de ma vie, entre deux morales célèbres - il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer - et - attendre et espérer, il y a place pour ma synthèse - tout le bonheur de l'homme tient dans ce devoir : "Agir et Espérer".

Jean

Un décret du 26 avril 1956 attribue à Jean de Neyman, à titre posthume, la médaille de la Résistance.

LA RÉSISTANCE

Quand, à partir du 5 août, la Poche de Saint-Nazaire se constitue, les réseaux de résistance qui attendaient l'avance alliée sur la base sous-marine, sont devant un choix : soit sortir de la Poche pour renforcer les F.F.I. sur le front, soit rester en prévision d'une réduction de la Poche par les alliés.

Les groupes Lahaye de Savenay et Gosse de Lavau vont, après avoir contrôlé pendant quelques jours la route de Savenay, s'organiser dans l'île Pipy en Loire puis venir renforcer le corps franc de Saint-Étienne de Mont Luc commandé par le capitaine Josso. Les résistants de Savenay et Lavau s'intégreront donc dans le 5^{ème} bataillon F.F.I. et prendront position entre Saint-Étienne de Mont Luc et Le Temple. Des résistants de la région de Savenay, Pontchâteau vont aussi sortir de la Poche pour renforcer le 2^{ème} bataillon F.T.P. qui tient en août la forêt du Gâvre. De même, certains vont passer la Vilaine pour s'engager dans les bataillons F.F.M.B.

Par contre, les groupes de résistance armée de la région de Campbon-Pontchâteau-Savenay, rassemblés autour du commandant Paulus (Docteur Verliac) à partir du mouvement de Libération, vont rester dans la Poche. Paulus constitue le "bataillon de la Poche" composé de deux compagnies (compagnie A et B).

Ils sont organisés par localité : Savenay avec Desmares, Campbon avec Bercegeay, Pontchâteau avec M. Leroux, Bouvron avec Boheas. L'agent 17 seconde Paulus.

Sur la zone côtière, depuis le début de 1944, les groupes de résistance F.F.I. s'organisent avec Jean Édouard (Jean 1012) pour le secteur du Pouliguen-Batz, Le Croisic, Leguevel (Gustave) pour Saint-Nazaire-Pornichet, Louis Desmars (L.D.) pour La Baule.

A partir du réseau des "Trois clés" sous la responsabilité du Docteur Gouraud (Michel) de Guérande, et par l'action de Pierre Litoux (Pierre), se constitue en zone rurale une organisation de résistance couvrant les communes situées entre la Brière et la côte. En zone sud (sud-Loire) l'organisation fut plus tardive ; elle s'opérera sous la responsabilité du Lieutenant de gendarmerie Bouhard.

A ces réseaux F.F.I., s'adjoignent les F.T.P. qui ont déjà une longue expérience de la lutte clandestine. Le Front National sous la responsabilité d'Alexandre Bourmaud forme dans la Poche le 2^{ème} bataillon. Il est fort de 204 hommes prêts à se mettre au service des forces alliées. Les réseaux formés par le F.N. ne vont pas s'amalgamer totalement aux forces F.F.I. Une démarche du 2^{ème} bataillon auprès de Paulus pour se mettre à sa disposition est mal reçue. Les F.T.P. garderont donc leur originalité tout en acceptant un commandement commun. Jean Struzzo est responsable du secteur de La Baule et Louis Quenehervé de celui de Pontchâteau. Avec son groupe, Quenehervé participe à de multiples actions : sabotage de wagons en gare de Pontchâteau, détournement d'explosifs au tunnel Gréneto, évasion de dix-sept prisonniers soviétiques en zone libérée, reconstitution des syndicats ouvriers clandestins. Coentin Lecontel assume la responsabilité de l'ensemble des forces F.T.P. de la Poche.

Début août, malgré les faiblesses en armement et en formation, plus d'un millier d'hommes sont donc organisés dans des groupes de résistance, prêts à seconder l'armée alliée.

Les mois d'août et septembre sont marqués par une intense activité de résistance : sabotage, renseignements, passage d'évadés de camps allemands, de déserteurs notamment polonais, allemands et russes, et de résistants. A partir d'octobre, le chef départemental de la résistance de la Loire-Inférieure, Chambart de Lauwe (Colonel Félix) officialise l'organisation. Le 12, le Docteur Verliac reçoit le commandement militaire de l'ensemble de la Poche. Le 20, Louis Desmars est désigné commandant militaire de la zone ouest. L'organisation se renforce et se structure. Son but essentiel est de se tenir prêt à renforcer les forces alliées au cas où elles interviendraient pour réduire la Poche. En témoignage l'ordre du Commandant Paulus aux chefs de groupements F.F.I. datant d'octobre :

"RÔLE des F.F.I. :

1- Avant l'action -

Renseignements : Ce service est le seul qui ait vraiment fonctionné jusqu'à maintenant ; vous en connaissez déjà les consignes.

Préparation :

a - Militaire : La façon dont nous aiderons le plus efficacement les alliés sera en leur servant de guides. Les

instructions sont formelles sur ce point ; dans chaque groupe, dès maintenant, seront désignés des F.F.I. connaissant le pays. Ils s'attacheront à en acquérir encore plus parfaitement les détails ; toutes les routes seront explorées surtout celles semblant destinées à devenir des routes de repli ; les endroits présentant des possibilités d'embuscade seront soigneusement repérés ; dans tous les secteurs, les parties de routes barrées par obstacles variés, ou minées seront étudiées et leur balisage préparé pour pouvoir être mis en place dès l'ordre arrivé. Des instructions pour la mise en place des guides suivront.

Plan de sabotage : portant sur les fils téléphoniques et les cordons de mines principalement. Les endroits ou ceux-ci seront accessibles seront repérés (loin des maisons de préférence). Les véhicules qui pourraient être atteints seront aussi à prévoir. Toute action individuelle de sabotage est formellement interdite.

b - Matérielle - Plan de récupération du matériel : Le matériel devant servir à équiper nos groupes étant surtout celui qui sera pris à l'ennemi, il importe que "la prise" soit effectuée en temps record. Pour y arriver, il faudra constituer dès maintenant des équipes de "prises" dans la 3^{ème} catégorie ; celles-ci se partageront la zone qui est fixée aux groupes et en feront l'exploration à fond pour se saisir de tout ce qui a appartenu aux Boches (matériel, armes, bêtes) en provenance tant d'organes propres à l'armée que des réquisitions effectuées pendant l'occupation. Le matériel et les équipements provenant des pillages de camps anglais sont aussi à récupérer. Tout ce qui ne pourra être transporté de suite au centre de récupération sera stocké chez l'habitant pour y être pris par la suite.

Si au cours de ces recherches une équipe apprendait que quelque chose a été dérobé, faire une enquête et tenter d'obtenir une restitution, sinon avvertir le coupable qu'il tombe sous le coup des sanctions réservées aux pillards ; rendre compte pour qu'une perquisition soit effectuée aussitôt.

Tout F.F.I. qui sera convaincu d'avoir détourné à son profit sera immédiatement arrêté par vos soins.

Préparation des casernements : Un plan de casernements me sera adressé le plus rapidement possible ; il portera les possibilités de chaque localité en casernements pour la troupe, bureaux, magasins...

Plan de remise en état temporaire de destruction : La réquisition des moyens nécessaires sera dès maintenant prévue.

2 - Pendant l'action -

Les groupes francs et les groupes de guérillas d'une part, et les équipes de sabotage d'autre part, seront les seuls à opérer selon les ordres précis qu'ils recevront en temps opportun.

3 - Après l'action -

Après le passage des troupes alliées, les F.F.I. devront faire l'occupation locale, mettre immédiatement à exécution le plan et veiller à l'exécution des consignes.

Si les circonstances et les moyens en leur possession le permettent, ils pourront prendre part au nettoyage du secteur.

Si, pour une raison quelconque, un groupe se trouvait privé de liaison avec son bataillon, il devrait se mettre à la disposition du bataillon en action dans la région, jusqu'au moment où ses liaisons seraient reprises. Les efforts devront porter sur la récupération du matériel, la garde des prisonniers et la réparation sommaire des destructions.

C'est au début de cette période que le plus de tenue et de discipline sera à réclamer pour qu'aucun abus de pouvoir et qu'aucun excès ne soient faits ; de tels actes, contraires aux instructions reçues, risqueraient de faire juger sévèrement les F.F.I. en bloc".

En novembre, l'organisation se précise. Cet extrait de l'ordre général n° 2 du 22.11.44 sur l'organisation des forces de la zone ouest en témoigne :

"En vue de calmer certaines appréhensions, il a été décidé de changer l'appellation de "Corps Francs" en celle de "Troupes Volontaires" et de réorganiser le mouvement F.F.I. dans toute l'étendue de la Poche, sur les nouvelles bases suivantes :

1° - Troupes volontaires - même structure :

- 1 chef de section de 10 hommes, un caporal-chef d'escouade et 4 hommes, un caporal-chef d'escouade et 4 hommes.

- 1 chef de demi-section de 10 hommes, un caporal-chef d'escouade et 4 hommes, un caporal-chef d'escouade et 4 hommes.

- 1 agent de liaison.

En tout 1 officier et 23 sous-officiers et hommes de troupe.

Action : probablement appui des blindés.

- opération et nettoyage après le passage des blindés.
- ramassage et désarmement des prisonniers et s'il est nécessaire appui aux opérations policières et de sécurité sur la voie publique.

2° - Groupes de sabotage - composés chacun de 3 hommes dont un chef de groupe.

Action par groupes seuls ou groupés sous le commandement unique.

a - Sabotage : fils téléphoniques, boîtes de jonctions, installations électriques, réseau de communication et de mise de feu pour les mines fougasses ou autres.

b - Harcèlement des arrières de l'ennemi, entre autres, ou mieux neutralisation des véhicules transportant troupes, ravitaillement ou munitions".

Ainsi, dans les premiers mois, la résistance s'organise en vue de l'intervention alliée contre l'armée allemande protégeant la forteresse Saint-Nazaire.

A partir de décembre, l'orientation des tâches de la résistance change. Par ordre du Commandant Paulus, datant du 4 décembre, le bataillon de la Poche va progressivement sortir pour s'engager sur les lignes. Les résistants utiliseront les trains d'évacuation. La compagnie A rejoindra le 5^{ème} bataillon des F.F.I. de Loire-Inférieure, la compagnie B, rejoindra le 6^{ème}. Le Docteur Verliac, lui-même, sortira fin janvier avec une main dans le plâtre pour cacher des documents. Certains passeront les armes par Lavau avec l'aide d'Arsène Septier.

Le Capitaine de Dion assume alors le commandement de la zone est. Surtout, c'est à partir de cette date que l'idée de guerillas armées doit être abandonnée.

Le Général Chomel, commandant le secteur des F.F.I., définit ainsi les missions de la résistance le 1^{er} mars 1945 :

"a - La participation au Renseignement par l'intermédiaire des réseaux de renseignements.

b - La constitution d'une organisation territoriale permettant au commandement militaire de trouver, dans chaque zone et dans chaque localité importante, un délégué qui puisse fournir :

1° - les renseignements locaux sur l'ennemi,

2° - bilan des moyens (personnel et matériel) susceptibles d'être mis à la disposition des troupes, en particulier des guides,

3° - renseignements de police.

Il est demandé à la résistance :

- ni d'entreprendre la guérilla,

- ni d'interrompre les communications,

- ni de monter des groupes armés,

- ni de prévoir des actions de police intérieure. Sur ce point, il est précisé que personne ne peut se substituer aux autorités régulières (gendarmerie, police), pour effectuer des arrestations et que toute infraction à cet égard sera sanctionnée".

Le renseignement devient donc la tâche principale. Des cartes des positions allemandes, plans de batteries, des champs de mines sont minutieusement établis par les résistants au péril de leur vie. Ces renseignements seront transmis par des réseaux qui aboutissent aux passeurs (voir pages suivantes). Ils permettront au Bureau des F.F.O. d'établir des plans précis du déploiement des forces allemandes.

Pour cette activité, un réseau indépendant est particulièrement efficace : le réseau Berry. Henri Mahé, directeur d'école à La Baule, était agent P2 (à plein temps) dans l'organisation Jade Fitzroy sous le pseudonyme de Berry. Enfermé dans la Poche, il continue à collecter des renseignements. Jean Struzzo collabore avec lui. Contacté par le 2^{ème} Bureau des Forces Françaises du Morbihan en la personne du Lieutenant de gendarmerie Rox, Henri Mahé va régulièrement communiquer ses informations à un réseau qui passe par la Vilaine. Des résistants fabriquent des postes à galène. C'est le cas d'André Courtois à Pontchâteau, d'Alcide Moret au Pouliguen, de Michel Rault à Lavau, etc. Ils prennent par écrit les communiqués de guerre et les font circuler pour remonter le moral de la population.

Michel Rault écoute les informations dans le grenier, alors qu'au rez-de-chaussée réquisitionné séjournent des soldats allemands.

Le 6 avril, à Pontchâteau, une réunion des responsables des districts de la Résistance accepte de confier au Commandant Louis Desmars le commandement de la zone est et ouest. Quinze jours plus tard, le Lieutenant Bouhard, responsable de la zone sud, accepte de passer sous ses ordres. L'organisation est à nouveau unifiée. Pierre Litoux est le délégué principal aux affaires civiles, Le Pouezat-Guigner est président de l'Union des C.L.L. et le

Capitaine Kergozien est le représentant officiel des Forces du maintien de l'ordre.

La résistance est organisée en districts :

Zone Est :

Mangeot district de Pontchâteau
Pillet district de Saint-Gildas
David district de Crossac
Cogniec district de Bouvron/Savenay

Zone Ouest :

Le Guével district Saint-Nazaire/Pornichet
Ct. Louis district de La Baule
Edouard district Pouliguen/Le Croisic
Chelet district de Guérande
Le Brigand district d'Herbignac

La mission des responsables de ces groupes de résistance est :

- 1° - La mise en place des guides, conformément aux dernières instructions reçues, si elles sont toujours en vigueur.
- 2° - L'avance rapide des troupes alliées.
- 3° - Le maintien de l'ordre, en collaboration étroite avec les forces officielles qui en sont chargées.
- 4° - La surveillance des suspects de toute nature.
- 5° - Le gardiennage des cantonnements et du matériel ennemi, ainsi que celui du matériel et approvisionnement français.
- 6° - La sauvegarde des édifices publics.

Ces ordres qui datent d'avril montrent que la préparation de l'intervention alliée reste un objectif majeur pour les groupements de résistants. Ainsi, pour le district de Pornichet/Saint-Nazaire, 10 sections se répartissent les fonctions de guides et de gardes :

1 ^{ère} :	Le Guével	11 hommes
2 ^{ème} :	Louis Blino	15 hommes
3 ^{ème} :	Marcel Leroux	12 hommes
4 ^{ème} :	Gustave Griaud	8 hommes
5 ^{ème} :	Georges Perrais	7 hommes
6 ^{ème} :	Bernard Potier	12 hommes
7 ^{ème} :	Camille Genevois	6 hommes
8 ^{ème} :	André Roger	14 hommes
9 ^{ème} :	Cl. Courtois (F.T.P.)	13 hommes
10 ^{ème} :	Gaston Pecot	13 hommes
		<hr/>
		111 hommes

L'officier des affaires civiles du district est M. Chonner.

Toute cette organisation, toutes ces activités clandestines sont le fruit d'engagement d'hommes et de femmes. Au péril de leur vie, ils circulent sur un mauvais vélo, le plus souvent avec des fausses cartes pour établir un contact, noter des renseignements... Combien de sueurs froides, combien d'abnégations quotidiennes, la faim et la peur au ventre, pour accomplir sa mission.

Chacun de ces centaines de résistants a une histoire à raconter, petite ou grande, mais toujours dans la peur de l'arrestation.

Bien sûr, certains résistants de la dernière heure ont trouvé là une manière de camoufler des activités douteuses. Ceci ne doit pas nous cacher l'essentiel.

Au 20 avril, on "pouvait compter sur environ 2 400 officiers, sous-officiers et hommes prêts à entrer en l'action décisive dans toute la mesure de leurs moyens". Ils seront l'honneur de la France dont les classes dirigeantes s'étaient avilies avec l'occupant nazi.

LES PASSEURS

Après le 4 août 1944, et surtout début septembre, la frontière de la Poche devient de plus en plus hermétique. Le no man's land de quelques kilomètres (trois en moyenne) entre les lignes françaises et allemandes, l'installation de nombreux postes, l'organisation de patrouilles rendent de plus en plus difficile le passage de la ligne de démarcation entre la Poche et la zone libérée.

Sans sommation, les sentinelles allemandes tirent. Et tuent, le 4 août, Julien David et Jean Belliot, le 27, Madame Gauduchon qui tente de passer à Pont Miny. Au début de septembre, Ménager est blessé d'une balle de mitrailleuse en franchissant les marais de l'Isac... etc.

Et pourtant, il faut passer coûte que coûte.

Pour transmettre, au quartier général des forces alliées, les renseignements sur les forces nazies, leurs effectifs, leur dispositif de défense, pour annoncer les coups de main qu'ils préparent.

Pour convoier en zone libre les soldats alliés évadés des prisons et des camps, les aviateurs tombés dans la Poche, les déserteurs allemands ou russes, les volontaires désirant rejoindre les F.F.I.

Et même, pour faire franchir clandestinement la Vilaine à la statue de Notre-Dame de Boulogne.

Passer coûte que coûte ! Et ils furent nombreux à effectuer ces passages sachant les risques encourus : la prison, la torture, le poteau d'exécution ou la balle d'une sentinelle allemande.

Ils passaient : par mer, du Pouliguen à Noirmoutier, du Croisic à Pénérif ; par la Loire, de Lavau à Saint-Étienne ; par la Vilaine ; par terre à travers les champs de mines.

Du Pouliguen : Interview d'Alcide Moret

Alcide Moret était chef de secteur F.F.I.

"Pendant la Poche, nous étions, ma femme et moi, instituteurs au Pouliguen. J'ai fait la connaissance d'Édouard, ingénieur au chantier de Penhoët. Nous étions dans les F.F.I. que dirigeait le Commandant Desmars. J'étais agent de renseignements.

Dans les passages par mer, j'embarquais avec les pêcheurs Garrel, Garcoin, Kilman sur le bateau de Manjou, le "Sans relâche", un bateau non ponté. Des pierres faisaient le lest dans le fond avec une espèce de plancher dessus. On écartait les pierres. Je m'allongeais au fond du bateau. Les pêcheurs remettaient les planches. Quand les douaniers allemands venaient vérifier, je voyais leurs bottes à travers les fentes. On filait à la voile, il n'y avait pas d'essence pour les pêcheurs, jusqu'à et même au-delà de La Blanche. Une vedette, "l'Étoile des Flots", patron Simonneau, venait de Noirmoutier à notre rencontre. La vedette donnait aux pêcheurs du Pouliguen du poisson, et, pour qu'ils puissent rattraper le temps perdu, juste la quantité d'essence pour rentrer au port.

De Noirmoutier, je filais vers Nantes pour y apporter courrier et renseignements, passais au café "Neptune" prendre les lettres pour les empochés. Comme il n'y avait pas de facteur, les gens étaient tout étonnés de trouver une lettre de la zone libre dans leur boîte. Et certains de me dire : «Et vous, M. Moret, vous n'avez jamais de courrier ?»

Un jour, au retour, la batterie allemande de la Pointe de Saint-Gildas nous tirait dessus. Ça fait un drôle d'effet quand tu vois des trucs tomber tout autour du bateau.

Une autre fois, une vedette allemande qui mouillait quelquefois à la Pointe de Penchâteau et assurait la surveillance en mer fonce sur nous. On ramenait des pneus de vélo usagés (pas des neufs, on comprend pourquoi), du courrier, du ravitaillement, du tabac pour les gars. On a tout jeté précipitamment à la mer. La vedette s'est approchée, les Allemands ont demandé si nous avions du poisson, et après notre réponse négative, sont repartis. Ouf !

Parfois, pour "passer", on profitait des trains d'évacuation des "bouches inutiles". On utilisait patriotiquement les "capotes anglaises". On y glissait les documents, les renseignements écrits sur du papier très fin, du papier pelure. Et on se les mettait comme suppositoires. Quand je suis passé à Savenay, c'était les douaniers allemands du Pouliguen qui faisaient la police. Quand ils m'ont aperçu : "Monsieur, kom hier". Ils m'ont fait entrer dans la salle d'attente de première classe, c'était déjà un honneur. Que vois-je ? Des gens du Pouliguen, à qui j'avais fabriqué des faux papiers, arrêtés. Je me dis : "Ça y est ! J'ai compris ! Ils ont parlé. Je n'y coupe pas !" Ils me font de la tête un signe négatif. Les douaniers m'obligent à me déshabiller. Je suis resté en slip. Je leur ai demandé : "Je l'enlève ? - Nein". Heureusement, le thermomètre serait resté coincé. Finalement, j'ai pu reprendre le train et porter mes documents au service de renseignements à Nantes, route de Rennes.

Pour fabriquer des fausses cartes d'identité, des ausweiss (laissez-passer), Alcide confectionnait de faux cachets imités à merveille, de la kommandantur, de la kriegsmarine, de l'État Français, et de la III^{ème} République. Il monte

des postes à galène, prend des informations, les passe à des résistants qui les copient.

Du Croisic

Interview d'Edmond Jaouen, sous-Lieutenant F.F.I., il assure douze fois la liaison Le Croisic/Pénerf.

J'étais matelot sur la "Gisèle", n° 1886 SN. Le patron, Tirilly Eugène, était sympathisant à la Résistance. L'autre matelot s'appelait Jean Le Bleis. L'arrière du bateau avait été transformé par les "Chantiers Français"... Nous avons ainsi une cache invisible où pouvait se loger un homme couché sur le côté. Le bateau ne faisait plus que sept mètres soixante-dix au lieu de huit mètres vingt. Mais cette transformation, apparente aux yeux exercés d'un marin, était invisible aux yeux des soldats tous terriens.

Un soir, Jean Struzzo, responsable F.F.I. de la région La Baule/Le Croisic, arrive à la maison. "- Des documents à transmettre d'urgence à Pénerf. - D'accord, demain matin".

Le lendemain matin, nous planquons Jean et ses précieux documents dans la cache. Les Allemands effectuent leur visite quotidienne du bateau. Et nous partons. A la voile évidemment. Le vent est favorable. Le bateau file. Nous libérons Jean pour qu'il puisse se dégourdir les jambes. Mais tout à coup le vent tourne. Impossible d'aller à Pénerf. Nous faisons demi tour pour revenir au Croisic. A la vue du port, je dis à Jean : "Réintègre ton gourbi". Nous avons été dénoncés. Un pêcheur de X... a signalé aux Allemands que notre bateau se dirigeait vers Pénerf. Aussi, à l'accostage au port, des soldats allemands nous attendent, fouillent en vain le bateau, nous entraînent au bureau où l'on nous questionne. Nous nions énergiquement les faits qui nous sont reprochés. On nous relâche. La nuit tombée, nous libérons Jean de sa position inconfortable. Il dit : "Es-tu paré pour remettre ça demain ? - Pourquoi pas ?".

Le lendemain, le vent est favorable. Nous mettons le cap sur Saint-Jean-Jacques de la Lande, à la pointe du Grand Mont, en face de l'île d'Houat. Nous sommes reçus par les F.F.I. qui nous emmènent sous bonne garde au quartier général.

Jean se fait connaître et remet les documents. "Et maintenant, retournez au Croisic le plus vite possible" dit l'officier. Nous avons pris le temps tout de même de faire provision de pain et de pneus de vélo pour nos agents de liaison. Pour d'autres liaisons, nous avons rendez-vous avec Le Cam de Pénerf, patron de la "Vipère".

Interview de Richard Wright

Les membres principaux du groupe de la Brière que dirigeait mon père étaient le Docteur Moyon, Monsieur Durfort, pharmacien de Saint-Joachim et le Docteur Cazes de La Chapelle des Marais. C'était le bureau. Il y avait aussi Génereux Gautier qui habitait en pleine Brière et qui a été très utile pour abriter certains aviateurs, Armand Moyon, etc. Pour créer ce Comité d'aide aux prisonniers incarcérés au camp de l'aviation à Gron (camp Franco), il fallait une personnalité qui soit marquante, qui apporte un nom : ce fut la Comtesse de Montaigu. A un moment donné se trouvaient au camp 39 Français et 4 Anglais et Américains. Le Comité a, par la suite, étendu son aide aux prisonniers civils de Saint-Dolay qui étaient à la prison de Saint-Nazaire comme résistants et saboteurs (passage de la Vilaine). Dans cette prison, il y avait 24 prisonniers.

Pour la collecte des denrées diverses, une charrette à cheval passait dans toutes les fermes de la Brière : Pontchâteau, Saint-Lyphard, La Chapelle des Marais, Saint-Joachim, Saint-Malo, etc.

Elle arrivait le samedi à Gron pour apporter aux prisonniers : plusieurs douzaines d'oeufs, plusieurs kilogrammes de beurre, de la viande, des légumes, des sacs entiers de pommes de terre, du tabac qui rendaient jaloux certains gardiens allemands. Jamais, nous n'avons eu d'ennuis, car les prisonniers étaient suffisamment "bienveillants" pour offrir à leurs gardiens un peu de leur surplus. Si, un seul ennui, dû à l'initiative de ma mère, qui, pour Pâques, avait peint deux douzaines d'oeufs en bleu et deux douzaines d'oeufs en rouge. Le Commandant a refusé les oeufs colorés et n'a accepté que les oeufs blancs. Il a trouvé que le geste de ma mère frisait la provocation. Ma mère qui était très alerte à cette époque, venait de Saint-Malo-de-Guersac à Saint-Nazaire à pied, presque toutes les semaines, avec deux cabas, pour apporter des vivres aux gars de Saint-Dolay qu'elle rencontrait hors de la prison, sur les chantiers de Saint-Nazaire.

Le Comité d'entr'aide organisait également, dans les localités de la Brière, des petites fêtes où chacun poussait sa chanson ou faisait un peu de théâtre. Étaient vendus à l'entracte les lots recueillis, non comestibles ; par exemple, un timbre de vélo, des petites cartes postales, des affaires comme ça. L'argent ainsi récupéré servait à acheter des vivres quand la collecte avait été insuffisante.

Outre le but humanitaire et avoué, nous avons un deuxième but : héberger des évadés ou des aviateurs et assurer leur passage en zone libre.

Évasion du Capitaine Goss

Le 11 septembre 1944, deux Capitaines anglais parvenaient à s'enfuir du camp Franco. L'un fut repris. Nous avons hébergé l'autre, le Capitaine Goss qui est resté 3 semaines à la maison. Il était d'une prudence extrême. Un grand escogriffe qui mesurait 1,90 m., qui m'a expliqué qu'il ne s'approchait jamais de la fenêtre à moins de deux mètres parce qu'une sentinelle pouvait être au loin avec des jumelles à regarder la fenêtre, et qui, tous les soirs, à la nuit tombée, prenait un bol d'air frais dans notre grand jardin, marchand accroupi pour que sa grande taille ne paraisse pas, pour être ainsi, disait-il, de ma taille ou de celle de mon père.

Nous avons été un peu cyniques, sadiques avec lui. Nous avons invité Kurt, un sergent allemand, qui est venu dîner à la maison avec notre famille et le Capitaine Goss que nous avons présenté comme mon oncle sourd-muet. C'était assez cocasse de voir cet "oncle", exaspéré de ne pouvoir parler, de ne pouvoir demander en anglais, du sel, du poivre ou du pain, d'être obligé de faire des signes pour jouer son rôle de sourd-muet.

En civil, il fut accompagné à bicyclette jusqu'à Prinquiau par mon père et moi. Fait curieux qu'il ne comprenait pas, c'est que tout le long de la route (Pontchâteau, Donges, Lavau - nous zigzaguions pour éviter la route de Nantes/Montoir trop fréquentée par les Allemands -), nous rencontrions quelqu'un occupé à causer, à réparer sa bicyclette qui nous disait "Bonjour !" comme si nous étions du même village.

"Vous connaissez tout le monde ?" demanda-t-il. - "Non, ce sont nos agents qui nous font ainsi savoir que la route est libre, qu'il n'y a pas de patrouilles allemandes".

Lecontel (Lieutenant Guillaume, F.T.P.) nous déclarait : "A Prinquiau, je le prends en charge pour le conduire à Lavau".

Première halte. Sur le pont que nous devons emprunter, une sentinelle allemande fait les cent pas. Pendant que par gestes j'attire son attention, Goss passe sans encombre. Quelques kilomètres plus loin, nous apercevons les Allemands qui ont établi une seconde ligne de défense. J'oblique et me dirige avec l'Anglais vers le château de Basse Chapelle. Je frappe et entre. Que vois-je ? Quatre soldats buvant un coup dans la cuisine. Pas fier que je suis ! Je crie au propriétaire : "Je suis avec un ami". Laisant Goss avec les Allemands, je l'attire dehors et lui explique rapidement la situation. Il m'indique la route à suivre pour traverser en toute quiétude la ligne allemande.

(document AREMORS) : La nuit suivante, le Capitaine Goss embarque à Lavau sur un bateau en compagnie de René Moyon (F.T.P.), Florentin Bertreux (chef de groupe F.T.P.), Corentin Lecontel et est conduit à Saint-Étienne en zone libre. Le passage se fait sans incidents, à part quelques coups de feu essayés à l'arrivée près de lignes F.F.I.

Évasion d'aviateurs anglais

Le 19 septembre, à 4 heures du soir, un avion Mosquito volant bas atterrit brutalement dans un champ de choux dans le village de Langatte à La Chapelle des Marais. Je me suis précipité au secours des aviateurs. Je les ai cachés sous un pommier dont les branches pendaient jusqu'à terre, dans un fossé garni de ronces.

Peu après, les Allemands, accompagnés de chiens policiers, effectuaient, en vain, des recherches autour du lieu de chute de l'appareil.

Le lendemain, accompagné de Richard Wright et de Généreux Gautier (un résistant), je suis allé leur porter leur repas. Armand Moyon et Généreux Gautier emmenèrent les deux Anglais, habillés en civil et portant des outils, à travers les marais jusqu'au canal de La Chapelle où se trouvait le chaland de Gautier. Celui-ci les conduisit en pleine Brière (d'après les déclarations de Moyon).

Ces deux aviateurs, les Lieutenants Woodruff et Moncur furent cachés pendant quelques jours dans une hutte de roseaux. Comme les roseaux alentour n'étaient pas encore coupés, on pouvait circuler sans être vu du sol. Mais les deux Anglais ne sortaient guère de leur cachette craignant d'être vus par des aviateurs allemands qui se seraient demandé pourquoi cette meule de roseaux était habitée (Interview de Richard Wright).

Boceno, Meignan et moi, tous les trois F.T.P., nous les avons pris en charge au Pont de Pandille et convoyés à vélo jusqu'à Prinquiau (Interview de Jean Morice).

Le Contel leur fit traverser les dernières lignes jusqu'à Lavau pour l'embarquement. Depuis deux jours, les Allemands exerçaient une surveillance active en face de Cordemais. Le passeur Moyon René et Bertreux Florentin transportèrent Le Contel et les deux aviateurs sur l'île de la Maréchale, puis de là, sur la rive sud de la Loire. Après avoir passé la nuit à Frossay dans le no man's land, les trois français traversèrent les lignes jusqu'à Buzai et rencontrèrent les F.F.I. qui les conduisirent à l'État major américain à Nantes (Document AREMORS).

Évasion de deux Américains

Le 21 novembre 1944, quatre officiers : un Anglais, un Français, et deux Américains s'évadèrent du camp Franco. Les deux premiers furent repris.

Le soir, Madame Aoustin, tenancière d'un café, "Le Doxy-Bar" à la Rinais/Saint-Joachim, aperçut sur la rive

opposée du canal, deux hommes exténués, trempés jusqu'à la ceinture, lui faisant signe d'aller les chercher. Le voisin s'en chargea. Madame Aoustin les fit d'abord entrer dans l'étable où ils quittèrent leurs vêtements mouillés et enfilèrent des pantalons civils, puis dans une chambre du café où un repas et un lit les attendaient...

Quelques minutes plus tard, une cinquantaine d'Allemands cantonnés à une centaine de mètres de là firent irruption dans le café et s'y installèrent (Déclaration de Madame Aoustin).

Le lendemain, après la nuit tombée, ils furent convoyés par Jean Morice et Jean Meignan chez Philippe Pierre.

"Bien que la pénurie de nourriture se fit sentir à cette époque, ma mère confectionna et servit un bon repas aux deux Lieutenants américains Cornelius et Keller. Ensuite, ils gagnèrent le premier étage où un lit de fortune leur fut aménagé. Comme chaque soir, mon père afficha sur la porte la même liste indiquant le nom et l'âge des personnes habitant la maison.

Furieux, les Allemands multipliaient les perquisitions et les fouilles pour retrouver les fugitifs, offraient une prime de 10 000 francs à toute personne susceptible de fournir des renseignements, affichaient le signalement des évadés à la porte des mairies et promettaient le poteau d'exécution aux gens qui leur porteraient assistance.

Après le repas, on frappa à la porte. Mon père ouvrit : un soldat allemand. Parlant un peu le français, il demanda du feu pour allumer sa cigarette et nous dit qu'il était prêtre en nous montrant la croix qu'il portait sous sa veste. Il remercia et partit. Quel soupir de soulagement nous avons poussé.

Le soir du 24, Boceno et mon père conduisirent les deux Américains à Camerun.

Le lendemain 25, tout le quartier fut cerné par les troupes allemandes, les maisons, dont la nôtre, fouillées. La planque était vide (Témoignage de Gaston Philippe qui avait 12 ans à l'époque).

Quelques jours après, accompagnés de résistants, ils prirent le chemin de Lavau, et de là les passeurs les conduisirent, en bateau, par la Loire, à Saint-Étienne.

Déserteurs Polonais

Trois Polonais, dont un officier, enrôlés de force dans l'armée allemande désertent. Jagu, de la Chapelle-Launay, les héberge du 29 septembre 44 au 7 octobre, et, avec l'aide du vicaire Tourillon, les transporte dans une charrette chez Alvarez. Quelques jours après, ces soldats embarquent à bord du bateau des frères Guelin qui, poursuivis par une vedette allemande, déposent les fugitifs sur une petite île. De là, Bertreux et Bohu les conduisent sur l'île de la Maréchale d'où ils rejoindront les lignes françaises avec l'aide de Lecontel d'abord, et du gardien de l'île.

De Lavau

Nous avons parlé à plusieurs reprises de Corentin Lecontel (32 passages), de Florentin Bertreux (autant), de René Moyon (tous trois F.T.P.). Des passages qui n'étaient pas sans risques.

Ainsi, le 10 janvier 1945, Florentin et moi, nous revenons en barque d'une de nos expéditions nocturnes. Nous longeons la rive droite de la Loire. Des canonnières allemandes stationnent en face de Cordemais où se trouve la ligne de démarcation entre la Poche et la zone libérée. Florentin rame le plus doucement possible, sans faire de bruit. Tout à coup, un projecteur d'une canonnière balaie la rive de son faisceau lumineux. Nous sommes repérés. Une mitrailleuse crépite, des balles sifflent. Sans hésitation, je pique une tête dans la Loire, nage sous l'eau, puis vers la rive. J'atterris au milieu des roseaux. Il fait un froid de canard. Je suis glacé. Un chien aboie. Je me dirige vers le village de Rohars et frappe à la première porte venue. Tout tremblant, un vieux m'ouvre et consent à me donner de vieilles frusques pour me changer.

Je repars dans la nuit, à travers les champs enneigés. Qu'est devenu Florentin ? A-t-il réussi à s'échapper ?

Dès mon arrivée à la maison, j'absorbe quelques grogs et me couche. Une demie heure après, on frappe, c'est Florentin (il s'était couché au fond de la barque et avait fait le mort). Il prend un air grave pour annoncer à ma femme la disparition sans doute définitive de son mari :

- "Vous comprenez, Madame, un accident... votre mari..."

- Mon mari, s'écrie-t-elle, il est couché, là, tenez, regardez".

Imagine notre joie de nous revoir tous les deux sains et saufs (Interview de Lecontel dans "Raconte Camarade").

Lavau, petit bourg près de Savenay, était un nid de passeurs. Outre ceux dont nous avons parlé, Raymond Bohu, inorganisé et toujours disponible, a assuré une quarantaine de passages, transportant dans sa barque des Polonais déserteurs, des gars de Saint-Dolay fuyant la répression, des agents de renseignements dans la Poche ; Gabriel Jarnaud a utilisé ses services à plusieurs reprises. Effectuant son service militaire à Nantes, il s'était porté volontaire pour recueillir les renseignements dans la Poche pour le 2^{ème} bureau et créer, à la demande de Raymond Ganachau, des comités locaux de libération dans la région de Savenay.

Michel Rault a assuré plusieurs passages avant de rejoindre la zone libérée et de s'engager dans l'aviation.

- "Quand on passait près de la canonnière, à 150 mètres environ, on voyait nettement, sur le pont, les marins allemands fumer leur cigarette.

... Du bateau partaient, de temps en temps, des fusées éclairantes. On se camouflait au fond de la barque sans bouger.

En ce temps là, les canards qui n'étaient pas chassés s'étaient multipliés. A notre passage, des dizaines s'envolaient bruyamment. On se demande comment les Allemands n'établissaient pas la liaison entre le vol des canards et notre présence dans les parages" (Interview de Michel Rault).

C'est sans doute Arsène Septier qui détient le record : 128 passages avant son arrestation le 28 février 1945. Il transportait des renseignements et du courrier pour la Poche.

A travers la Vilaine

La Vilaine fut un passage "très fréquenté".

La première "auguste passagère" qui l'utilisa fut la statue de Notre-Dame de Boulogne. Partie de Lourdes le 23 mars 1943, elle passait de ville en ville. Dans notre département, fortement influencé par la religion catholique, de nombreux chrétiens, dont beaucoup pieds nus, suivaient la statue en chantant des cantiques. Mais voilà, Notre-Dame, elle aussi, était enfermée dans la Poche. Le 11 août 1944, elle traversera la Vilaine sur une barque, passera de Tréhillac à Rieux et pourra poursuivre son périple.

Jean Panhelleux était le passeur attiré des membres du réseau "Berry" (Henri Mahé) : Follut, Guillet, Verneuil, Foy, Roy, Lily Noblet, Baron, Tezenas. Soixante fois, il fit la navette de Camöel à Broël, transportant les agents de renseignements ou le courrier.

J. Leclerc était un passeur F.F.I. :

"J'effectuais les passages de Bocquéreux, sur la rive droite de la Vilaine, à Larmor sur la rive gauche. Mes premiers passagers furent deux gendarmes : le Lieutenant Le Diagon et Le Calvé. Au début, on communiquait par un drap blanc. Le drap blanc signifiait qu'il y avait un passager à transporter.

J'ai ramené des résistants qui voulaient s'engager au 2^{ème} bataillon, des réfugiés, des Allemands déserteurs, etc. J'ai transporté 22 Allemands.

Il fallait profiter des heures de marée. Quand la mer était basse, il y avait 20 mètres de vase de chaque côté. Comme la communication par le drap blanc n'était pas très efficace, on a installé le téléphone à travers la Vilaine, le 23 septembre.

Le 7 octobre, j'ai transporté 2 officiers américains et un interprète qui avaient pour mission de tenter d'obtenir la reddition de la Poche.

On s'était présenté à la cale de Foleux en agitant un drapeau blanc. N'obtenant pas de réponse, on a réembarqué. Pensant que c'était une tentative de débarquement, les Allemands se sont mis à tirer à la mitraillette et au mortier. Quelque temps après, ils sont revenus avec un drapeau blanc. Nous avons repris la plate et nous sommes passés sur la rive gauche. A l'arrivée, les Allemands m'ont mis à poil, contre un chataignier, la mitraillette dans le dos. J'ai pensé :

"Mon compte est bon !"

Ils m'ont rhabillé avec une chemise et un pantalon allemands, et ils nous ont conduits au café de la "Mignonne", à Saint-Dolay. On a attendu jusqu'à onze heures du soir l'arrivée du Commandant de la base. Il a parlementé une heure avec les officiers américains et a refusé la reddition. On nous a reconduits par le même chemin, bien encadrés par des Allemands avec la mitraillette, jusqu'à la Vilaine. On a réembarqué. Ils nous ont dit : "Dans un quart d'heure, on tire".

Notre étude sur les passeurs de la Poche n'est pas exhaustive. Il faudrait un fort volume pour en écrire toute l'histoire.

Insistons tout de même sur la diversité sociale, politique ou philosophique de tous ces patriotes qui faisaient, sans se connaître parfois, la chaîne de la solidarité, de l'évasion ou du renseignement : la comtesse de Montaigu et le métallurgiste Pierre Philippe, des inorganisés comme Richard Wright et Raymond Bohu, les F.T.P. Généreux Gautier et Jean Morice, des F.F.I., Alcide Moret et J. Leclerc, celui qui croyait au ciel, le vicaire Tourillon, et celui qui n'y croyait pas, le communiste Florentin Lecotel.

Ce pêcheur de Lavau entre très tôt dans la résistance, à sa manière, en sauvant puis en hébergeant, dès 1941, trois aviateurs alliés dont l'avion vient d'être abattu. Il les fait passer ensuite sur l'autre rive de la Loire.

A partir de juin 1944, il ravitaille les maquis dissimulés dans les îles du fleuve, ce qui lui permet de rencontrer de temps à autre son fils, sergent F.F.I.

Dès la constitution de la Poche de Saint-Nazaire, Arsène se met, avec sa barque, à la disposition des F.F.I. et des alliés, effectuant par tous les temps le passage du fleuve, au péril de sa vie, souvent pris sous le feu des mitrailleuses ennemies. Mais grâce à lui, les lettres parviennent dans la Poche et les agents de renseignements peuvent continuer d'exercer leur dangereuse mission...

Le soir du 27 février 1945, Lavau est encerclé par les Allemands, bien informés et qui recherchent Arsène. Celui-ci, avec à son bord Jean David, agent de renseignements de la résistance, arrive à quai. Bohu, un de ses camarades raconte :

"J'avais laissé mon grand bateau au large et je rentrais avec ma plate. Les Allemands m'ont embarqué dans ma petite plate, voulant absolument voir ce que j'avais dans le grand bateau. Septier arrivait. Il a jeté à l'eau son revolver et la valise contenant le courrier de la Poche. Avec mon aviron, j'ai poussé la valise dans les roseaux. Les Allemands ne s'en seraient pas aperçu, mais X... le dénonciateur, prend la valise et la porte aux soldats".

La fameuse valise contient aussi (hélas !) la carte d'identité d'Arsène qui est arrêté ainsi que David. Ils sont incarcérés à La Baule-les-Pins et restent muets, malgré les coups et les sévices. Les deux hommes sont condamnés à mort. Lors d'une tentative d'évasion dans la nuit du 5 au 6 avril 1945, Arsène est surpris par une sentinelle en train de scier les barreaux de sa cellule. Il est transféré à la prison de Saint-Nazaire, mais heureusement, la sentence fatale ne sera pas exécutée.

Arsène Septier est libéré en fin d'après-midi, le 9 mai 1945, en même temps que les autres prisonniers.

Forces en Présence

LES F.F.I. SUR LE FRONT DE LA POCHE

En août 1944, les forces alliées avec la 4^{ème} D.B. américaine, souvent précédée par les mouvements de résistance bretons, et aidée par ceux-ci, ont acculé près de 30 000 hommes de l'armée allemande dans le camp retranché de Saint-Nazaire. Il appartiendra aux seules forces des F.F.I. de Loire-Inférieure et du Morbihan de prendre position autour de ce qu'on appellera plus tard "la Poche".

Les bataillons F.F.I. de la Loire-Inférieure ont deux origines. Les 1^{er}, 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} bataillons sont issus de l'Armée Secrète (A.S.) et des maquis. Le 2^{ème} bataillon a pour origine les F.T.P.F. Au milieu de l'année 1943, le mouvement Libé-Nord constitue des compagnies armées, des corps francs qui doivent harceler l'ennemi lors d'un débarquement allié. C'est l'armée secrète. Elle s'organise dans notre département avec beaucoup de difficultés. Fin janvier 1944, le mouvement est décapité par des arrestations ; les 4 et 18 avril, des dénonciations aboutissent à un nouveau démantèlement, le Colonel Dewars qui prend le commandement de l'A.S. est arrêté un mois plus tard. Il sera remplacé par le Colonel Desportes (Kinley).

La faiblesse de l'organisation de l'A.S. se retrouve dans celle des maquis. Renforcés par les réfractaires au S.T.O., des maquis se forment à Bouvron, Saffré, Teillay, les Touches. En juin, les hommes des maquis se regroupent dans la forêt de Saffré. Ils sont armés pour la plupart de couteaux à cran d'arrêt, dans l'attente d'armes parachutées. Le 27 juin, l'armée allemande provoque une violente attaque qui fera 13 morts et 17 prisonniers fusillés : bilan tragique...

Malgré toutes ces faiblesses, précédant le blindés de Patton, les bataillons F.F.I. ont regroupé les résistants dispersés auxquels s'adjoindront de nombreux engagés volontaires. Ils participeront à la Libération de la Loire-Inférieure puis convergeront vers la Poche.

Les F.T.P., quant à eux, constituant la fraction armée du Front National, vont former le 2^{ème} bataillon F.F.I. (comme le décrit le chapitre suivant consacré à son historique). Ils ont un agent de liaison avec les groupes de l'A.S. C'est le 2^{ème} bataillon qui libérera Nort-sur-Erdre et convergera vers la forêt du Gâvre.

L'organisation F.F.I. entre Loire et Vilaine

En août, début septembre, les lignes de la Poche ne sont pas encore constituées. Par manque de forces, les bataillons ne peuvent tenir que les villages ou les positions fortes sur le pourtour de la Poche. Ainsi, le corps franc de Saint-Étienne de Mont Luc, composé des groupes Rouault de Saint-Étienne, Lahaye de Savenay, Goss de Lavau, sous le commandement du Capitaine Josso, va libérer la ville et la tiendra, malgré les incursions allemandes jusque dans la gare. Avec l'arrivée de la Compagnie Ollive, de Châteaubriant, il tiendra la partie comprise entre Saint-Étienne et la Loire. Ce n'est qu'à la fin d'août qu'une ligne continue est tenue entre le Temple (exactement Miremont) et la Loire. Mais pour cela, il va falloir l'arrivée des Compagnies Charbonneau, Myosotis (Maisonneuve), Gavroche (Gonin) et Ménard, disponibles après la libération de Nantes. Il en est de même en août pour le 3^{ème} bataillon, constitué par le Colonel Le Torquat, qui, déployé entre Redon et Plessé, ne peut véritablement tenir, faute d'hommes, que des îlots : Plessé, Le Dresny, Beaulieu et Sautron. Quant à la ligne de front Blain/Fay/le Temple (Miremont), elle fut tenue en septembre par les Compagnies du 1^{er} bataillon qui contrôlaient antérieurement la Loire de Champtoceaux à Saint-Georges-sur-Loire. Il fut renforcé par les Compagnies Giraud et Maisonneau, et le groupe

Le Quinio. Les incursions d'escouades allemandes sont nombreuses dans ces moments où les lignes se constituent. C'est d'ailleurs pendant cette période qu'il faut déplorer le massacre du Moulin Neuf. Le 14 août, un groupe d'Allemands assassine sauvagement 9 personnes dont des enfants, et brûle le moulin sous le prétexte d'un officier tué. C'est le petit Oradour de Saint-Étienne de Mont Luc.

Le déploiement en ligne continue s'opère donc petit à petit, et surtout, début septembre, s'effectuent des rectifications de frontière. Le 5^{ème} bataillon avança ses positions trois fois vers Cordemais par pivotement de son axe le Temple/Loire. Quant aux 3^{ème}, 2^{ème} et 1^{er} bataillons, ils franchiront en force la R.N. 164 pour prendre position le long du canal de Nantes à Brest. Les combats les plus durs de la Poche auront sans doute lieu pendant cette période. C'est alors que l'on commence à bâtir des casemates enterrées en réseaux suffisamment rapprochés pour contrôler le front. La préparation d'une guerre de position s'ébauche.

Le Colonel Félix, délégué départemental F.F.I. de Loire-Inférieure, reçoit du Général de Gaulle, le 7 octobre 1944, le commandement des opérations de cette zone. Vers la fin octobre, 9 bataillons F.F.I., soit près de 5 000 hommes sont en ligne de la Loire à Redon.

- 2 bataillons F.F.I., le 5^{ème} et le 6^{ème}, de la Loire au Temple avec 1 000 hommes (autour du Temple, le 6^{ème} est mélangé avec les éléments américains de la 94^{ème} D.I. : la Fox-Batterie est tenue conjointement par des résistants F.F.I. et des instructeurs américains).

- du Temple à la forêt du Gâvre, 2 régiments américains.

- sur Plessé, les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} bataillons F.F.I. avec 1 800 hommes.

- sur Fégréac, le 7^{ème} des Côtes-du-Nord, les 1^{er} et 3^{ème} de l'Ille-et-Vilaine, le 1^{er} du Maine-et-Loire avec plus de 2 000 hommes.

Sur ces derniers secteurs, les unités F.F.I. sont appuyées par l'artillerie américaine. Le long de la Vilaine, les 1^{er}, 5^{ème}, 8^{ème} et 12^{ème} bataillons F.F.I. du Morbihan sont en position avec 2 500 hommes. Il faut noter que les Allemands ont tenu le pont de la Roche-Bernard jusqu'au 15 août 1944 : il a sauté ce jour, vers 16 heures, par un éclair qui a mis le feu aux explosifs minant le pont.

Au nord de la Loire, le front est donc tenu par près de 8 500 F.F.I. et 2 régiments américains. C'est peu, face à une armée allemande très supérieure en nombre, en expérience et en armement. Aussi, l'organisation militaire de la Poche va se renforcer à partir de novembre.

Le 14 octobre, le Général de Gaulle crée les Forces Françaises de l'Ouest (F.F.O.), dont il confie le commandement au Général de Larminat. L'ensemble des Poches de l'Atlantique sont sous sa responsabilité. Le 23 octobre, le Colonel Chomel prend à Nantes le commandement des F.F.I. La brigade Charles Martel que commandait Chomel et qui regroupait des résistants à l'origine F.T.P. de l'Indre, vient prendre position le 11 novembre dans le secteur de Saint-Étienne de Mont Luc avec plus de 1 200 hommes. Le même mois, ce secteur reçoit le renfort du 7^{ème} bataillon de Maine-et-Loire (590 hommes), du 8^{ème} bataillon de la Sarthe (560 hommes).

Le 5^{ème} bataillon de Loire-Inférieure qui vient de subir des attaques allemandes va alors se porter dans le secteur de Plessé. Il y sera rejoint après le 18 décembre par le 6^{ème} bataillon de Loire-Inférieure. Dans le secteur nord, le sous-secteur de Plessé reste, en novembre, tenu par les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} bataillons de Loire-Inférieure sous les ordres du Colonel Le Trotter. Le sous-secteur de Fégréac est renforcé par des unités de la Brigade Charles Martel (450 hommes). Fin novembre, ce sont donc plus de 8 000 hommes qui sont en ligne entre la Loire et la Vilaine. Le secteur de la Vilaine connaît peu de changements.

Il faut souligner que la Brigade Charles Martel était constituée depuis le 15 octobre en unités régulières : 32^{ème} R.I., 67^{ème} R.I., 17^{ème} bataillon de chasseurs.

L'organisation du secteur nord est complexe. De fait, si le Colonel Chomel commande les Forces Françaises de Loire-Inférieure et en contrôle leur emploi tactique au nord de la Poche, il doit laisser la responsabilité des opérations au commandement américain, représenté par le Général Cheadle sous les ordres du Général Malony de la 94^{ème} D.I. Fin décembre, la 66^{ème} D.I. viendra la remplacer. Le Général Forster sous les ordres du Général Kramer commandera alors le secteur nord.

Quant au secteur de la Vilaine, il est sous la responsabilité des Forces Françaises du Morbihan, commandées par le Général Borgis-Desbordes.

La coordination s'impose, elle sera assurée par le Colonel Marchand, dans un Q.G. secondaire situé à Angers.

En janvier 1945, les F.F.O. amorcent une profonde restructuration de leurs forces par la constitution d'unités régulières. Les F.F.L.I. vont progressivement constituer la 25^{ème} division d'infanterie, forte de 16 500 hommes. Pour l'essentiel, elle sera constituée des 21^{ème} et 32^{ème} R.I., de la 4^{ème} D.B.C., du 1^{er} régiment de hussards et du 20^{ème} R.A.

Le 3^{ème} bataillon F.F.I. de Loire-Inférieure, stationné Quartier Mellinet à Nantes, après avoir été relevé le 12 décembre, sera dissous le 20 janvier 1945 et ses hommes se répartiront pour la plupart entre le 1^{er} régiment de hussards et le 18^{ème} régiment de Chasseurs à cheval.

Le 1^{er} bataillon, entre février et avril, s'intégrera pour l'essentiel dans le 32^{ème} R.I. Les 5^{ème} et 6^{ème} bataillons de Loire-Inférieure resteront jusqu'au 15 avril dans le sous-secteur de Plessé, et ses hommes seront versés pour la plupart dans le 32^{ème} R.I. ou le 20^{ème} R.A. Dans le même mouvement, la Vilaine sera tenue à partir de fin janvier par les trois Compagnies du 4^{ème} régiment de fusiliers marins.

Le 1^{er} mars, une dernière réorganisation du commandement du front de l'Atlantique aboutit : les F.F.O. deviennent la D.A.Atl. (Détachement de l'Armée de l'Atlantique).

D'avril à la Libération, la situation au nord de la Loire est devenue la suivante :

- secteur de Saint-Étienne de Mont Luc : 32^{ème} R.I. (1 800 hommes sur les lignes) et la 1^{ère} Compagnie du 20^{ème} R.A. (66 hommes) commandés par le Lieutenant-Colonel Langlet.
- secteur de Plessé : 67^{ème} R.I. (1 456 hommes sur les lignes) et la 3^{ème} Compagnie du 20^{ème} R.A. (65 hommes) commandés par le Lieutenant Bere.
- secteur de Fégréac : 15^{ème} et 17^{ème} B.C.P. (1 018 hommes sur les lignes) commandés par le Lieutenant-Colonel Petit.

Ces unités sont intégrées dans la 25^{ème} D.I. commandée par le Colonel Chomel.

Les unités sur la Poche du Sud Loire

En août, les forces allemandes tiennent toujours le sud de la Loire. Des maquis se forment : on en dénombre 36 auxquels il faut ajouter des groupes francs (Guy Moquet, Henri Ferté R.I., la Marseillaise, Roger, Saint-Gilles) soit plus de 3 000 hommes. Ils libéreront la Vendée.

La mission Shinoile du Commandant Villecourt est parachutée le 8 septembre. Il forme à partir de 12 compagnies préexistantes les 4 bataillons du 1^{er} groupement mobile F.F.I. : Bataillons Patriarche, Dominique, Rochecouste, Ricour. Ils seront 2 400 sous le commandement du Lieutenant-Colonel Claude.

Fin septembre, les forces allemandes sont encerclées par les groupements Villecourt, Marcel, Besnier, Yacco, Simon et Fournier (unités parachutistes). En octobre, 10 bataillons (dont 3 de Vendée, 4 de la Vienne, 1 de Loire-Inférieure) et 2 escadrons d'automitrailleuses (Besnier et Pasquier) regroupent plus de 4 000 hommes sur le front du sud-Loire.

En novembre, ils seront renforcés notamment par un bataillon de la Haute-Vienne et le 8^{ème} C.U.I.R. de la Brigade Charles Martel. Ce sont alors plus de 5 300 hommes qui font face aux unités allemandes.

Ils s'illustreront en repoussant l'attaque ennemie du 21/22 décembre sur Chauvé-La Sicaudais.

A partir du 15 octobre, les bataillons de Vendée formeront le 93^{ème} R.I. F.F.I., ceux de la Vienne, le 125^{ème} R.I. F.F.I. Du 14 mars au 25 avril; les 1^{er} et 2^{ème} bataillons du 93^{ème} R.I. (le 3^{ème} étant parti depuis le 15 février sur le front de la Rochelle) et le 125^{ème} R.I. composeront le 21^{ème} R.I. de la 25^{ème} D.I. Avec 1 900 hommes sur le front, et la 4^{ème} Compagnie du 20^{ème} R.A.D. (104 hommes), ils tiendront le secteur de Saint-Père-en-Retz sous les ordres du Colonel Fose. Le 8^{ème} C.U.I.R., le 1^{er} Hussard et la 2^{ème} Compagnie du 20^{ème} R.A.D. contrôlent le secteur de Bourgneuf sous le commandement du Colonel Rochard. Sur Noirmoutier, est stationné le groupe Marine du Lieutenant de Vaisseau Gigea avec 187 hommes. Ces unités tiendront le sud-Loire jusqu'à la Libération.

Activités sur les lignes

Pendant neuf mois, il s'agit de tenir les positions contenant plus de 30 000 Allemands. Comme en 14 ? Presque : tirs d'artillerie quotidiens, patrouilles pour surveiller l'ennemi, casemates protégées aux avant-postes, incursions ennemies repoussées. Quant aux clochers ou aux moulins de Guenrouet à Chauvé, ils sont systématiquement détruits, pour ne pas pouvoir servir d'observatoire ennemi. Ainsi, les Allemands traversent, une nuit, l'Isac à pneumatique pour dynamiter l'église de Saint-Omer. C'est une guerre de position dans des conditions ingrates, surtout au début.

L'armement manque en effet cruellement, et il est disparate : les matériels allemands, anglais, américains équipent les Compagnies. Ce sont des armes récupérées au combat, des armes parachutées, acheminées à la suite de mille détours ; des armes troquées aussi, par exemple, contre trois pains de deux livres et de la viande fraîche, quelques uns ont obtenu une carabine américaine, à moins que le soldat U.S. préfère un pistolet allemand pour sa collection personnelle... Cette disparité, on s'en doute, crée des problèmes insurmontables pour obtenir la fourniture des munitions.

Et c'est la même chose pour les vêtements. Au départ, les résistants sont habillés en civil. Puis, ils récupèrent des stocks allemands ou anglais, ou américains. Alors, on voit des F.F.I. habillés de pantalons de la Kriegsmarine, de chaussures anglaises ou de sabots français... le tout à l'avenant. Si bien que le 5^{ème} bataillon stationné à Nantes, en attendant de prendre position sur Plessé, connaît une aventure peu banale. Il est en effet appelé à défiler pour le 11 novembre à Nantes. Mais ses habits sont si loqueteux que l'Intendance fait venir en catastrophe un camion de capotes, de pantalons et de chaussures. Le reste, ne se voyant pas, n'est pas prévu. Mais voilà que le 13, le même camion revient... pour reprendre les vêtements distribués. Ce fut alors une résistance armée de ces hommes qui partaient passer l'hiver sur le front. L'irréparable fut évité de justesse.

Quant à la nourriture, c'est un problème quotidien. Chaque bataillon doit se battre pour obtenir des services de l'Intendance les produits nécessaires à l'alimentation. Les rations sont le plus généralement insuffisantes pour ces hommes de 20 ans. Souvent, il est fait appel à "la charité" des populations agricoles avoisinantes. Et le veau qui a eu le malheur de s'aventurer dans le no man's land est l'objet d'une lutte armée avec les Allemands.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que beaucoup souffrent de maladies. Certains en gardent encore des séquelles.

Pour comble, c'est à cette époque que les militaires de carrière, les naphthalins comme on les appelait, parce qu'ils s'étaient planqués pendant la guerre, prétendent reprendre leurs galons, sur les arrières, bien-sûr, et pour commander. Quant aux sous-officiers et officiers sortis du rang dans l'action, leurs grades seront contestés par ces naphthalins. Bien des amertumes en perspective.

Mais malgré toutes ces difficultés, l'essentiel est la camaraderie, l'amitié sincère, profonde, sans distinction de profession, d'opinion et de galon. Il n'y a qu'une table, et le foin du lit est le même pour l'officier comme pour le 2^{ème} classe. Non, décidément, ce n'est pas l'armée de la convenance. Oui, des va nus-pieds superbes !

Cette armée F.F.I. est née de la conscience de sauver l'honneur de la France. Elle est sortie de notre peuple dans toute sa diversité, toute sa générosité. Fruit de la résistance, haine du nazisme, refus de la collaboration. Elle nous donne une grande leçon dans notre histoire : c'est si vrai que le mépris, le mensonge ou l'oubli sont encore utilisés pour diminuer son rôle et surtout faire oublier l'esprit de la résistance.

Cette armée de l'Atlantique sur le front de la Poche de Saint-Nazaire a eu un rôle militaire qu'il ne faut pas non plus oublier. Le risque était grand, surtout à la fin 44, de voir l'ennemi sortir de son réduit. Si l'opération des Ardennes lancée par Hitler en décembre avait réussi, le déferlement des troupes allemandes des Poches de Saint-Nazaire et Lorient sur Nantes aurait, outre son aspect psychologique, ralenti l'avance alliée vers l'est, reculé l'heure de la Libération.

Plus de 16 000 hommes, engagés volontaires, au sacrifice de leur vie, dans des conditions difficiles ont accompli sur le front de la Poche de Saint-Nazaire une tâche ingrate, sans gloire. Pourtant, plusieurs centaines des leurs sont morts pour cette cause. C'était celle de la France.

LE 2^{ème} BATAILLON F.T.P.

(Formation du 2^{ème} Bataillon F.T.P./F.F.I. en tant qu'unité organisée)

Vers le milieu du mois d'août, les groupes qui avaient conduit des actions dans le nord du département (La Pâquelais, Saint-Nazaire, Savenay, Beslé-sur-Vilaine, La Croix Laurent, Abbaretz) vont rejoindre le groupe de Nort-sur-Erdre qui a la capacité pour les recevoir.

De nombreux volontaires viennent pour s'engager au 2^{ème} Bataillon. Beaucoup ont déjà participé à des actions : Joseph Montfort et ses camarades, les Nantais, des camarades qui avaient été au maquis de Saffré.

Un double mouvement, difficile à apprécier, s'est produit dans cette période de transition, de la région de Saint-Nazaire vers l'extérieur : civils réfugiés et personnes voulant s'engager dans une unité combattante ; dans l'autre sens, les Allemands, toujours dangereux qui se repliaient vers la région de Saint-Nazaire où ils avaient sans doute

prévu une ligne de défense entre la Vilaine et le Sud Loire.

Le Commandant Cadiou va transférer le P.C. (Poste de Commandement) du 2^{ème} Bataillon du Gâvre, la 1^{ère} Compagnie tenant différents points à l'Étoile, la Magdeleine, la Maillardais.

Le Lieutenant Francis Jambu sera tué alors qu'il se rendait de la Maillardais à l'Étoile avec André Jambu, Francis Gonel et Jean Diet. Ce dernier fut blessé. C'était le 5 septembre, et la 1^{ère} Compagnie était relevée par une Compagnie appartenant à un autre Bataillon.

Le 2^{ème} Bataillon va se déplacer vers Conquereuil. C'est à partir de là qu'une étude du terrain et des reconnaissances jusqu'à la R.N. 164 (Route Nationale) vers Beauvallon vont permettre à notre commandement de prévoir une avancée au nord-est de la R.N. 164 entre la Vieille Ville et Beauvallon (mi-septembre). Les positions étaient à découvert. Elles ont été établies d'une manière stable avec le franchissement de la R.N. 164, entre le sud-ouest de la R.N. et le canal de Nantes à Brest.

De nombreux pins en lisière de la R.N. ont été abattus. Ils ont permis de couvrir les positions creusées, avec par dessus, de la terre argileuse et des branchages.

Le P.C. du Bataillon était à Bellevue, et le P.C. de la Compagnie en ligne à la ferme de la Croix. La Compagnie hors rang et la Compagnie au repos étaient installées à la Vieille Ville.

Dans un second temps, le P.C. du Bataillon et la C.H.R. ont été transférés au Dreny, certains services étant à Saudron.

Face au canal, à notre gauche, nous avions le 1^{er} Bataillon (Commandant Coche) et à notre droite, un Bataillon du Morbihan.

Le 30 octobre 1944, le Commandant Robert Cadiou reprenait la vie civile, ne laissant que regrets et amitié. Il a été remplacé par le Commandant Lamotte (Charles Couche), ancien régional F.T.P. de résistance Rail, arrêté à Angers par la milice, libéré par les Américains. Charles Couche, accompagné de sa soeur Marguerite (16 ans), qui était son agent de liaison, et qui avait subi le même sort que lui, était venu se mettre à la disposition du commandement de la place de Nantes.

La vie en ligne pouvait nous faire penser à ce qu'avait été la situation des soldats pendant la guerre des tranchées de 1914/1918 : vie dans des abris enterrés auxquels nous accédions par une dizaine de marches taillées dans l'argile - un couloir à hauteur d'homme avec deux positions de tir et de surveillance, avec F.M. et mitrailleuse "Flack" - une ouverture étroite permettait d'accéder à la chambrée aménagée pour 7 ou 8 personnes (de la paille, des couvertures pour la partie repos).

La prise des gardes, de jour, de nuit, le quotidien, du café brûlant le matin, au déjeuner, au dîner, était émaillé de parties de cartes, de la lecture du courrier et de discussions, avec l'espoir de la relève, de la fin de cette guerre de position, avec la fin de cette guerre et la capitulation de l'Allemagne.

La nuit, le long du canal, des tirs d'armes automatiques étaient déclenchés soudain, et les champs entre nous et le canal étaient éclairés par des balles traceuses. Puis tout retombait dans le silence et l'obscurité.

Quelle mobilité avions-nous ? Des patrouilles étaient organisées en avant des lignes, vers Coisnauté, Lancé, Maroncle. C'est au cours de l'une d'elles que Gomichon, ancien F.T.P., fut blessé à la cuisse et fait prisonnier. Nous l'avons retrouvé avec joie lors de notre entrée dans la Poche. Le jeune Alain, de Savenay, fut également grièvement blessé à la cuisse par une balle explosive. Transporté à l'infirmerie de Cottias, allongé sur la grande table du château, il reçut les premiers soins par le Docteur Sanz Martin, puis il fut transporté à l'antenne chirurgicale U.S. au vieux bourg de Nozay où il était attendu. Opéré aussitôt, Alain devait guérir après une longue convalescence.

Le Commandant Lamotte lui-même, repéré au cours d'une reconnaissance, fut atteint à la main par un éclat de mortier. Notre camarade Eugène Tual a été tué en ligne par une grenade à la mi-décembre.

Le matin, le responsable de chaque section allait rendre compte de la nuit au P.C. du Capitaine commandant la Compagnie.

La logistique était assurée par la Compagnie hors-rang, avec son garage, sa cuisine et ses approvisionnements, son armurerie, ses vêtements, son infirmerie.

Nous devons rappeler que l'hiver 44/45 a été particulièrement rude, et que l'état sanitaire des hommes en ligne et de la Compagnie au repos était mauvais (Bronchites, pleurésies, rhumatismes aigus). Nombreux sont ceux de nos camarades qui, évacués, ont gardé des séquelles de leurs maladies et sont décédés des suites. La Compagnie au repos partageait son temps entre le repos nécessaire, les permissions, mais aussi l'entraînement quotidien et maniement des armes sur un terrain boueux et marécageux.

Avant que notre Bataillon fut relevé par un Bataillon F.T.P. venu de Corrèze, un dépôt de munitions proche du P.C. du Lieutenant Lucien Lemasson a explosé, blessant grièvement plusieurs camarades qui s'en trouvaient proches. Ces camarades furent hospitalisés, qui à Guémené, qui à Nantes.

Le 2^{ème} Bataillon de marche de la Loire-Inférieure a été relevé le 28.12.44 par le 163^{ème} R.I. de Limoges. Il va stationner à Guémené, puis il se rendra à Nantes, caserne Cambronne. Il sera dissous le 28.02.45.

L'essentiel de l'unité dissoute, 240 hommes, signeront un engagement pour le reste de la durée de la guerre. Ils seront affectés à la 3^{ème} Compagnie du 91^{ème} Bataillon du Génie divisionnaire. Cette Compagnie va tenir les lignes dans le sous-secteur sud de la Loire, Poche de Saint-Nazaire, de Vue aux Champs-Neufs et à une île de la Loire.

170 hommes ont été versés au train-auto de la 25^{ème} D.A.P.

180 hommes ont été démobilisés sur leur demande.

La 3^{ème} Compagnie du 91^{ème} Bataillon du Génie, en ligne sous-secteur sud de la Poche de Saint-Nazaire (de Vue, le Pigeon Blanc, au Pé de l'île-Loire).

Les positions tenues par la 3^{ème} Compagnie sont exposées car il est difficile de creuser des tranchées dans le marais. Notre Compagnie perdra 3 hommes, victimes de tirs de mortiers (Adrien David, originaire de Vay, René Madec de Nantes et Trémodeux de Saint-Nazaire).

Le 8 mai 1945 marquera la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie. Nous serons accueillis par les habitants de Frossay avec enthousiasme.

Une note triste : l'enterrement de deux jeunes de la Corrèze appartenant à une unité qui nous avait précédés en ligne. Tués par les Allemands dans le marais, ils y étaient restés.

La 3^{ème} Compagnie stationnée à Pornichet va procéder au déminage de la plage de Pornichet et de La Baule. Elle sera ensuite dirigée vers le Centre d'organisation du Génie à Libourne (Gironde).

En décembre 1945, la plupart des engagés volontaires pour la durée de la guerre demanderont leur démobilisation.

Le 2^{ème} Bataillon était composé de :

80% d'ouvriers

10% d'agriculteurs

9% d'employés

0,5% d'étudiants

0,5% de militaires de carrière

(Taux en % donnés avec toute réserve).

Les combats au Sud de la Loire

La Sicaudais

Au moment de l'établissement de la Poche, au sud de la Loire, les lignes françaises et allemandes se trouvent séparées par un no man's land de 4 à 6 km. (Dans le secteur Vue, Chauvé, la Sicaudais)

Les Français disposent de 6 Bataillons de 650 hommes environ, 1 Compagnie d'accompagnement, 1 escadron moto et 1 groupe mixte. Ils sont quasiment dépourvus de mortiers et d'armes lourdes. Le secteur est divisé en deux sous-secteurs ayant chacun deux Bataillons en ligne et un en réserve.

Les Allemands disposent de forces évaluées à 5 000 hommes, dont la moitié, bien armée, peut participer à des opérations, ainsi que d'une artillerie puissante et nombreuse dont deux groupes de campagne que le manque de moyens de traction rend peu mobiles (attelages de boeufs). Jusqu'à la fin de 1944, ce secteur, hormis les accrochages fréquents de patrouilles, n'a connu que peu d'activité. Le seul fait important à signaler étant le déplacement des lignes allemandes, le 15 octobre 1944, sans combattre, jusqu'à l'est de Frossay, afin de se raccorder à l'aile sud de la position située au nord de la Loire.

Le 21 décembre 1944, l'ennemi déclenche une attaque combinée sur terre et sur mer.

Sur mer : Attaque menée par 3 canonnières sur "La Rogère".

Sur terre : Attaque sur la Bernerie (qui s'arrête très tôt), Vue et surtout le secteur de la Sicaudais.

Les Allemands veulent :

- fixer les forces adverses
- améliorer leurs positions
- récupérer des réserves de vivres

L'objectif principal est d'atteindre le canal de la Haute-Perche. Des tirs d'artillerie allemande détruisent les

emplacements d'armes automatiques repérés par les patrouilles, puis l'infanterie se met en action selon 3 directions d'attaque :

- La Bournais/La Brosse
- Le Bois Hamon/La Feuillardais
- La Villosière/La Michelais

L'axe central devient vite le théâtre de l'action principale, menée par un effectif d'environ 500 hommes. Du côté français, le Colonel Chomel qui est sur place prend la direction des opérations.

A La Sicaudais, au lever du jour, les habitants découvrent deux files d'Allemands dans la rue, se préparant à attaquer le village de la Roulais, qu'ils savent occupé et fortifié par les Français. Un F.F.I. mitrailleur, à l'affût, aperçoit les Allemands à temps et les stoppe un moment, faisant de nombreuses victimes. Entendant la fusillade, les Français décrochent. Ces hommes mal équipés, qui tiennent le secteur depuis longtemps, n'ont, pour la plupart, jamais connu le baptême du feu.

A la ferme de la Claverie, où se tient la cantine des F.F.I., Marcel Hervé se souvient : "Nous avons entendu la fusillade et nous avons aussitôt compris que c'était une attaque allemande. Les balles ont commencé à siffler autour de nous, certaines ricochant à mes pieds, et nous n'avons eu que le temps de fuir... Nous ne sommes revenus à la ferme qu'après la fin de la guerre".

Vers 10 heures du matin, le Lieutenant Pollono, accompagné de 6 volontaires, part des Feuillardais à bord d'une chenillette et se dirige vers le bourg en reconnaissance. Apercevant les Allemands, ils tentent de faire demi-tour, mais la chenillette refuse la manoeuvre. Au moment où les soldats sautent du véhicule, ils sont pris sous le feu d'un canon et de plusieurs mitrailleuses. Le Lieutenant Pollono et trois de ses compagnons sont tués. Les trois autres s'enfuient, deux d'entre eux sont légèrement blessés. Les corps des quatre soldats tués resteront toute une nuit sur place avant que les habitants de La Sicaudais ne les recueillent. Lors des obsèques, le 24 décembre, les Allemands leur rendront les honneurs.

En cette fin de matinée du 21 décembre, l'ennemi n'a progressé que dans l'axe central, mais a pris pied dans les villages du Poirier, de la Feuillardais, de la Roulais, et a atteint le Brandais. Dans l'après-midi, l'engagement de deux compagnies du Bataillon de réserve et de l'escadron moto rétablit la situation, et l'ennemi recule légèrement, se tenant sur une ligne : les Landes Fleuries/Nord du Poirier. Le Colonel Chomel demande des renforts à Nantes et à Noirmoutier.

Dans la soirée, les Champs Neufs et la Triple Écluse sont soumis à un violent bombardement de mortier de l'artillerie.

Les pertes de cette journée s'élèvent à : 10 tués et 38 blessés pour les Français (dont les 2/3 par l'artillerie) et 2 morts et 10 blessés côté allemand (chiffre fourni par le Général de Brigade Huenten, commandant la place de Saint-Nazaire, mais sûrement contestable quand on sait que les Allemands annoncent 20 morts et 100 blessés français !).

L'ennemi a récupéré du matériel, des armes et surtout - c'était le but majeur de l'opération - du bétail et des produits agricoles pour ses propres subsistances.

Le 22 décembre au matin, violent tir d'artillerie sur Chauvé qui heureusement a été évacué au cours de la nuit. Les Allemands occupent le bourg, mais celui-ci est repris en fin de matinée par un peloton moto. Vers 10 heures, un violent bombardement s'abat sur le poste des Champs Neufs qui est évacué, puis réoccupé. Au début de l'après-midi, une nouvelle action allemande sur l'axe la Sicaudais/le Prelaud est stoppée grâce à une contre-attaque menée par deux pelotons moto, qui regagnent du terrain en atteignant la route Chauvé/Vue.

L'aviation alliée ne peut intervenir en raison du mauvais temps. Les hommes du Bataillon Thomas, au bout de deux jours de rudes combats, sont très éprouvés. Le 23, l'ennemi accentue sa pression entre Chauvé et la Roulais, les F.F.I. tiennent bon. Le 24 décembre est marqué par de nombreux accrochages de patrouilles au nord-ouest de Chauvé, à la Vesquerie, à la Feuillardais. Les Français reprennent le Prepaud, le Drouillais, et l'artillerie amie bombarde les Landes Fleuries et la Roulais. Les obus ennemis s'abattent sur Chauvé et le Poirier.

Le jour de Noël, attaque allemande sur la Brosse et le Prepaud, accompagnée de tirs de 105. Les positions françaises abandonnées un moment sont réoccupées.

Le 26 décembre, l'artillerie amie bombarde la Sicaudais et Bellevue, et l'aviation le Bois Harnou, la Sicaudais et Saint-Père-en-Retz. Le poste de secours allemand de la Sicaudais est touché, et 11 soldats sont tués. A Saint-Père-en-Retz, plusieurs soldats et des civils sont tués.

Après 6 jours de combats, les Allemands ont donc vu leur progression stoppée. Les Français ont repris une grande partie du terrain perdu. Les lignes se stabilisent de part et d'autre, et ne varieront que très peu jusqu'à la fin des hostilités.

LES F.F.I. DE LA ROCHE-BERNARD

Mise en place fin juin et composée alors en majorité de gendarmes ayant pris le maquis, la section commence le recrutement et l'instruction des F.F.I. sous le commandement du Sous-Lieutenant Le Diagon. Au moment de la débâcle allemande début août, elle se retrouve isolée sur la rive gauche de la Vilaine, mais détient toujours le passage de Foleux.

Les Allemands se fortifient le long de la Vilaine, et attaquent la section, faisant prisonniers deux F.F.I. qui seront heureusement traités selon les lois de la guerre, grâce à une intervention écrite de Le Diagon auprès du Commandant allemand.

La traversée de la Vilaine se fait de plus en plus difficile, mais est toujours possible grâce à la courageuse activité des passeurs. Mais les communications restent problématiques. Ainsi, la section, bien que prévenue par les agents de liaison, ne peut avertir à temps de l'attaque allemande sur Trehiguier (300 hommes appuyés par l'artillerie). Il faut à tout prix trouver un moyen efficace et rapide de liaison entre les deux rives. Le choix se porte sur l'installation d'une ligne téléphonique qui traversera le fleuve à la hauteur de Ros en Nivillac.

Le Sous-Lieutenant d'Olliancon, aidé par Le Diagon et son adjoint Le Calvé, mène à bien cette tâche, non sans peine. Et aussitôt le téléphone commence à fonctionner de manière efficace, transmettant régulièrement les renseignements grâce au système ingénieux d'un observateur auprès de chaque P.C. de compagnie allemande : "Job" Guégan, instituteur pour Théhillac, Auguste Mahé pour Cadouzan, Émile, Henri Derrien et Soeur saint-François pour la Roche-Bernard, Pierre Le Tutour, instituteur à Camoël et M. Coquet, adjoint au maire, pour Pénestin. C'est le jeune Paul Le Gal qui manipule l'appareil secondé par Marcel Noblet.

La section reste en contact avec les organisations de la Poche de Saint-Nazaire, recueille et transmet aux alliés maints renseignements sur les emplacements de troupes et de pièces autour de la ville. Elle entame également une campagne de démoralisation des troupes d'occupation, ce qui provoque de nombreuses désertions. Puis elle s'érige en compagnie recrutant des jeunes gens dans les environs, récupérant des armes et des munitions. Les déserteurs allemands sont évacués sur la rive droite de la Vilaine.

Début novembre, au cours d'un transfert de deux prisonniers, Le Calvé et ses hommes se perdent dans les marais le long du fleuve, et sont obligés de laisser les Allemands sur place jusqu'à la nuit suivante. La même nuit, deux des hommes de la section, Auguste Mahé et Alexandre Grayo, sont surpris les armes à la main par une patrouille allemande. Grayo parvient à s'enfuir avec les fusils, mais Mahé est capturé et conduit au P.C. du château pour y être interrogé. Il est relâché quelque temps après, mais les Allemands, ayant découvert les armes abandonnées et recherchant les deux "déserteurs", sont en éveil. Usant d'un stratagème, ils envoient dans les villages des feldgendarmes déguisés en soldats afin d'obtenir des renseignements... et cela réussit.

Le 21 novembre au matin, la ferme où habite Le Calvé est encerclée. Caché dans le grenier, celui-ci s'échappe de justesse, et a tout juste le temps de faire prévenir Le Diagon avant que le P.C. de Saint-Cry ne soit investi.

Pendant ce temps, les Allemands ont arrêté trois hommes du groupe de Saint-Dolay : Pierre Le Pocreau, Marcel Guyon, Paul David, qui sont tombés dans le piège tendu par trois pseudo-déserteurs. Mahé et Grayo sont repris, ainsi que Joseph Guichard, Jean-Baptiste Desbois, Maurice Jugan, Paul Le Gall et Jean Bodiguel. Marcel Noblet arrêté également doit à son sang froid d'être relâché : il feint de ne pas reconnaître ses camarades, mais c'est lui qui rapporte des détails terrifiants : "Ils étaient liés, le dos au mur, en chemise, la figure tuméfiée, les vêtements en lambeaux, si bien qu'il ne reconnut pas certains d'entre eux. Ils avaient été torturés sauvagement".

Avant que la section ne puisse tenter quoique ce soit, les prisonniers sont dirigés sur Guérande. Le téléphone, le dépôt d'armes et le passage secret sont découverts. Les hommes du groupe n'ont plus qu'une issue : repasser définitivement la Vilaine pour se mettre à l'abri. Quant aux prisonniers, après avoir été torturés, ils sont jugés et 8 d'entre eux sont condamnés à mort. Jugan et Guichard sont relâchés. Leur peine sera ensuite commuée en 10 ans de prison, et ils seront libérés à l'armistice de Mai 1945.

(D'après un rapport du Sous-Lieutenant Le Diagon)

LES FORCES ALLEMANDES

Le 6 juin 1944 à 02H10, le signal d'alarme côtier prévient la garde du poste d'incendie du débarquement. Ce n'est qu'à 4H que le lieu exact est connu : en Normandie. Cette nouvelle pour le commandement allemand n'est pas une surprise. Les troupes étaient en état d'alerte depuis le début mai ; début juin cet état d'alerte avait atteint son degré maximum. En effet l'Amiral Mirow et le Vice-Amiral Rother sont conscients des faiblesses des défenses côtières du sud-Loire et pensent qu'elles ne peuvent résister à une attaque massive appuyée par l'aviation. Par contre, ils se sentent parfaitement en sécurité dans le secteur de Saint-Nazaire où le système de défense autour de la base est organisé et où la défense aérienne est à leur avis sans faille, grâce aux nombreuses installations (blockhaus) érigées le long des côtes de l'Atlantique, dont le maître d'oeuvre était la société d'André Morice, ex-maire de Nantes et sénateur.

Les Allemands considèrent que le débarquement se fera dans le Pas-de-Calais à l'époque où les nuits sont les plus courtes afin de donner la possibilité à l'aviation d'intervenir sur les arrières. Cependant, ils n'excluent pas une attaque de diversion dans leur secteur et prennent des mesures qui vont par la suite contribuer au renforcement des défenses de la Poche. Une contribution aux combats de Normandie va par contre provoquer une chute des effectifs combattants et une perte en matériel et armement.

Le 7 juin, le Général Hunten prend la décision de renforcer l'état d'alerte. Le Vice-Amiral Rother reçoit l'ordre d'accélérer le travail sur les sous-marins en réparation (le nombre n'a pu en être déterminé). Il ne semble pas qu'ils soient très nombreux : depuis 1943, la base avait perdu de son importance en même temps que les Alliés marquaient des points dans la guerre sous-marine.

Les ouvriers allemands hautement qualifiés, qui travaillent dans les chantiers sont soumis à une instruction militaire. Ils sont incorporés, mais n'ont pas d'affectation de combat.

Le commandement allemand ne se fait pas d'illusion sur leur valeur militaire en raison de leur "grand âge" et aussi de leur armement disparate : 2 types de mitrailleuses (allemande et française), 3 modèles de fusils (allemand, français, hollandais). Après la fermeture de la Poche, les compagnies ainsi constituées sont dotées d'un armement standard efficace et moderne livré d'Allemagne par sous-marins.

Ces compagnies sont encadrées par des chefs choisis dans le personnel technique. Le manque d'officiers conduit le commandement à ordonner et organiser une instruction particulière pour en former un nombre suffisant.

Le Vice-Amiral Rother se montre satisfait des résultats au mois d'août 1944 et donne les effectifs suivants (officiers/nombre total) :

- 1- Compagnie de lutte contre l'incendie formé de personnel de la marine ayant reçu une instruction militaire (3/120).
- 2- Compagnie de transport automobile (1/120).
- 3- Six Compagnies d'Infanterie (2/97 ; 2/110 ; 1/186 ; 1/130 ; 1/170 ; 2/146).
- 4- 1 Compagnie du génie (permanence technique) (7/210).
- 5- Compagnie de gardiennage (1/140) personnel "très âgé".

Dans l'ensemble des éléments négatifs vont affaiblir la capacité militaire de la Poche. Cession à la base de Dunkerque de matériel et de personnel technique.

Le 20 juin, dans le but de conserver des ouvriers particulièrement qualifiés pour la défense de la "Mère Patrie", un transport de 600 hommes pour l'Allemagne via La Rochelle fut effectué. Ils sont restés pour une grande partie à La Rochelle où on avait besoin de leurs services.

Le Général Hüntten s'était opposé, semble-t-il, à dégarnir Saint-Nazaire malgré les demandes de la 7^{ème} Armée (Cherbourg) en renforts, en particulier en défense anti-aérienne. Le 8 juillet, cependant, la 275^{ème} division d'Infanterie partira pour la Normandie, laissant un vide militaire particulièrement dangereux. Avec eux partent 3 bus, 14 camions, 27 chauffeurs, la plus grande partie d'une compagnie de transport de la marine qui ne reviendront pas. Ces moyens de transport manqueront cruellement pendant les 9 mois de la Poche.

Constitution de la Forteresse de Saint-Nazaire

L'ordre du 3.8.44. La Forteresse de Saint-Nazaire commandée par le Général Major Hüntén et la 265^{ème} division d'Infanterie commandée par le Général Lieutenant Junck reçoivent l'ordre de recueillir les forces engagées en Bretagne et de les organiser pour retarder l'avance des alliés sur Saint-Nazaire. L'ordre de défendre la base sous-marine jusqu'au dernier homme et d'immobiliser la plus grande quantité d'ennemis possible est réitéré.

Junck, Général de division depuis février 1944, vient de prendre le commandement de la division Düwert qui est affectée à la Bretagne sud. La 265^{ème} division est dirigée sur Lorient puis sur Redon. Le Général Junck décide de défendre Redon par le nord-est à Renac afin de retarder l'ennemi. Il fera sauter les deux ponts de Redon, forçant les blindés du Général Wood à un détour (4^{ème} division), puis battra en retraite pour arriver avec son état-major à Saint-Nazaire dans la nuit du 3 au 4 août selon le Général Hüntén. D'autres témoignages parlent du 10 août, il y a peut-être confusion entre l'arrivée effective et la prise de commandement des troupes de la Poche par Junck.

Hüntén a l'ordre de retenir l'ennemi sur une ligne générale délimitée par la Vilaine/Tréhillac le canal de Nantes/Quilly/Bouvron/Malville. Il s'agit d'attendre l'arrivée des forces suivantes :

- État-major du 2^{ème} Régiment de parachutistes avec 1 Bataillon
- Le Bataillon de l'armée de l'air Ullrich de 4 compagnies
- Le groupe de D.C.A. de Penmarc'h : 7 officiers, 120 hommes
- Le groupe de D.C.A. 343 de Rennes
- Le personnel de la base aérienne de Vannes.

Laissons la parole au Général Hüntén : "Ces unités avaient l'ordre de se dérouter sur la forteresse par les routes de Nantes/Savenay, Redon/Saint-Nazaire et le passage de la Vilaine à la Roche-Bernard. Des forces des avant-postes furent envoyées pour contenir les forces blindées attendues. En un temps record le 265^{ème} bataillon du Génie mina les ponts sur la Vilaine et le canal de Nantes à Brest.

La forteresse en elle-même était dégarnie et affaiblie par l'engagement de ses forces en Normandie à un tel point qu'il n'y avait plus d'unité à envoyer aux avant-postes. Les forces d'Infanterie pouvaient alors être évaluées à un régiment. L'artillerie de campagne se composait de 4 batteries légères et de 4 batteries lourdes tirées par des chevaux. Il n'y avait aucun canon anti-char mobile. Les armes anti-char de combat rapproché étaient en nombre extrêmement réduit. Les batteries fixes de la brigade D.C.A. de la marine n'étaient que difficilement utilisables à cause du manque d'appareils d'observation dans un combat contre des objectifs terrestres".

"Au début d'août, lors de l'approche ennemi, la forteresse était loin d'avoir les moyens de défense et de contre attaque suffisants. Une attaque rapide et plus décidée de l'ennemi l'aurait mis en grand danger de tomber".

Ainsi se trouve confirmé ce que les services de renseignements français avaient indiqué aux Américains. La route par Nantes et Savenay était libre mais Patton arrête Wood, le rappelle à l'ordre et l'envoie conquérir la presqu'île de Quiberon. La route de Nantes restera le cauchemar des Allemands, qui craignent avant tout les chars après les expériences des combats de l'est. Le Commandant Hellmund aura jusqu'au 11 mai 1945 la hantise d'une ruée de chars dans le secteur, par la route de Nantes à Savenay. Une des raisons qui fera préférer l'évacuation des civils par voie ferrée plutôt que l'ouverture de la route.

Le Général de Brigade Hüntén remplit son contrat. Les Allemands quittent Rennes le 3 août au soir. Le 4 août à midi, le pont de Saint-Clair à Guenrouët est dynamité. Le 5 l'afflux de soldats allemands venant de l'ouest se fait plus intense. Ce sont des troupes harassées, en retraite, qui ont subi les attaques des "Jabos" (chasseurs-bombardiers Lightning, les deux queues des Français). Ils arrivent toutes armes mêlées : aviateurs, parachutistes, fantassins, sous-marinière, artilleurs, etc.

Le Général Hüntén ferme le secteur en gardant deux entrées : le pont de la Roche-Bernard et la route de Nantes/Savenay. Les combats ne se produiront que dans le secteur nord. L'erreur stratégique des Américains est patente : ils vont essayer mollement, de passer par un trou d'aiguille, en l'espèce le pont de la Roche-Bernard désormais miné, alors que l'axe sud non miné est ouvert à tous les vents.

Le pont de la Roche-Bernard sera âprement défendu par le groupe Deffner, mais la première action a lieu le 4.8.44 au matin alors que les pionniers du 265^{ème} Régiment sont en train de miner le pont au sud de Fégréac. La 13^{ème} Compagnie d'Infanterie détruit deux chars américains et plusieurs véhicules d'accompagnement, empêche le franchissement du canal lors d'une attaque d'infanterie ; les chars font demi-tour et s'éloignent vers l'ouest au soulagement du commandement allemand qui avait craint de les voir descendre sur Savenay. Ils ont cependant des pertes causées par les attaques de l'aviation les 4 et 5 août.

Les combats les plus sérieux ont lieu autour du pont de la Roche-Bernard. Celui-ci est attaqué le 6 par un groupe de maquisards appuyés par une vingtaine d'autos blindées. Les Allemands sont repoussés jusqu'au pont avec des pertes, sans cependant perdre le contrôle de la rive gauche à l'approche du pont.

Le 7.8.44 les Allemands ripostent. Ils engagent plusieurs compagnies du régiment Deffner, 2 compagnies de la base sous-marine avec la mission d'élargir la tête de pont et de miner toutes les routes qui y conduisent. Il est vraisemblable que le Colonel Kässberg, qui a la confiance de Hüntten, assiste Deffner. Le succès est complet, les assaillants de la veille sont repoussés jusqu'à Marzan, tous les accès au pont minés et 3 chars anéantis.

Le 8.8.44, le lendemain, les maquisards attaquent, on les laisse s'avancer et on (peut-être Kässberg) fait donner le bataillon des Géorgiens qui selon le Général Hüntten "culbute" les F.F.I. ainsi que les Américains. Cette indication du bataillon de Géorgiens est intéressante : les Allemands les méprisent et les craignent, leurs qualités militaires et leur férocité sont quasi proverbiales. Qui sont-ils ? Des transfuges de l'Armée Rouge, peut-être un bataillon de l'armée Vlassof comme il s'en trouve un certain nombre en France en 1944. Les Allemands les engagent dans les situations difficiles, là où ils ménagent la vie de leurs propres soldats. C'est dire que les combats ont dû être sérieux !

Mais le dénouement était dans d'autres mains : le pont de la Roche-Bernard, miné depuis le 4 août, était de toute façon condamné. Le 9.8.44 un orage éclata et un éclair provoqua l'explosion de la charge, coupant la tête de pont allemand de ses arrières. Elle devait subir en outre l'attaque de 32 chasseurs bombardiers qui précipitèrent la retraite.

De toute manière le Général Hüntten avait bien manœuvré : en fixant les combats à la Roche-Bernard, il avait préservé l'axe Nantes/Savenay et pris le temps de boucler la frontière nord et est, tant bien que mal. Le 8, il abandonnait le commandement de la division au Général Junck mais gardait en tant que subordonné le commandement de la forteresse proprement dite et du secteur sud-Loire, où il devait conduire des actions militaires en particulier les 15 octobre et 21 décembre 1944.

Le 15 août, la Poche est constituée même si certains secteurs restent perméables, en particulier le sud-Loire par où les Allemands infiltreront des Français qui feront, selon le Capitaine Müller et le Capitaine Schmuck, de l'espionnage à leur profit. Les Allemands sont 30 000, les Français selon leurs estimations 110 000 qui se répartissent en 60 000 campagnards survenant à leurs besoins et 50 000 citoyens soumis aux aléas du ravitaillement.

Tout dans la Poche est à organiser. D'abord la subsistance économique et l'organisation militaire d'unités diverses, disparates, hétéroclites. Ces tâches seront menées à bien, sans faiblesse, mais pas toujours sans cruauté. Les témoignages allemands sur cette période sont réticents ou pleins de duplicité, parfois franchement mensongers, tels ceux du Capitaine Müller dans son livre : "Unter weisser flagge vor Saint-Nazaire".

Il semble, mais nous reviendrons sur ce point, que l'ensemble des officiers généraux et supérieurs, des chefs des groupes de combats aient été des nazis ardents, prêts à résister jusqu'au bout et ayant cru à un ultime miracle. C'est donc dans le but de tenir longtemps, et plus encore, que les Allemands vont s'organiser. Le témoignage du Vice-Amiral Rother est particulièrement significatif et documenté.

La subsistance alimentaire

Rother note que le réduit de Saint-Nazaire le 20.8.44 n'était pas terminé mais cependant capable de répondre à une attaque militaire. Une chose n'avait pas été prévue : l'approvisionnement de la forteresse pour une longue période. Il est naturellement fait abstraction des civils français et les Allemands constatent que les réserves sont tout juste suffisantes pour tenir 52 jours. Ils comprennent immédiatement l'avantage qui est le leur : l'avance américaine et le faible armement des F.F.I. leur a laissé une étendue agricole appréciable mais pauvre en terres à blé, riche en terres d'élevage. La première réunion d'État-Major décide donc la saisie de toutes les céréales et en ordonne la mouture qui s'effectue à la base sous-marine. Les réserves des bâtiments désarmés, principalement des sous-marins, sont mises de côté pour une longue conservation. Les vivres du camp de Redon ont pu être transportées à temps dans la forteresse. Ainsi fin septembre 1944, il apparaît que les réserves permettent de tenir 13 mois. Elles ne cesseront de croître et permettront d'approvisionner par sous-marin ou "Nebelboot" la base de Lorient qui recevra des quantités importantes de farine, mais aussi de viande. Par une chance inouïe, l'usine frigorifique jouxtant la base est restée intacte et les réserves de la Poche en viande de boucherie semblent inépuisables, même si les paysans ne livrent d'abord que les carnes et si le rationnement des troupes des avant-postes est une incitation concertée à les amener à se servir eux-mêmes, ce qu'ils ne manquent pas de faire, n'osant cependant pas s'attaquer au gros bétail, qui seul importe aux officiers généraux. A aucun moment le troupe n'a manqué de viande.

En ce qui concerne le pain, le problème est résolu par la construction dans la base sous-marine de fours et la constitution d'une compagnie de boulangers qui vont répondre à toutes les demandes. Les réserves de pains seront accumulées dans une des alvéoles pour sous-marin où une ventilation spéciale sera installée. Le problème de la mouture est résolu par la construction ou l'utilisation de moulins déjà existants.

Ce résultat n'est obtenu que par la réquisition. A titre d'exemple, le sud-Loire fournit par mois 30 T. de blé, 20 T. de pommes de terre, 2,5 T. de viande et 25 T. de fourrage (selon les renseignements du 2^{ème} Bureau français). Les exigences en fourrages particulièrement difficiles à satisfaire s'expliquent par l'importance prise par la traction hippomobile, en particulier dans l'artillerie.

Si dès la fin du mois de septembre l'avenir alimentaire des 30 000 Allemands est assuré, il en va autrement, les photos en témoignent, pour les 50 000 citadins et même pour les habitants de la campagne. Les Allemands ont raflé les céréales et le pain va manquer aux Français dès le mois de février 1945 : ce fait les inquiète et provoque selon le Capitaine Müller une réunion d'État-Major à la villa Aeraki à La Baule-les-Pins. Cette villa "dans les dunes sous les pins" était avant la guerre la propriété du Consul Général de Belgique. Elle est pendant la Poche la résidence du Colonel Pinski, chef d'État-Major de Junck.

Assistent à cette réunion Pinski, le sous-chef d'État-Major, le Capitaine de Cavalerie, le "Rittmeister" Engelken, l'officier d'Intendance de la division Krekeler, le médecin chef de la Poche, le docteur Ocker, le Capitaine Schmuck chef de l'Abwehr, c'est-à-dire du service de renseignements et de contre-espionnage, un personnage redoutable qui se sera "envolé" avant Mai 1945. Il faut ajouter le Capitaine Müller, officier de liaison de Junck, responsable des contacts avec la population civile à l'échelon supérieur, auquel on doit la relation de la réunion.

Le projet est d'évacuer 50 000 civils français sur les 110 000 qu'ils ont "sur le dos" et même "dans le dos" et qui constitueront un danger le jour où ces empêchés seront affamés et au cas où il y aurait des combats. Un précédent existe : à Dunkerque les Allemands ont impitoyablement chassé les civils à travers les lignes. Est-ce possible ici ? La réponse est non ! Beaucoup ne voudront pas partir et les Allemands n'ont pas les moyens de les y contraindre et de les rassembler rapidement et massivement étant donné l'étendue du territoire. C'est aussi un risque militaire : ils vont créer des désordres dans les lignes, il va falloir déminer : "On ouvre une route et les chars s'y engouffrent...". Certains accepteront de partir : il y a parmi la population une masse d'allogènes, des vacanciers pris au piège et n'ayant plus de ressources, il y a les filles de petite vertu qui n'en manquent pas, mais ont perdu la santé !

Autre problème : les Américains ont refusé le départ des malades, vont-ils maintenant changer d'avis ? Le Capitaine Müller, informé par les Français qui le renseignent, pense que c'est faisable. Seules les modalités pratiques devront être trouvées.

Le médecin général Ocker est pour l'évacuation : les installations sanitaires de La Baule (Casino), du Calvaire de Pontchâteau et de Saint-Brévin sont tout juste suffisantes pour l'occupant. Les médicaments doivent être réservés aux Allemands et il refuse de s'occuper des malades ou des blessés civils en cas de combats.

Pinski juge l'évacuation impossible pour des raisons militaires. La seule solution, c'est Cordemais qui est cependant un point sensible de la H.K.L. (ligne principale de défense). Il propose Pornic. Müller refuse : Pornic est un point resté ouvert pour passer des Français allant aux renseignements. Yvette Demée, étudiante en médecine, y a réussi des percées, entre autres, pour emmener un fou furieux à l'hôpital de la Roche-sur-Yon. Pour une prise de contact c'est bien mais pas pour une évacuation.

Le Capitaine Schmuck de l'Abwehr est contre toute sortie : "Le 2^{ème} Bureau serait complètement idiot s'il n'était pas capable d'avoir des renseignements complets sur notre système de défense rien qu'en interrogeant les civils et en recoupant leurs déclarations. Les civils sont partout en contact avec les troupes et les systèmes de défense".

Tous lui donnent raison. Et il a raison ! Avant février 1945, le 2^{ème} Bureau français aura une vue complète, détaillée et pratiquement exacte des ressources, de l'armement, de l'organisation des troupes, de l'effectif des unités de la Poche, ce qui constitue un exploit dont le mérite revient en grande partie aux résistants informateurs.

Cependant, les problèmes d'intendance ont leur importance. Krekeler fait remarquer que le danger est encore plus grand d'avoir sur ses arrières des gens hostiles, parce qu'affamés, et prêts à tous les sabotages. Si la faim les porte à la révolte, la situation deviendra intenable... et les céréales seront épuisées fin janvier.

La réunion se termine sans décision : le Colonel réserve son opinion. Il a pris des notes, il rendra compte au Général Junck.

A la sortie, Müller, l'Intendant général et le médecin de la division pensent à la solution de l'évacuation par la voie ferrée. L'idée fait son chemin et tout le monde rigole. C'est en quelque sorte l'ouverture d'une Agence de voyage. On compare à l'Agence Cook dont Müller serait le grand patron (Le Club Méditerranée de l'époque !). Et si le train pouvait apporter des vivres et des médicaments, ce serait une grande première ! Le Général Junck daigne en sourire, l'ennemi qui envoie des produits alimentaires dans une forteresse assiégée, c'est du jamais vu !

On le sait, cela se fera. Il s'agit pour les Allemands de se procurer les médicaments et des produits alimentaires pour les civils sans prendre sur leurs réserves. Ils sont donc prêts à jurer de ne pas y toucher et à tenir parole puisqu'indirectement cela leur profite. Ils ne parviendront pas à évacuer les 50 000 civils.

L'alimentation en eau potable pose un problème difficile et inquiète le Sous-Préfet Benedetti. L'histoire en est

relatée par le Capitaine Müller. Le lendemain de la réunion à la villa Aeraki, il reçoit la visite du Sous-Préfet. L'eau potable est pompée en Brière, la station de pompage et le château d'eau se trouvent à Trignac et à Montoir. L'eau doit être traitée par un procédé chimique qui oblige à se procurer les produits nécessaires dans le Jura. La réserve de ces produits est presque épuisée, l'eau devient brune et sans doute dangereuse.

Le Capitaine Müller appelle immédiatement le IVa, c'est-à-dire le médecin-chef, le docteur Ocker, au téléphone. Le responsable à la santé qui pense à la troupe y voit une catastrophe. Le Sous-Préfet demande alors un "Ausweis" pour Monsieur Gougeon, directeur de l'usine des eaux de La Baule afin qu'il essaie d'aller dans le Jura chercher le produit nécessaire. Müller promet son appui et envoie Benedetti auprès de l'Intendant général de la Forteresse afin que celui-ci donne son accord. Il s'agit surtout de circonvenir le Capitaine Schmuck de l'Abwehr afin qu'il donne aussi le feu vert.

Il ne fera pas de difficulté. Müller témoigne : "Ça tombe bien, Gougeon est un homme de confiance de l'I.C." (l'I.C. est le service de renseignements, l'Abwehr, la Gestapo ou tout près).

Gougeon a, à plusieurs reprises, fourni à l'Abwehr des informations précieuses. "En réalité un type pas très ragoûtant, mais tout à fait utilisable dans ce domaine. Ne jouerait-il pas le double jeu ? Possible ! Qui peut savoir ce qui se passe dans la tête d'un autre, surtout dans celle de ceux qu'on appelle hommes de confiance".

Müller convoque le directeur du service des eaux : "Il arrive ; sans qu'on le lui demande, il dépose sur le bureau la carte verte de la collaboration". Le Capitaine a toujours eu pour ce genre de gens une profonde antipathie. Mais dit-il "on est obligé de travailler avec eux, si on veut avoir l'accord de l'I.C."

Müller donne ses instructions à Gougeon. Il devra exposer aux autorités de Nantes la misère des civils, leur manque de produits alimentaires, de médicaments et exposer le plan et les raisons humanitaires des autorités allemandes, pour obtenir un accord d'évacuation, des autorités françaises. Il doit prendre contact avec l'ancien chef de gare de La Baule. Celui-ci était à Nantes au moment de la fermeture de la Poche et s'est trouvé coupé de sa famille qui réside à Batz. Il lui fournira un laissez-passer afin qu'il vienne dans la Poche prendre les dispositions techniques pour une évacuation de civils par voie ferrée. Il ira aussi se procurer les produits pour assainir l'eau, faisant d'une pierre deux coups. Il faut dire que tout se passera ainsi.

La "Résistance de l'Ouest" du 10 décembre relate dans un article que la veille "M. Maillet du service des eaux est arrivé à Nantes, rapportant de la région jurassienne, dix tubes de 90 kg. chacun, de chlore destiné à assainir l'eau de la presqu'île Guérandaise".

Le Capitaine Müller avait pris la précaution de transformer le nom de Maillet en Gougeon.

Donc, on assiste à une action constante des troupes allemandes en vue de se renforcer, de s'installer aux dépens des civils et de résoudre les problèmes sur leur dos. Ils y parviennent parfaitement en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire. Il en va autrement pour la production d'énergie. L'alimentation en énergie électrique pose un problème difficile à résoudre.

Production énergétique

Au lendemain du 8, du 15 ou du 20 août, les Allemands font l'inventaire des ressources énergétiques. En ce qui concerne le charbon, c'est la catastrophe, les réserves s'élèvent à 250 T. 1 000 tonnes venaient d'être livrées à Brest et sont tombées aux mains des adversaires. Les réserves de mazout s'élèvent à 2 500 tonnes. Le carburant pour les diesels est de 1 100 tonnes. Fin septembre, après la livraison aux sous-marins réparés, la constitution des réserves de bord, il ne reste plus que 750 tonnes pour la production d'énergie. C'est insuffisant.

2 centrales électriques de $4 \times 1\,200$ CV se trouvaient dans la base. Les petits générateurs des batteries de D.C.A. étaient inutilisables pour la production et consommaient du carburant. Le carburant ne pouvait sans mesures draconiennes durer plus de 2 mois. Il devenait indispensable d'instaurer un programme à long terme. Le fuel pour la centrale de la base sous-marine ne fut plus utilisé que dans des cas d'extrême urgence. La question principale était l'utilisation des réserves relativement considérables de mazout de chauffage. Une transformation des chaudières de la centrale électrique française du port s'avéra, après un court essai, comme étant impossible. "Il s'agissait là d'un point capital, car l'approvisionnement en pain de la Poche en dépendait et les avis sur la durée probable de l'encerclement divergeaient sensiblement. C'est pourquoi une planification à long terme semblait la seule solution. Elle fut immédiatement mise en oeuvre" (Amiral Rother).

A point nommé, 4 chasseurs de sous-marins arrivèrent de Brest, ils étaient capables de brûler le mazout dans leurs chaudières. Une conduite de vapeur partant de la centrale électrique française et menant au port fut immédiatement installée et reliée à trois chasseurs de sous-marins. "Après quelques tâtonnements, l'installation donna satisfaction et répondit à toutes les attentes jusqu'à la reddition". Ces chasseurs de sous-marins ont toujours été

pris par les Français pour des chalutiers, sans doute à cause de leur camouflage et de leur faible tonnage apparent. Même le 2^{ème} Bureau et ses informateurs s'y laissèrent prendre.

Il n'était cependant pas possible d'ignorer que vers la mi-mai 1945, les réserves de mazout seraient épuisées. C'est pourquoi on commença rapidement à construire des générateurs à gaz de bois suffisamment grands et nombreux. L'expérience de telles installations fut acquise en construisant et en testant des modèles réduits. Il s'agissait de produire l'ensemble de l'énergie à partir de gazogènes. La production aurait dû commencer vers le 15 mai 1945. L'usine de préparation de bois était prête et avait la capacité de fournir les 20 tonnes de bois par jour. Les réserves de bois étaient quasiment inépuisables.

Cette production se double d'économies d'électricité. De novembre 44 à janvier 45, il n'y a de lumière électrique que deux jours par semaine et le dimanche. A partir de janvier un seul jour et le dimanche.

Les réserves d'essence sont insuffisantes dès le début ; elles sont stockées pour d'éventuels combats et pour l'usage des voitures des officiers supérieurs. Les camions sont tous dotés de gazogènes qui vont servir de test pour la construction de la centrale électrique à gaz de bois.

L'effort général d'économie va amener une centralisation croissante de l'activité sur la base sous-marine et les chantiers qui seront l'âme de l'industrie de subsistance ; ainsi afin d'économiser rationnellement l'acétylène, le carbure, il sera interdit de procéder à des réparations sur place dans la mesure du possible.

Même si la production industrielle est extrêmement réduite, les ateliers de la base sous-marine travaillent à la réparation de l'armement et à la fabrication de divers matériels de fortune. Les ouvriers y travaillent 37 heures par semaine. L'oxygène servant à la soudure autogène et à l'alimentation de la Poche de Saint-Nazaire, et à celle de Lorient, est fabriqué dans la gare du petit train du Morbihan. L'acétylène est produit par deux générateurs situés aux cales 9 et 10 de la base sous-marine.

Toute cette production énergétique va être en priorité réservée à l'effort de guerre. Même s'il ne convient pas particulièrement d'être admiratif en ce domaine, il est clair que la forteresse extrêmement vulnérable en août 44 est, à la veille de la capitulation, redoutablement armée.

Le renforcement de l'armement

Si l'artillerie côtière, malgré ses insuffisances théoriques, est bien développée, elle est presque inexistante sur les avant-postes nord, est et sud. Les 70 bateaux immobilisés dans le port vont fournir les pièces d'artillerie : elles sont démontées et remontées à poste fixe ou rendues mobiles. La main-d'oeuvre est là : les 800 ouvriers des chantiers pratiquement capables de surmonter toutes les difficultés grâce à leur haute qualification.

Des aires de tir et des ancrages sont construits pour les pièces fixes de gros calibre supérieur à 170mm. La construction de trois batteries sur voie ferrée n'a posé aucun problème et l'Amiral Rother note qu'elles ont "donné toute satisfaction". Celle de Cordemais tirera encore le 7 mai au soir quarante obus, occasionnant des pertes parmi les F.F.I.

Le gros problème consistait à rendre mobiles les pièces récupérées sur les bateaux. Les ateliers de la base vont construire 200 affûts mobiles pour des pièces d'un calibre égal ou inférieur à 105mm. à tir courbe ou direct.

Les munitions d'artillerie ne manquent pas. Les réserves sont considérables, mais les calibres sont souvent inadaptés. Les obus seront alésés au diamètre désiré. Un exploit en quelque sorte.

Comme nous l'avons noté, les armes anti-char manquent le 4 août. 250 bazookas (Panzerfäuste) seront fabriqués et chaque compagnie en sera dotée. Au début le système de mise à feu cafouille, perfectionné il fonctionnera de manière satisfaisante.

Un aspect de l'armement est passé inaperçu, parce que non utilisé : l'adaptation des grenades sous-marines au combat terrestre. Laissons la parole au Vice-Amiral Rother :

"L'armement de bord des unités flottantes pouvait fournir des lanceurs de bombes sous-marines en grand nombre qui auraient un effet de surprise considérable en cas d'attaque. Certes ces armes n'étaient pas prévues pour un combat à terre mais elles se révèlent, au cours des essais, redoutables en raison de leur charge de 130 kg. d'explosif. La dispersion des éclats n'était sans doute pas très grande et seul l'effet de souffle pouvait être important. Son rayon mortel était, dans l'eau, de 17 mètres, et cette arme était efficace jusqu'à 35 mètres. A terre on pouvait en attendre un effet de surprise considérable. "Ces bombes équipaient la ligne principale de défense qui ne fut pas attaquée.

L'Amiral Rother eut également l'idée d'utiliser le matériel de transmission pour la pose de charges explosives

télécommandées. Elles devaient être mises à feu par radio. "Posées depuis des mois sur des routes, des passages obligés, des ponts, elles étaient si bien camouflées que ceux qui les avaient posées eurent, malgré les schémas précis qu'ils avaient établis, toutes les peines du monde à les retrouver dans les deux jours qui précèdent la capitulation".

L'âme de la résistance se trouvait dans la base sous-marine dont l'équipement industriel permettait presque toutes les productions : lits d'hôpital, prothèses, gouttières orthopédiques, béquilles, bassins, fer à cheval, clous pour les fers, cuillères, fourchettes, etc. Ils furent en mesure d'approvisionner La Rochelle et Lorient, et ce qui ne pouvait pas être produit à Saint-Nazaire vint d'Allemagne par sous-marins de transport.

Rother rapporte que début avril 1945, il organisa une exposition de toutes les productions de l'armée, que cette exposition eut un grand succès et contribua à l'affermissement de la fierté de la troupe. Il note, et ce fait est important, que, lors de la capitulation, l'armée allemande aurait pu se maintenir encore un an sans difficulté.

Il nous faut voir quelle est cette armée et quelle est son organisation.

Les effectifs : le 8 mai 45, le Commandant Engelken donne l'effectif suivant : 2 généraux, 2 amiraux, 700 officiers, 27 000 sous-officiers et hommes de troupes. Les effectifs ont connu des variations dues aux pertes, aux désertions sans doute importantes, à des départs d'officiers vers l'Allemagne, en sous-marin ou en avion. Certains, recherchés après le 11 mai 1945 ne seront jamais retrouvés, sans doute étaient-ils partis comme le Colonel Pinski ou le Capitaine Schmuck, des criminels de guerre seront également introuvables. 150 marins italiens jugés peu sûrs auront été envoyés par sous-marin en Allemagne.

Outre les unités déjà évoquées, les troupes sont d'origines très diverses : marins des unités de réparation ou désarmées, infanterie, parachutistes, artilleurs, travailleurs allemands des arsenaux, Feldgendarmerie, services sanitaires, intendance, ravitaillement. Il y a une proportion d'étrangers assez forte, mais difficile à évaluer : Russes des unités "Ost", Italiens qui désertèrent en mai et sur lesquels les Allemands feront un carton à la mitrailleuse. Les Russes jugés dangereux auront été désarmés et organisés en compagnie de travailleurs, ou internés. L'ensemble des Allemands reçoit une instruction de combattant à terre ; il est organisé en unités dont chacune porte le nom de l'officier qui l'a formée ou qui la commande.

Ainsi la masse disparate de soldats en retraite, au moral très bas d'août 44, sera transformée en une force solide, bien armée, ayant, dans l'ensemble, une réelle valeur militaire. Les renseignements fournis au 2^{ème} Bureau français font état d'un redressement après août 44 :

Une discipline sévère, une propagande intensive, des menaces de représailles contre les familles, le rétablissement du courrier par voie aérienne, ont été les facteurs principaux de ce redressement. Derrière une poignée de chefs nazis, suit la masse disciplinée dont le moral varie avec les événements. Toutefois si les nouvelles sont réconfortantes pour certains, il n'en est pas de même pour d'autres dont la famille habite dans les villes bombardées, pour qui les nouvelles sont souvent cruelles.

Ce rétablissement du courrier est une chose importante ; les mauvaises nouvelles sont courantes, mais elles n'entament pas toujours le moral du combattant, au contraire... C'est aussi un mystère pour les Français de voir les Allemands recevoir du courrier, et ils y mettent beaucoup d'ostentation, alors qu'eux en sont privés, comme le note F. Guériff qui doute même du fait : "Tout cela est-il vrai ? Mystère !, mystère qui n'a pas encore été éclairci !".

Il l'avait été par le 2^{ème} Bureau français bien avant le 15 février 1945. Le transport du courrier se fait par avion ou par sous-marin qui, apportant tout ce qui manque, peuvent aussi apporter des lettres. Or les liaisons sont fréquentes. Il n'y a pas d'avion basé à Escoublac, mais les longues nuits d'hiver favorisent les pilotes allemands qui échappent à la surveillance alliée. Les services de renseignements français est prévenu que les avions atterrissent, entre minuit et 1H du matin, et repartent vers 3H. "Ceux-ci peu fréquents au mois de décembre (10 dans le mois) ont tendance à devenir plus nombreux". A partir d'avril, il semble que la rotation cesse, mais les renseignements manquent. Donc pas de mystère ! Avec les sous-marins, les choses sont moins claires.

La base est un lieu fermé : les informations passent mal. Les sous-marins en réparation partent après août 44 car le carburant pour les diesels diminue sensiblement. Par la suite les renseignements évoquent deux, trois sous-marins. La réalité est, sans doute, qu'il y a des arrivées et des départs. Le Capitaine Müller dit que ses photos, qu'il ne produit pas dans son livre, ont été rapportées à Kiel où il habite, en partie par le dernier avion à être revenu de Saint-Nazaire et en partie par un officier du dernier sous-marin à avoir quitté la base. On peut penser qu'il s'agit du "Fuchs", un sous-marin de 500 tonnes, Commandant : Biening. Le "Fuchs" assurait les liaisons Saint-Nazaire/Lorient, ce qui n'exclut pas d'autres missions. Un témoignage s'y rapporte : "Le Fuchs, c'est le sous-marin des nazis exaltés. Biening est un fou, ami de Rother. Il cherchera à partir pour l'Espagne avec les principaux nazis de la Poche". L'incertitude demeure : Le "Fuchs" est-il rentré à Kiel, est-il parti en Espagne ou en Amérique du sud ? Cela était techniquement possible (Témoignage d'Henri Mahé rapporté par le Colonel Rémy dans son livre "La Résistance en Bretagne").

Concernant les sous-marins, nous avons deux autres témoignages. Fin novembre 44 un sous-marin a apporté à

Saint-Nazaire des munitions de D.C.A. et antichars, 2 millions de cigarettes, 1 100 paires de souliers, des vêtements, du courrier, des médicaments, des pneus de bicyclette, etc.

Le même soldat allemand qui a parlé du "Fuchs" le 28 avril, donc 13 jours avant la reddition, rapporte encore : "Un autre sous-marin de 750 tonnes est également arrivé dans la nuit de dimanche. Il venait d'extrême-Orient et a rapporté des cigarettes chinoises. Ce sous-marin était attaché à la base de Saint-Nazaire en 1942-43. Il est très fatigué". Ce sous-marin a été identifié, son sort est connu. C'est le U-510 qui venait en effet d'extrême-Orient où il avait longtemps été basé à Penang, puis à Djakarta d'où il était parti le 11 janvier, chargé de métaux rares, d'étain en particulier, qu'il devait ramener dans une base norvégienne. Le combustible lui manquant, son Capitaine le fit entrer dans le port de Saint-Nazaire le 24.04.45. Quinze jours plus tard, il tombait dans les mains de la marine française et devait faire un long service sous le nom de "Bouan".

Les relations avec les autres Poches ont pu être entretenues également par "Nebelboote", bateaux briseurs de blocus rapides. Les informations parlent de "vedettes" ; il s'agit d'eux sans doute. Ces bateaux naviguent sur la Loire en patrouille et font des raids de ravitaillement sur les îles.

Le commandement reste en relation avec le commandement général de la Wehrmacht en Allemagne. Les derniers jours, les liaisons seront difficiles.

Le Commandement

Il est en quelque sorte bicéphale : Junck commande en chef. Hüntén est son subordonné, mais garde une certaine indépendance et son État-Major. Ce double État-Major a intrigué le service de renseignements français ; cette anomalie n'a pas trouvé d'explication. Hüntén, après l'arrivée de Junck, garde le commandement du "camp retranché", c'est-à-dire Saint-Nazaire, la base, le port, et celui du sud-Loire. Il a le titre de "Kampfkommandant der Festung". Le titre ne semble pas usuel, une sorte de chef de guerre.

Junck commande la Poche, mais plus particulièrement le secteur au nord de la Loire. Son chef d'État-Major est le Commandant Engelken qui signera la reddition en son nom. Les chefs d'unités combattantes sont Reeser, Betge, Bartel, Mewig. Ces deux derniers font partie du groupe Deffner, des troupes d'élite sans doute, et ont sous leurs ordres respectivement Mann et Lesgar, puis Brodowski, Hellmund et Lier. Les avant-postes nord sont divisés en autant de secteurs de combat plus ou moins vastes.

Dans le secteur sud-Loire, le Colonel Kässberg a la confiance de Hüntén et commande à Fein, Brinkmeier et aux quatre unités de marine du groupe Josephi.

Le Contre-Amiral Mirow commande les unités de marine, les chantiers, une partie de l'artillerie. Il a sous ses ordres le Vice-Amiral Rother.

Il existe également un commandant en chef de l'artillerie. Peut-être, est-ce l'Amiral Von Trota, dont le rôle n'a pas été précisé. Il en est de même pour un Feldkommandant, c'est-à-dire le chef de la prévôté.

Sur les combats menés par les forces allemandes, outre ceux de la Roche-Bernard, il y a peu de renseignements donnés par les Allemands eux-mêmes. Le Général Hüntén évoque deux engagements sérieux dans le sud-Loire.

Les reconnaissances journalières permettent de se renseigner de manière exacte sur les positions ennemies, de faire des prisonniers et de préparer des coups de mains. Il apparaît de plus en plus que les forces des maquis essaient d'occuper une ligne continue.

Le 15.10.44, des raisons stratégiques poussent le commandement à ordonner un mouvement vers l'est. Il s'agit d'amener la ligne des avant-postes sud à la hauteur de celle de la région nord vers Cordemais. Le décalage était en effet un danger pour la circulation sur la Loire. Il s'agit aussi de trouver une ligne de défense plus favorable.

La relation de l'action est brève : "Après avoir vaincu des forces ennemies qui n'offrirent qu'une faible résistance, Frossay, encerclé, tomba sans combat entre nos mains. Il ne fut pas fait de prisonniers, car les maquisards qui étaient encore en civil, purent se retirer". Est-ce vrai ?

L'entreprise du 21.12.44 est une attaque généralisée sur le sud-Loire, sur toute la ligne des avant-postes, donc déclenchée sur ordre du commandement général ouest, donc d'Allemagne (voir combats Sicaudais).

On peut remarquer que cette activité coïncide avec l'offensive des Ardennes et que l'intention d'immobiliser le plus possible de forces ennemies est confirmée.

Conclusion

Il n'y eut pas d'activité militaire de grande envergure. Une occasion avait été manquée en août 44 alors que la région était peu défendue, que la route de Savenay non minée était ouverte aux chars. Toute attaque, après, était difficile et aurait été coûteuse, car la forteresse s'était constamment renforcée. L'attaque prévue le 20 avril 45 n'eut pas lieu, ce fut sans doute bien ainsi, même si les Allemands étaient vulnérables en raison de leur impossibilité à effectuer un repli rapide. Les Français envisageaient en effet de foncer sur les axes routiers pour les empêcher de se replier en masse sur la ligne principale de défense, mais c'était ne pas compter sur la détermination des chefs dont tous les témoignages contribuent à les dépeindre comme des nazis fanatiques. Le témoignage cité d'un soldat allemand, du 24.04.45, comportait les détails suivants : "En dessous du Général Junck, il y a le Général Hüntten, commandant le réduit, et l'Amiral Mirow, commandant les sous-marins et la marine. Junck n'a pas la confiance des S.S. Il est le père de ses hommes, nous l'adorons tous. Hüntten a tout perdu en Allemagne où sa famille a disparu, et sa fidélité au régime se double de rancœur. L'Amiral Rother (l'ami de Biening) est un homme très dur ; il a tout perdu en Allemagne".

D'autres témoignages sont beaucoup moins favorables à Junck qui est aussi l'homme du pillage de la Banque de France à la Roche-sur-Yon, ce qui lui vaudra le Conseil de Guerre après la reddition.

Certes, après coup, quelqu'un comme le Capitaine Müller se dit mu par un idéal d'humanité : il n'y a plus de nazis, mais des soldats valeureux, pris au piège de leur devoir et agissant sur ordre.

Ces témoignages sont suspects de complaisance. Ainsi Müller raconte : "Depuis le 20 juillet 1944 (attentat contre Hitler) le Maréchal Göring... a imposé à l'armée de terre et à la Marine le salut hitlérien. L'armée en son for intérieur a réprouvé ce salut qui n'a rien de militaire, qui va à l'encontre des traditions des soldats de tous les temps et de toutes les armées. Ce salut dégrade le devoir d'honneur qu'on doit à la Patrie, pour le transformer en un geste d'allégeance au parti national-socialiste. Ici, lors de cette rencontre entre des Nations, il apparaît aux officiers allemands comme particulièrement déplacé. Ils font leur devoir, non pas parce qu'ils sont des nazis (le Capitaine n'a jamais été membre du parti), mais parce qu'ils ont gardé le sens de l'humain et parce qu'ils veulent aider la population non combattante, des femmes et des enfants de la forteresse encerclée. Par discipline, hélas, ils ne peuvent agir autrement : il leur faut, face aux Américains et aux Français, lever le bras dans un geste de raideur. C'est une provocation inutile !".

Très bien, d'accord ! La scène se reproduira chaque fois.

Après le 30 avril 1945, mort d'Hitler, le "deutcher Gruss", le salut hitlérien est, par ordre de Döenitz, remplacé par le salut militaire.

Le 8 mai, le Commandant Engelken, le Capitaine Müller, le Lieutenant Bernstein se présentent pour signer l'acte de capitulation. Comment vont-ils saluer ? C'est un test !

"Les trois Allemands portent avec un ensemble parfait la main à leur casquette" dit Müller, "les autres ne s'y attendaient pas".

Voilà, c'est bien, ils ne sont plus astreints à la discipline hitlérienne. Seulement, sur les photos, ce jour-là, ils ne saluent pas la main à la casquette mais lèvent bel et bien le bras avec un magnifique ensemble ! Alors quelle interprétation donner ? Qu'il s'agit d'une manière de refaire l'histoire, qui n'a rien à voir avec "l'honnêteté historique" dont se réclame le Capitaine Müller.

On peut conclure que les Allemands sont pour une part désireux d'en finir, mais que dans l'ensemble, et surtout les officiers, ils restent nazis, gardent leur morgue et un profond mépris pour les Français "collabos" ou "maquisards" tout en craignant plus que tout de tomber entre les mains des F.F.I.

Le Capitaine Müller dans son livre "Sous le drapeau blanc" s'indigne des mauvais traitements qu'il a subis de certains F.F.I. qui "ne respectaient pas les conventions de Genève". Indignation sélective puisqu'il n'a pas un mot pour condamner le régime hitlérien responsable du plus grand génocide de l'histoire.

Quand on a multiplié les Oradours, inventé les Auschwitz, quand dix millions de personnes de toutes les nationalités sont mortes de faim ou sous les tortures ou disparues en fumée dans les fours crématoires des camps de concentration nazis, a-t-on le droit de se scandaliser des bavures, certes indéniables, regrettables, condamnables, de quelques F.F.I. ?

De toute façon, qu'on ne compte pas sur nous pour nous joindre au chœur de ceux qui encensent les "Peaux de Grenouille" et n'ont que mépris pour les "terroristes" F.F.I. Ces "bandits", oui, mais bandits d'honneur qui, avec peu de moyens libèrent plus du tiers du territoire national.

La Libération

Le 10 mai 1945, dans la matinée, le Général Chomel tient une conférence de presse et les Nantais, réunis Place Royale, apprennent par haut-parleur la délivrance de Saint-Nazaire, la fin de la guerre en Europe. La Poche nazairienne a donc été libérée peu de temps après celles de La Rochelle et de Lorient qui l'ont été, respectivement, dans la matinée du lundi 7 mai puis dans la nuit suivante. Ainsi, Saint-Nazaire et ses environs prennent en marche le train de la libération ; c'est une ville exsangue dont une partie de la population vient encore d'être évacuée, fin avril. Dans le département, comme en France, les contradictions ont déjà eu le temps de se développer entre les forces populaires de la Résistance et les milieux conservateurs, soucieux de rétablir l'autorité des classes dirigeantes et de leur état. Le Comité départemental de Libération n'a, depuis la circulaire gouvernementale du 30 septembre 1944, qu'un rôle consultatif. Créé sous l'impulsion d'un membre du Front National, Bernier, il a pour président Peneau, secrétaire de l'Union des Syndicats de Loire-Inférieure. Ganachaud, de Saint-Nazaire, y représente le Parti Communiste. Ce Comité s'oppose vivement au Préfet Vincent, que soutient Michel Debré, commissaire de la République à Angers jusqu'à son remplacement par le socialiste Alain Savary. On reproche à Vincent, notamment, de traiter avec mépris les officiers venus du maquis et, le 2 mars 1945, au C.D.L., une motion demandant son départ a été approuvée par la moitié des votants. Le vrai problème concerne l'attitude à adopter envers les anciens "vichystes"... disons tout de suite que le Sous-Préfet Benedetti, en résidence à Pontchâteau, appelé à jouer un rôle dans la reddition allemande, s'il est accepté par de Gaulle, n'en a pas moins été nommé par Pétain. Le Front National a été exclu du Comité de rédaction de la "Résistance de l'Ouest"... alors même qu'il détient la majorité dans les Comités locaux de Libération et que les élections d'avril/mai viennent de porter l'un des siens, Jean Philpott, à la mairie de Nantes.

La Capitulation

Dès le 3 mai, trois jours après la mort d'Hitler, Benedetti entre en relations avec le Capitaine Müller, officier de liaison de Junck ; au nom du Commandant en chef des troupes qui investissent la Poche, il promet que les lois militaires, après la capitulation des Allemands, seront respectées. Junck rencontre donc Benedetti mais lui fait traduire ce qui peut paraître une fin de non recevoir : "Je constate que ce n'est pas nous qui avons demandé la reddition et que je n'ai pas l'intention de le faire" (cf. Müller "Unter weisser flagge vor Saint-Nazaire". Toutes les citations du Capitaine allemand proviennent de cet ouvrage).

Cependant, après que l'Amiral Döenitz ait annoncé la capitulation sans condition du Reich, les Allemands de la Poche disent encore en attendre la confirmation. Le lundi 7 mai à 13 heures en effet, au café Loiseau près du passage à niveau de Cordemais, le Capitaine Müller et le Lieutenant Bernstein, servant d'interprète, déclarent aux Américains, qui ont réclamé l'entretien, qu'aucun ordre de capitulation n'est encore parvenu. Les Allemands ne connaissent qu'une chose, la trêve, signée par Junck, qui doit prendre fin à 15 heures mais que Müller propose de prolonger jusqu'à 18 heures. Elle pourrait être suivie, si le Général allemand est d'accord, du cessez-le-feu général... mais le dossier vert "reddition sans condition" que le Commandant américain Parr dépose devant lui, est tout prêt. Le Major Keating de l'E.M. de la 66^{ème} D.I. Black Panther, n'en démord pas :

- "D'accord (pour le cessez-le-feu), dit-il... et pour la capitulation ?"
- "Réponse demain matin à 10 heures, réplique l'Allemand, c'est tout ce que je peux dire".
- "Bon, mais au cas où, à cette heure-là, la réponse ne serait pas apportée dans nos lignes, les combats reprendraient avec une vigueur accrue".

A 17H58 encore, Müller se présentant devant les lignes françaises se borne à réclamer une trêve pour le lendemain matin, entre 9 et 10 heures, moment prévu pour la réponse. L'attitude allemande ne change donc que le jour suivant. A l'aube, Hellmund, Commandant de la zone de Bouée, annonce à Müller que le Commandant de la place a décidé de se rendre. A 10 heures, mandaté par Junck, Müller franchit les lignes au carrefour des routes de Cordemais et de Saint-Étienne de Mont Luc pour communiquer la décision. Les clairons viennent de sonner le cessez-le-feu, symboliquement, bien que l'heure officielle n'en soit pas venue.

C'est alors que l'officier allemand, qui n'en fait point mention dans son livre, reçoit de Keating, assisté du Lieutenant Sueur du 32^{ème} Régiment d'Infanterie, une demande de reddition ; elle sera remise et acceptée à 13H30, heure limite fixée pour la capitulation et la fin des combats.

A 13 heures, donc, trois officiers allemands se présentent aux "Sables" par Cordemais, devant la maison de Francis Moisan. Au dire de Müller, ils entament "la marche la plus pénible de leur existence". Avec Bernstein, en effet, il accompagne le Commandant de Cavalerie Engelken : "Ils marchent d'un pas rendu plus lourd par le manque de sommeil, mais la tête haute, raidis dans leur fierté". Autour d'une grossière table de bois prennent place, d'un côté les trois Allemands, de l'autre deux Américains, Parr et Hochstetter, qui traduit, puis les deux Français, dont un

interprète. Keating occupe le haut bout, tel un président. Derrière une haie d'Américains, se pressent, en spectateurs, des résistants.

Le document de la reddition, rédigé en trois langues, doit être complété. On ne peut pourtant croire Müller, quand il affirme que les Américains ignoraient le nombre des Allemands... l'estimant à 6 000 ! A quoi auraient servi les renseignements transmis en février par le 2^{ème} Bureau français ? Selon notre Capitaine, on discute pendant trois-quarts d'heure. Il est probable que les préparatifs se sont prolongés, car, de source alliée, la signature n'a eu lieu qu'à dix-sept heures. Keating demande à Engelken de signer le premier ; alors derrière le groupe est brandi un drapeau tricolore à Croix de Lorraine. C'est fini.

Sans doute les derniers obus ont-ils été lancés sur le Temple, le 1^{er} mai, par la batterie de la Goupillière en Savenay, sans provoquer de vives réactions américaines et, principalement, sur Cordemais, le dimanche 6 à 18 heures (une quarantaine de salves), mais il ne semble pas que les occupants aient fait preuve d'empressement à cesser le combat, puisqu'il s'est poursuivi du lundi soir au mardi matin 8H45, leurs avant-postes continuant à tirer sur les Français et les Américains. Le Capitaine Müller raconte à sa manière les événements. Il évoque le désarroi de ses compatriotes, tenus dans une demi-ignorance de ce qui arrive :

"Est-ce qu'aucune des innombrables sentinelles, tout le long du front, ne va pas perdre la tête ? Qui peut dire ce qui se passe dans la tête d'un individu isolé, pressentant que le jour qui vient va décider de son sort ?".

Il explique donc ce qui va se produire, bien que, d'après lui, l'initiative du tir d'artillerie vienne des Français.

"Il fait sursauter les officiers allemands accroupis, un verre de vin rouge acide devant eux".

Hellmund s'écrie : "Ça y est, on l'a la merde ! Les Français ne pouvaient évidemment pas attendre ! C'est bien fait pour eux ! Mais on va leur flanquer une correction !" Et c'est ainsi que "Bello", la batterie sur rail de Savenay se met à tirer non, paraît-il, sans les conseils de prudence du Capitaine qui recommanderait de "ne pas aggraver la situation". Il constate d'ailleurs que l'artillerie française ne riposte pas puis rend la parole à Hellmund : "Les F.F.I. s'étant avancés vers les lignes, dit-il, pour fêter leur victoire, en "brillant des chansons", et l'un d'eux ayant sauté sur une mine, "Bello" crache tout ce qu'elle a dans le gosier. Inutile, certes, mais ça ne manque pas de gueule ; ils ont sûrement eu des pertes en face. Dommage, juste avant le baisser du rideau ! Mais pourquoi sont-ils si cons ? Je suis fier que nos hommes aient du mordant jusqu'à la fin...".

L'événement, dont se félicite sans vergogne le Commandant, est durement ressenti par les Français. Müller lui-même raconte que le 8 au matin, venant annoncer la capitulation, il se fait interpellé par un aumônier français reprochant aux Allemands d'avoir tiré : "Était-ce nécessaire ? Nous avons perdu encore quelques gentils garçons !" Il lui répond qu'il ignore les raisons d'un combat que personnellement il juge inutile, mais se dit persuadé que les Allemands n'ont fait que leur devoir. Faut-il préciser que la version des faits donnée par le Capitaine est contestée par les résistants ? L'un d'eux, Raymond Allaire, sergent au 32^{ème} R.I., accusera Müller d'être un officier S.S. et de porter la responsabilité du tir.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule incartade des Allemands. Le 8 mai, après la signature de l'armistice, ils mitraillent leurs anciens alliés, les Italiens qui sont en train de désertir ! Les habitants de Guenrouet en sont réveillés... De son côté, l'État-Major allié a d'abord considéré la conquête de Saint-Nazaire et de sa région comme une véritable opération militaire, préparée en secret et devant commencer le 8 mai, à 0 heure. La capitulation de Reims intervenant, c'est seulement le 10 que commence la libération de la Poche.

Les soldats français font, à bicyclette, leur entrée dans Savenay, où les Allemands se sont retranchés dans le camp de la vallée de Mismy. Le premier Hussard pénètre dans Pornic, tandis que des officiers de la mission interalliée s'emparent des ouvrages fortifiés, regroupent le matériel qui doit être livré, récupérant tout ce qui se trouve dans le port de Saint-Nazaire : un navire de 3 600 tonnes, deux dragueurs de 3 000 et 1 500 tonnes, 19 dragueurs de 400 et 600 tonnes, six chalutiers, six baleiniers, sept patrouilleurs, un pétrolier de 8 900 tonnes, un cargo de 1 500 tonnes, huit remorqueurs, cinq mouilleurs de filets, trois vedettes, trois docks flottants, trois grues flottantes, une drague, à quoi il faut ajouter en construction, deux escorteurs de 1 600 tonnes et cinq "cargos-boats", puis en réparation, un autre pétrolier et un sous-marin de 7 500 tonnes. C'est l'U-510 qui, rebaptisé "Bouan", sera réarmé par la flotte française.

Émettons une hypothèse : les Allemands, qui paraissent avoir tergiversé, ont obtenu la promesse de Benedetti, le 3 mai, que les criminels de guerre seraient remis aux Américains, non aux Français ; sept jours plus tard, les occupants de Savenay n'acceptent de se rendre qu'aux Américains. De bout en bout les réticences des officiers allemands, même si on fait la part de la discipline militaire et de son formalisme, s'inscrivent dans la nouvelle politique de leurs provisoires dirigeants : on ignore d'autant plus la France, ce pays vaincu, que sa résistance a un caractère nettement populaire, "dangereux", et l'on fait relativement confiance aux U.S.A., l'ennemi "occidental" régulier. Müller, dans son ouvrage, évoque avec une ironie méprisante l'apparition de la Croix de Lorraine à la cérémonie de Cordemais, "mise en scène pour magazine". Il se plaît, aussi, à trouver "bien isolé" l'officier français...

A la Chapelle Launay où a lieu une séance de reddition, les Allemands ne tendent pas leurs armes aux Français, mais les jettent à leurs pieds (Témoignage de M. Guihéneuf).

Faire traîner les choses en longueur, obtenir des garanties, telle semble avoir été la ligne de conduite.

Que penser aussi de cette contradiction : Müller prétend que pour la première fois, le 7 mai, au grand étonnement des Américains et notamment de Keating qui répond "nonchalamment", ses compatriotes saluent en portant la main à la casquette. Ils recommenceraient le lendemain. Or une indiscutable photographie nous les montre, le 8, saluant leurs vainqueurs à l'hitlérienne. L'habitude (ou la conviction...) semble plus forte que la volonté de paraître responsable !

La Libération du camp Franco

Elle a la particularité d'être antérieure, de peu, au cessez-le-feu. Le Comité d'aide aux prisonniers ayant demandé leur libération a essuyé un refus, dans l'après-midi du 7, de la part du Commandant allemand du camp. Dans la matinée du 8, il déclare toujours ne vouloir ni ne pouvoir ouvrir les portes du camp, mais ne peut empêcher les délégués du Comité de s'entretenir avec les responsables des prisonniers. Ceux-ci, prévenus de l'imminence de la capitulation, se révoltent, brandissant qui un couteau, qui un canif et marchant en colonne vers la porte. C'est alors qu'une dizaine de soldats allemands tirent des salves en l'air, obéissant à l'ordre de leur chef qui fait cette curieuse réflexion : "Vous pourrez témoigner devant l'histoire que je me suis battu jusqu'à la dernière balle...".

Dans l'émotion générale, souligne notre informateur, M. Richard Wright, membre du Comité, drapeaux en tête, sortent les prisonniers.

La cérémonie de Bouvron

Le 11 mai 1945, à 10 heures, dans une prairie de Bouvron, des détachements du 8^{ème} Cuirassier français et la 66^{ème} D.I. des U.S.A., musique en tête, défilent et se rangent l'un en face de l'autre, laissant entre eux un espace de 25 pas. Quatre "automitrailleuses semblent ancrées sur la houle de l'herbe verte de messidor" (sic), comme l'écrit poétiquement un journaliste de la "Résistance de l'Ouest" (13 mai). Ils sont tous là pour assister à la reddition officielle de l'armée allemande. Du côté français, voici le Général Chomel, les Colonels Payen et Ghislain, le Lieutenant-Colonel Blanquefort, les Commandants Bois et Ginhans, les Capitaines de Bellefond et Clavel, le Capitaine de Vaisseau Le Gac, le Capitaine de Frégate de Courcy, le Capitaine de Corvette Leonnec, sans oublier parmi les civils, Pontal, représentant le Commissaire de la République, et le Préfet Vincent. Pour les Américains, voici le Major Keating, le Lieutenant-Commander Davis, les Généraux Forster et Kramer. Celui-ci, commandant en chef de la 12^{ème} Armée de défense côtière, arrive le dernier, tandis que l'on bat la générale. Un officier de liaison leur présente Junck. Accompagné de cinq officiers ayant rang de Colonels, trois de l'armée de terre, deux de la marine, il vient lui-même de descendre de voiture. Après avoir salué les fanions des alliés, crispé, il va d'un geste, remettre son revolver à Kramer : "Conformément à l'acte de capitulation... je remets entre vos mains le sort des forces armées allemandes dont j'ai assumé le commandement à Saint-Nazaire. En tant que symbole de cette reddition, je vous remets mon propre revolver. Il n'est pas chargé et la sécurité est mise".

Müller nous fait voir son Général tirant son arme, d'une main légèrement tremblante, d'un étui de cuir sombre et la passant à l'officier américain qui, lui-même, la tend à l'un de ses accompagnateurs, avant de répondre : "Au nom des forces alliées, j'accepte cette reddition. Vous-même et vos troupes, comme prisonniers, serez traités de manière équitable conformément aux lois de la guerre".

Sans un mot, le groupe allemand refait le chemin jusqu'aux voitures. Les officiers alliés passent leurs troupes en revue, aux accents de marches militaires.

La population a été tenue à l'écart et "au travers des haies forcées, les jeunes filles et les gamins ne peuvent apercevoir qu'une longue haie kaki, une ligne de casques, des fusils qui, au gré des commandements brefs, dessinent sur le ciel de mathématiques et curieux mouvements" ("La Résistance de l'Ouest" du 13 mai).

La Baule Capitale

Saint-Nazaire étant une cité détruite, c'est La Baule qui fait figure de capitale du petit territoire libéré. Les États-Majors et les services y résident. Dès le lendemain de la cérémonie de Bouvron, d'ailleurs, le Préfet Vincent s'y rend, pour discuter avec Benedetti, du retour à la vie normale. Ce samedi 12, le Général en chef de l'Armée de l'Atlantique, de Larminat, accompagné des Généraux Chomel et Guilbaud, y atterrit pour passer en revue un détachement du 32^{ème} R.I. Le ton est encore donné par la "Résistance" qui évoque "deux spectacles réconfortants", "un fier et impeccable défilé militaire", puis un rassemblement de "prisonniers boches", obéissant aux

"commandements rauques" de leurs officiers et "courbant à leur tour l'échine", avant d'ouvrir un chantier de déblaiement... On est libre, donc, et même vengé. Mais tout est-il si simple ?

Contradictions et reprise en main

L'ordre vient de l'extérieur, l'armée étant représentée par le Général Chomel, l'autorité civile par le Sous-Préfet Benedetti, auquel succède Dupoizat, et par le Préfet Vincent. La Résistance, cependant, a sa propre hiérarchie dans la Poche. Le Commandant Desmars est responsable des affaires militaires, tandis que Litoux a la haute main sur les affaires civiles. Ce "chatelain" de Saint-Lyphard, dont il est maire depuis 1929, est bien représentatif d'un certain type de résistance, celle des notables. Capables d'actes très courageux individuellement et sur le plan militaire, ils sont indifférents, voire hostiles à l'insurrection populaire, et se disent soucieux de la sécurité de leurs concitoyens. Chombart de Lauwe, dit le Colonel Félix, représentant des Mouvements Unis de Résistance dans le département, a fait de Litoux son délégué dans la Poche, avec pour mission de communiquer des renseignements aux alliés et de préparer d'éventuels parachutages, mais aussi d'éviter toute violence qui entraînerait des représailles. A plus forte raison ce conseil paraît-il valable à la Libération, quand tout geste anti-allemand peut passer pour une provocation. C'est ainsi que les armes récupérées sur les occupants sont cachées avant d'être remises aux autorités militaires (le sont-elles toujours ?). Le drapeau nazi étant descendu par des résistants du clocher de Saint-Lyphard, Litoux s'émeut à l'idée qu'ils vont le brûler ; il dissimule donc l'emblème à croix gammée dans le grenier de la mairie ! Ainsi les choses pourront reprendre leur cours normal, naturel, du moins en milieu rural où les notables ont été assez habiles, ou patriotes, pour faire le bon choix... mais, à Nantes, Félix, champion de cette résistance conservatrice, est très contesté.

Dans la Poche, des conflits minimes peuvent opposer civils et militaires. L'on apprend ainsi (Témoignage de R. Wright) que les prisonniers français du camp Franco ayant été confiés aux habitants de Saint-Malo de Guersac et de Saint-Joachim qui se chargent de les nourrir, l'instituteur Lebreuil, Capitaine des F.F.I., arrivant de Nantes le 9 au soir se montre très fâché qu'ils n'aient pas été remis aux autorités militaires. En outre, en cette période de transition, légitimité et légalité ne coïncident pas facilement dans la tête des gens : s'il paraît légitime, comme au Pouliguen, de récupérer du matériel sur les Allemands (objets souvent volés, montres, appareils-photo, pneus...) quitte à les déposer à la mairie, on trouve beaucoup moins normal de les remettre à des autorités, sinon légales du moins de fait. On peut en arriver à des tensions, même légères, entre résistants de la Poche et libérateurs venus du dehors : au Pouliguen n'est-on pas surpris de voir un F.F.I. exiger la libération d'une femme arrêtée pour dénonciation, et qu'il présente comme sa fiancée ? Il y a plus grave : les résistants de la Poche ne sont pas reconnus, dans l'instant, pour des combattants, la guerre étant terminée depuis plusieurs mois sur le territoire national. Ils ont bien du mal à prouver qu'ils ont été cent jours au contact de l'ennemi depuis septembre 1944 ! Peuvent-ils, enfin, se retrouver complètement dans l'ordre du jour de Chomel qui, adressé aux officiers, sous-officiers et volontaires aussitôt après la capitulation de Cordemais, n'évoque pas les combattants de l'ombre, ceux de l'intérieur de la Poche ?

"La garnison allemande de Saint-Nazaire a capitulé", dit-il. "Cette capitulation résulte sans doute de l'effondrement général de la Wehrmacht sous les coups que lui ont portés les armées françaises et alliées ; mais elle résulte aussi de la manière dont vous avez rempli votre mission. Il fallait contenir les forces allemandes de Saint-Nazaire sans distraire de l'effort principal un seul canon, un seul char, un seul avion. Vous l'avez fait avec une abnégation, un courage, un entrain auxquels vos chefs rendent hommage. Vous avez été des artisans indispensables de la victoire. Vous pouvez en être fiers. Demain vous entrerez (souligné par nous) dans ce dernier coin du sol de la Patrie. Souvenez-vous que vos compatriotes ont souffert plus longtemps que vous. Aidez-les".

Après s'être ainsi adressé aux soldats de la 25^{ème} D.I. et aux F.F.I. du département, le Général se tourne vers les libérés et aborde le problème des relations avec l'ancien occupant.

"Vis-à-vis de l'ennemi, quels que soient ses crimes, ne vous abaissez pas à des insultes ou des vengeances individuelles. C'est avec tout le poids de l'Unité nationale et de la réprobation universelle qu'il faudra châtier les auteurs d'Oradour et des camps de concentration. Restez dignes, fiers, disciplinés. Après avoir rétabli par votre courage les destinées militaires de la Patrie, élevez votre sens moral à hauteur de la civilisation dont elle doit être le guide. Je m'incline avec vous devant ceux qui sont morts pour que vive la France".

Quant au Préfet Vincent, il accompagne l'entrée des alliés dans la Poche d'un message aux habitants de la région nazairienne :

"Voici le département entièrement libéré, rassemblé dans la liberté et l'indépendance nationale, sous le signe du drapeau tricolore et de la Croix de Lorraine".

Cette profession de foi gaulliste est suivie de remerciements aux soldats et aux résistants. (C'est un civil qui s'adresse à d'autres civils !)

Viennent ensuite les indications pratiques qui paraissent limiter singulièrement la promesse écrite de l'acte de

Cordemais que les civils seraient, dans les huit jours, autorisés à rentrer dans la Poche :

"La Poche de Saint-Nazaire se trouve sous les régimes de l'état de siège... Tout transit entre la Poche et l'extérieur, aussi bien au nord qu'au sud de la Loire, est interdit. Des garnisons de troupes entourent la Poche afin de faire respecter cette interdiction".

Une anecdote à ce sujet : le père de M. Wright, ayant quitté Saint-Nazaire pour Nantes le 10 mai au matin, a bien des difficultés pour rentrer. Obtient-il un laissez-passer américain ? On lui en demande un français... puis un bilingue ! Finalement, il préfère se glisser dans une automitrailleuse, pour retrouver sa ville le samedi 12.

Il faut bien, enfin, suivre les conseils de prudence du Préfet, la zone étant minée : "Ne circulez pas sur les chemins habituels... N'allez pas dans les champs et les maisons abandonnées. Ne laissez pas courir les enfants. Ne touchez pas aux fils électriques...".

L'état de siège ne devant être levé que le samedi 9 juin à 20 heures, les autorités civiles sont, pendant un mois, soumises à celles de l'armée. Cela n'empêche pas l'autorité préfectorale de s'étendre à ce qui fut la Poche à partir du 10 mai. Comme dans toutes les villes de France de plus de 2 000 habitants, où le gouvernement de Vichy avait installé des délégations spéciales, il appartient au Préfet de rétablir les municipalités régulièrement élues. Il ne salue même pas Toscer, le maire de Saint-Nazaire désigné par Pétain, qui est venu l'accueillir à 11H30 au pont de Méan. Après le déjeuner, pris à La Baule... dans le même restaurant mais pas à la même table, le Préfet enjoint au maire de réunir son Conseil, afin d'en offrir la démission collective. Comme il n'est pas facile, en ces temps troublés, d'atteindre le quorum, une réunion a justement été prévue ce jour même à 14H30. Toscer n'est entouré que de trois conseillers, Terrien, Bracco et André, de l'ingénieur de la ville Gemptel, et du secrétaire Gaudant. La municipalité Toscer a vécu. Mais qui, sur injonction préfectorale, doit redevenir maire ? Blancho... à qui le pouvoir est transmis le 12, à 9H. Le hasard faisant bien les choses, c'est le vingtième anniversaire de son accession à la première magistrature de la cité. N'est-ce pas, cependant, faire fi de l'opinion de la plupart des résistants et du Parti Socialiste lui-même ? Blancho est en effet l'un des 84 parlementaires exclus de la S.F.I.O., lors du Congrès extraordinaire des cadres des fédérations socialistes reconstituées, en novembre 1944, pour avoir voté les pleins pouvoirs à Pétain. Bien sûr, il ne s'agit que d'une délégation provisoire, il se peut encore que les jeux ne soient pas faits...

La fête

Elle commence avec la capitulation des Allemands de la Poche, à l'annonce de la défaite du 3^{ème} Reich. Le 7 mai, en effet, c'est une explosion irrésistible de joie à Guérande, la foule bauloise chante la Marseillaise dans l'avenue de la gare et, à Pontchâteau, il en est de même devant la résidence de Benedetti qui a fait hisser le drapeau national.

Il y a un cérémonial à respecter : à Pornic, par exemple, l'ordre de pavoiser est donné le mardi 8 mai à 18 heures. Les cloches sonnent et Douet, de la fanfare pornicaise, claironne le salut aux couleurs à travers la ville. Devant la foule qui chante l'hymne national, un grand drapeau tricolore est en effet hissé sur le château d'eau. A Paimboeuf, le même jour, à la même heure, alors que les maisons se couvrent de drapeaux alliés, les trois couleurs sont hissées à la gendarmerie, puis à la mairie et aux Ponts-et-Chaussées.

L'élan populaire s'étale sur une quinzaine de jours. Les Pornicais et les Paimblotins, on vient de le voir, manifestent leur enthousiasme sans attendre les troupes libératrices, les Paimblotins presque jusqu'à l'aube du 9. L'entrée des alliés provoque un redoublement de gaieté à Pornic. A la Bernerie, où l'autorité militaire, en raison de la proximité du front, a demandé d'ajourner la fête de la Victoire et de la Libération, il faut attendre le lundi 14 pour que la joie éclate publiquement, mais l'on n'a rien perdu pour attendre, car en "ce jour ensoleillé si ardemment désiré pendant cinq ans", c'est un prisonnier libéré, Barreteau, qui hisse les couleurs, puis l'on assiste à un "défilé impeccable des troupes, magnifiques d'entrain et de tenue".

Quant à Saint-Joachim, "enfin purgée de ses sangsues nazies", c'est seulement le 25 qu'elle accueille "avec un enthousiasme indescriptible" la quatrième brigade de chasseurs à pied, commandée par le Capitaine Rolet, la cérémonie étant organisée par deux chefs F.F.I., Lanoye et Brossaud (extraits de la presse locale).

On aurait tort d'oublier que ces manifestations ont lieu en présence des Allemands, défaits, puis prisonniers.

A Pornic, le 8, d'après la "Résistance" un officier allemand tire une "balle dépitée" sur le drapeau français. D'après le même journal, cette ville fut aussi "le théâtre d'une scène qui dut être très rare dans le cours de l'histoire d'une guerre : ce fut de voir une foule compacte de civils français chantant la Marseillaise et croisant des soldats boches en armes qui s'en allaient sagement en colonne vers le champ de la Chalopinière où ils ne seront désarmés que plus tard par les autorités militaires alliées...". Il est d'ailleurs consolant, écrit notre journaliste, de voir les prisonniers boches reboucher les trous qu'ils avaient faits dans nos routes et démolir leurs chicanes et autres travaux qui entravaient la circulation.

Dérision et purification : les Guérandais font circuler un char évoquant la mort de Hitler...

Ici et là, le feu de joie est un symbole purificateur. A Piriac, où l'on en a déjà fait un avec le bois des chevaux de frise et le mât qui supportait la "guenille nazie", on en fait un autre après la procession en l'honneur de Jeanne d'Arc. "Ce feu, est-il encore écrit dans la "Résistance", était destiné à purifier le front (sic) de cinq années d'occupation allemande !".

Piriac n'est pas le seul endroit où la fête de la Victoire est associée à celle de Jeanne d'Arc, ce qui lui confère un caractère religieux. A la Bernerie comme à Guérande, à Batz comme à La Baule un "Te Deum" est célébré. A Batz, un cortège rassemblant une délégation des troupes françaises, les élèves des écoles, les adhérents des associations locales, les pompiers et une foule d'anonymes, se rend derrière la musique de l'Espérance, à l'église Saint-Guénolé. Le "Te Deum" est précédé de l'hymne à Jeanne d'Arc et d'un sermon patriotique du curé. Il est suivi de la "Marseillaise". Un peu plus tard, près du Monument aux Morts, les propos du chef des F.F.I. sont suivis du "Libera" et de prières. En l'église Notre-Dame de La Baule, le 13 mai, le chœur est réservé aux autorités, notamment le Préfet et le Général Chomel ; la nef centrale est occupée par les F.F.I., la police en tenue, les anciens combattants, les marins. Il y a tant de monde que la foule doit rester à l'extérieur. Après que l'on ait chanté le "Te Deum", c'est le traditionnel dépôt de la gerbe au Monument aux Morts ; mais aussi, La Baule étant "capitale", les troupes franco-américaines sont passées en revue, puis défilent "aux acclamations de la foule, aux accents d'une de nos marches militaires les plus populaires", avant de passer "sous un monumental arc de triomphe aux trois couleurs dressé devant l'hôtel Riche". Il y a même un concert au parc des Dryades, donné par l'Harmonie qui "depuis huit jours se dépense sans compter". Les rites religieux, militaires et civils se conjuguent donc, le peuple et les autorités sont en harmonie.

La fête présente ainsi des caractères contradictoires : c'est une explosion, spontanée, de joie populaire, d'autant plus vive que victoire et libération coïncident ; cependant, que l'on puisse célébrer en même temps la mémoire de Sainte-Jeanne d'Arc n'est pas pour déplaire aux notables. Ils ne peuvent qu'approuver ces propos du curé de La Baule qui, venant de faire un parallèle entre le 10 mai 1429 et le 10 mai 1945, prône l'union et la concorde puisque, dit-il, "il n'y a pas trop de Français pour refaire la France".

(Ces citations sont extraites de la "Résistance de l'Ouest" du 16 mai 1945).

N.B. : C'est le 8 mai 1429 et non le 10 que Jeanne d'Arc a délivré Orléans.

Les prisonniers allemands

27 000 soldats, 700 officiers, 2 Généraux, 2 Amiraux sont prisonniers des alliés. Le début de leur captivité a été fixé au 9 mai à 0 heure 1 minute. La mission militaire interalliée a préparé leur internement dans des écoles comme l'école Saint-Louis de Saint-Nazaire, et des camps, ceux de la Chalopinière et du Boismain à Pornic, celui de Savenay ou encore, juste retour des choses, camp Franco. On en regroupe aussi à La Baule. Cinq cents d'entre eux, conformément à l'acte de Cordemais, devront s'employer au déminage de la ville et de sa région, ce qui, on l'a vu, fait jubiler la population, mais n'est évidemment pas de leur goût ! Pourquoi, dira beaucoup plus tard l'un de ces "seconde classe", peu au courant des lois de la guerre, nous avoir fait trimer alors que nos nazis d'officiers se tournaient les pouces ? Ainsi vont les choses...

La situation de ces Allemands peut paraître quelque peu étrange : parfois en demi liberté, sans surveillance sérieuse, ils peuvent être l'objet de brimades (ceci pouvant d'ailleurs être en partie expliqué par cela). D'une part le Colonel Lanchon, commandant territorial de la Poche de Saint-Nazaire, peut recevoir du Commandant Desmars, le 23 juin, une note comme celle-ci : "Le 6 courant, passant à Saint-Nazaire, accompagné de plusieurs amis, nous avons rencontré, place Carnot, sept prisonniers allemands qui déambulaient tranquillement et sans aucun gardien. Le 17 de ce mois, un de mes amis, commerçant, établi à La Baule et dont le fils déporté politique revient de Buchenwald, a rencontré près de sa propriété de Saint-Marc (commune de Saint-Nazaire) deux prisonniers allemands qui se promenaient toujours sans aucun gardien".

Desmars affirme qu'il s'agit de faits courants et craint des incidents. D'autre part, dit-il en effet, "les populations commencent à en prendre ombrage (il y a de quoi...)".

C'est ainsi que, malgré l'opposition des autorités françaises, des actes d'hostilité sont parfois commis. Il y en a de mineurs : le 5 juin, par exemple, quelques jeunes F.F.I., par dérision, se font traîner en charrette à bras par des officiers allemands. Il en est aussi de beaucoup plus graves : les prisonniers étant remis aux Français par les Américains, le Capitaine Müller est aux mains du 32^{ème} R.I., celui-là même dont fait partie son accusateur, le sergent Allaire. Pendant ce qu'il appelle la "nuit sanglante de Méan-Penhoët", Müller est donc très malmené, lynché, et n'est sauvé que par l'intervention du Commandant Viaud, qui avait négocié avec lui l'évacuation des malades de la Poche.

Il sera soigné à l'hôpital de La Rochelle et libéré en décembre 1945. Quant à Rittmayer, il lui arrive d'être conduit, de nuit, presque nu jusqu'à Montoir, pour y être bâtonné. Lui aussi doit partir pour La Rochelle, mais le 8 juin, le train qui doit l'y conduire est mitraillé ; il en réchappe, mais les Colonels Mewig et Deffuer sont l'un tué, l'autre blessé.

Dès le 10 mai, les criminels de guerre sont recherchés par un Comité, que préside le Capitaine Elluard et dont le siège est au building à La Baule. Sur la piste d'un coupable surnommé "Grenouille", des F.F.I. le confondent, à Saint-Gildas des Bois, avec un Autrichien, Théo Damm, ayant pour sobriquet... "Peau de Grenouille". Amené au building, il y est torturé puis jeté par la fenêtre, le 18... (cf. "Peau de Grenouille", de J.A. Chalet, p.321-329).

Les Comités locaux de Libération

L'union des C.L.L. : Il y en a 46 dans ce que fut la Poche de Saint-Nazaire. Leur union a été préparée notamment par l'assemblée de Sainte-Reine, le 18 mars 1945, non sans que l'on devine certaines réticences. Ainsi le représentant du C.L.L. de Guérande de retour de Sainte-Reine, se félicite, le 21, parce que "l'union projetée n'aurait nullement le caractère politique qu'on craignait de lui voir prendre". Le secrétaire de ce même C.L.L., estimant que "les conditions de vie sur la côte et à Guérande dans cette partie de la presqu'île sont très différentes du reste de la Poche et que les besoins ne sont pas les mêmes", signale que "l'union projetée à Sainte-Reine est déjà mise en oeuvre dans la Presqu'île...". Il souhaite "l'institution d'un groupement par région", tout en reconnaissant "l'utilité de la combinaison de Sainte-Reine". Le 25, le C.L.L. de Pornichet approuve à l'unanimité les "considérations" des Guérandais. Celui de La Baule, la veille, a préconisé le regroupement dans l'une des trois zones envisagées, du Croisic, de Batz, du Pouliguen, et de La Baule-Escoublac, cette région formant "un tout économique". Ce particularisme, d'ailleurs, ne compromet pas l'unité de la Poche.

Dès le 18 mars, donc, les "délégués représentant la majorité des C.L.L. de la Poche" ont publié leur communication n° 1.

(A cette époque, dans des conditions qui sont encore celles de l'occupation, l'Union vise à s'agrandir, les C.L.L. voisins étant invités à se grouper par trois ; chaque groupe désignera son délégué à la prochaine réunion, délégué qui sera "d'office membre du bureau").

Il en ressort que les C.L.L. n'ont pas d'autres ressources que "les participations volontaires" de leurs membres ou des "organisations qui y sont représentées". Il n'appartient pas à l'Union d'approuver les "listes des membres des C.L.L.", mais elle peut envoyer au Comité Départemental de Libération des "rapports sur les cas à étudier de près". Elle a une fonction de lien, et, sur le plan local, éventuellement, de médiation. Son président, Le Pouezat-Guigner, est surnommé Job.

Deux tendances : Le rôle, déjà évoqué, des notables, n'exclut pas l'existence de courants politiques profonds. Soit la Chapelle Launay, exemple de commune rurale où le C.L.L. n'y est rien d'autre que "le groupe local de résistance". Or, ce collectif, dont la moyenne d'âge est d'environ 31 ans, est très ancré dans la classe ouvrière, comprenant un chaudronnier, son "responsable" Roger Baron, deux mécaniciens, dont son "adjoint" Albert Glotin, deux ajusteurs, un chanfreineur, un aide-chaudronnier, sans oublier un radio-dépanneur et un restaurateur. (D'après une liste des membres du Front National établie à l'époque).

D'après le témoignage oral de Joseph Lemoine, l'un des neuf membres, ce groupe comprend cinq adhérents ou sympathisants du Parti Communiste, dont lui-même, Thomas Alvarez, Georges Chédotal, Louis Guégan et surtout Roger Baron. C'est lui qui, sitôt la Poche libérée, organise les adhésions au Front National : il va comprendre la totalité des résistants sauf un, y compris les non communistes, de tendance socialiste ou sans opinion très précise, quoique de "gauche", Albert Glotin, Jean Billy, Alexandre Queneau, Victor Guichard. Il aura 23 autres membres, dont un seul agriculteur, Théophile Lemoine. Cette faible représentation ne fait que souligner, en milieu rural, le contraste entre le monde agricole, à dominante conservatrice et cléricale, et celui des salariés, voire des artisans. D'un côté reste intacte l'autorité des notables, de l'autre, favorisée par la présence des travailleurs nazairiens réfugiés, se propage l'influence communiste.

A Saint-Nazaire, la situation est assez différente. Dans le C.L.L., constitué juste avant le 8 mai, où la plupart des titulaires ont un suppléant, les partis politiques sont représentés par Jean Guitton et Henri Allonet pour la S.F.I.O., par Ganachaud et Le Contel pour le P.C., par Courtin et M^{lle} Métairie pour le parti républicain démocratique, seule formation de droite. Ces trois organisations se partagent le bureau, puisque Guitton est élu président, Le Contel secrétaire, et Courtin trésorier. La C.G.T. a pour délégués Marcel Le Cunff et Moreau, la C.F.T.C. Leray et Jacques puis viennent, dans l'ordre de présentation par la Presse, les organisations de Résistance.

On notera que l'influence communiste qui se diffuse à travers la C.G.T. réunifiée, se retrouve à l'Union des Femmes Françaises avec notamment Marthe Gallet, que supplée M^{lle} Dréan. Le Front National, où le rôle du P.C. est déterminant, est représenté par Ducro et Clavier. En revanche Libération Nord et les Femmes de Fusillés ont choisi des délégués socialistes, Broodcorens et Madame Vinçon. Au total, la S.F.I.O. ayant la présidence, la balance penche

en sa faveur.

Les heurts, s'ils existent, sont encore feutrés. Si, à Guérande, les F.F.I. se réunissent pour désigner un président du C.L.L., Chellet, du "réseau des trois clefs", il semble bien que ce soit pour prendre de vitesse les F.T.P., donc les communistes.

Fonctions des C.L.L. : La communication n° 1 de l'Union précise que les C.L.L. peuvent aider les municipalités, mais n'administrent pas. Il ne saurait donc y avoir de "double pouvoir". Les chefs militaires et les groupes de résistance de la Poche, réunis le 6 avril, notent que les F.F.I. et les résistants, donc les C.L.L., devront maintenir l'ordre "conjointement avec les forces officielles locales". C'est d'ailleurs pour cela que des brassards tricolores, au timbre de la Résistance, et des cartes d'identité spéciales sont distribués à la Libération pour authentifier les responsables.

Le 20 mai, à Saint-Joachim, se réunissent les délégués des C.L.L. de la Poche sous la présidence de "Job". Se voulant le porte-parole de la population, ils attirent l'attention du Comité Départemental de Libération sur les retards dans l'approvisionnement.

"Il serait urgent, disent-ils, que les services du ravitaillement fassent le nécessaire pour que les retards apportés par la suite de l'empochage, dans la distribution des denrées contingentées (sucre en particulier) soient comblés le plus rapidement possible et que, dans cette distribution, on mette sur pied d'égalité les réfugiés et tous les non producteurs, que les bons de chaussures continuent à être valables, ainsi que ceux de textiles qui n'ont pu être honorés, et qu'une attribution supplémentaire de ces bons soit attribué (sic) aux empochés".

Suit l'énumération précise des produits pharmaceutiques faisant défaut : poudre de talc, tétines, vaseline, biberons, liqueur de Labarague, bandes de crêpe de 0,07 et 0,10, éponges, sérum antidiphtérique, sérum isotonique, rétropithuine à 0,10, albuplast, bacs à lavement, bassins de lit, draps d'hôpital, sucettes (sic), racines de guimauve. Ces demandes, qui permettent de mesurer le degré de dénuement des empochés, sont suivies d'autres, relatives au transport des travailleurs. Les navettes ouvrières entre Redon, Blain et Savenay, d'une part, Saint-Nazaire, de l'autre, doivent être rétablies de "toute urgence", les horaires étant fixés après accord avec le syndicat ouvrier. On exige encore que soit mis fin rapidement aux inondations de la Brière et de la région de Tréhillac. Une préoccupation plus "politique" s'exprime avec l'exigence que la Résistance de la Poche se voie réserver "au moins 5 places" au Comité Départemental.

L'épuration

C'est le souci immédiat des résistants, ce dont témoigne le 7^{ème} point de la même adresse. Les C.L.L. de la Poche, en effet, méfiants, "exigent que l'épuration... ne soit ici ni lente ni aussi décevante qu'elle le fut partout ailleurs, estiment que ceux qui ont continué à trafiquer alors que la population subissait des restrictions sans cesse aggravées méritent un châtement exemplaire". L'on fait ainsi le point sur la situation, neuf mois après la Libération de Paris, et l'on attire l'attention sur l'injustice prolongée, et même aggravée, dont ont souffert les empochés.

La méthode : La voici telle qu'elle est décrite dans le "Populaire de l'Ouest" du 25 mai 1945. Les listes de collaborateurs ont été établies, avant et pendant l'empochage, par les renseignements généraux et le bureau de documentation de l'Armée puis, après la Libération, par les services américains. Durant "l'empochage" les dossiers des suspects de la presqu'île ont été mis au point à Nantes et à Angers. Ainsi, à la descente des trains d'évacuation, des policiers nantais ou angevins, spécialement préparés à cette tâche, pouvaient arrêter les coupables ou présumés tels. Sitôt la reddition effectuée, la police pénètre dans la Poche, y précédant même les militaires. La presqu'île est verrouillée et une vaste rafle, qui n'est pas tout à fait terminée quinze jours plus tard, est entreprise sous la direction du Commissaire principal Antonini, chef du service départemental des renseignements généraux. Les policiers quittent enfin la région, assurés, selon le "Populaire", de la "reconnaissance" de la population qui, grâce à eux, a retrouvé "l'air pur en quelques jours".

Il ne faut pas oublier non plus que, jusqu'au 9 juin, date de la levée de l'état de siège, les militaires contrôlent les passages aux "frontières" de la Poche. Les organes étatiques de répression jouent donc leur rôle.

Pour connaître le point de vue de la Résistance, il faut se référer à un texte relativement tardif de Guitton, puisqu'il est du 25 juin. Au cours d'une conférence de Presse tenue à Pornichet, il distingue deux catégories de collaborateurs, les traîtres qui relèvent de la justice, et ceux qui, ayant fait des profits illicites, rendront des comptes aux services financiers. L'échange des billets intéresse le président du C.L.L. comme moyen de repérer ceux qui ont "par trop gonflé leurs portefeuilles de 1939 à 1945". Il y voit un prélude au recensement des fortunes. ("Le Populaire de l'Ouest" du 27 juin 1945).

Au demeurant cette question divise socialistes et communistes. Pour les premiers la réduction de la masse

monétaire est une bonne politique, qui videra les "lessiveuses", pour les seconds, la seule façon de combattre l'inflation, sans frapper l'épargne de la paysannerie et des couches moyennes, sans nuire, par voie de conséquence, à leur alliance avec la classe ouvrière, c'est la bataille de la production.

L'enseignement tiré de l'épuration déjà pratiquée dans la France libérée n'est pas le même selon le côté duquel on se trouve : si les C.L.L., on l'a vu, trouvent cette expérience "décevante", n'étant pas menée assez énergiquement, le Commissaire Antonini demande à ses hommes de "profiter des circonstances exceptionnelles et de la situation de la région nazairienne, pour éviter les arrestations plus ou moins arbitraires" qui ailleurs, et plus tôt, avaient été inévitables. ("Le Populaire de l'Ouest" du 25 mai 1945).

La population ayant son mot à dire, quels rapports y-a-t-il entre les divers protagonistes de l'épuration ?

Un événement révélateur : La suspicion à l'égard des traîtres semble se poursuivre après la Libération, compte tenu, il est vrai, des singulières conditions de détention des prisonniers allemands. C'est ainsi que, le 22 juin 1945, le gardien de la paix Francis Renaud, chef de garage à la police de Saint-Nazaire, adjudant-chef mécanicien au groupe de La Baule, s'adresse au Commandant des F.F.I. nazairiens pour lui faire part de son étonnement, et de l'émotion de son frère "un sous-officier rapatrié d'Allemagne la semaine dernière". "N'ont-ils pas rencontré le 21 juin vers 22 heures, sur la route de Savenay à Montoir, une voiture hippomobile qui avait à son bord une femme française et deux sous-officiers allemands dont l'un tenait les rênes du cheval ? "La cordialité un peu trop flagrante qui régnait entre la femme et les deux prisonniers m'a incité à stopper le véhicule". "Il est apparu", écrit le policier, "que la femme était une cultivatrice de la Gravière en Donges prétendant avoir l'autorisation de faire travailler des prisonniers...". Mais quelle n'a pas été la surprise de nos deux Français, quand ils ont constaté que le fusil Lebel dont disposait la fermière était en réalité "placé... entre les deux prisonniers allemands !". Le Commandant est invité à prendre en compte le "prestige de l'Armée Française" et à faire disparaître de telles situations. Ce document est doublement révélateur, puisqu'il illustre d'une part le recours à la dénonciation (encore qu'il s'agisse ici d'un fonctionnaire de police) et, de l'autre, la hantise de la "trahison" de certaines femmes. La population fait la chasse aux traîtres et peut même, spontanément, punir...

Peuple et justice : Est-ce à dire que l'indispensable participation populaire à la détection des collaborateurs se fasse sans précaution ? Absolument pas. Les institutions nées de la Résistance font plutôt figure de "courroies de transmission" avec, pour règle, la prudence ; à preuve cette recommandation qui trouvait dans la communication n° 1 de l'Union des C.L.L., en mars 1945 : "L'épuration ne doit pas être l'occasion de faire de la politique locale ou d'essayer d'assouvir des rancunes personnelles. Elle doit permettre de frapper ceux qui sont vraiment coupables et non uniquement les lampistes...".

L'appel du 20 mai, certes, demande "aux patriotes et à tous les bons Français de faire leur devoir en dénonçant les coupables" mais Guittou, un mois plus tard, demande aux "justiciers" de ne pas garder l'anonymat, comme les infâmes délateurs de l'occupation.

Une dénonciation n'est d'ailleurs pas toujours nécessaire ; c'est ainsi que, deux ou trois jours avant la libération de la Poche, Jarnaud a été chargé de fouiller les archives de la Kommandantur de Savenay, afin d'y repérer les collaborateurs. C'est un agent de l'Armée de l'Atlantique, appartenant à "l'antenne avancée de Nantes".

Si dénonciation il y a, elle est passée au crible des C.L.L., la centralisation jouant ici un grand rôle. Par exemple, l'Union des C.L.L., dans la première communication déjà citée, demande à chaque Comité désireux obtenir des renseignements, de se faire connaître, d'indiquer le nom des collaborateurs et trafiquants recherchés, ainsi que les faits légitimant l'enquête ; en regard les C.L.L. susceptibles de donner des indications doivent se signaler. Quant aux Forces Françaises de Loire-Inférieure ayant investi la Poche, elles ont préparé un formulaire, transmis aux divers Comités locaux de Libération. Le "déclarant" doit décliner avec précision son identité, porter l'accusation "sous sa responsabilité" et donner "des renseignements précis et sûrs". L'autorité ayant reçu la déclaration, en général un C.L.L., doit émettre un avis, secret, sur le dénonciateur, la "personne mise en cause" et les "faits dénoncés".

C'est donc un travail de regroupement et de tri auquel sont conviés les C.L.L. S'agissant, par exemple, des dossiers transmis à celui de la Chapelle Launay en date du 18 juin, on y trouve des témoignages d'importance fort inégale, allant du propos malséant à la dénonciation aux Allemands et même au crime, en passant par la collaboration économique. Sur une dizaine de cas, onze personnes ont fait des dépositions individuelles, comme celle-ci :

Dossier A. "L'ayant trouvé dans la rue au moment de la défaite allemande et sachant qu'il collaborait, je lui ai dit ceci : Tes amis boches sont perdus, il faudra rendre des comptes. M. A. m'a répondu : Hitler n'est pas mort, l'Allemagne n'a pas perdu la guerre, je vais te le montrer de suite. Il est parti chercher un Feldgendarme pour m'arrêter ; le voyant venir, je me suis sauvé chez un camarade... chez qui ils ont perquisitionné ainsi que dans son jardin ; ne m'ayant pas trouvé, ils ont abandonné la poursuite en disant : nous verrons plus tard".

Il existe aussi des témoignages "collectifs", tel celui visant une "femme réfugiée de la région rouennaise", dont le fils est à la L.V.F. On l'accuse d'avoir essayé de faire coffrer plusieurs Français qui travaillaient au camp de la Berthelais, d'avoir été vue le 11 mars dernier à 15 heures avec deux Allemands assis sur ses genoux" et d'avoir dit

"Regardez comme ils sont mignons, on dirait deux poupons", et même le 8 mai, "quoiqu'il arrive je préférerais les Allemands aux Français".

Il va de soi que la plupart des témoins n'appartiennent pas au "groupe de la Résistance". Dans les plus graves affaires on note des interventions plus solennelles : c'est ainsi que dans le "groupe de Résistance" qui, tout entier, dépose contre une "femme sans scrupule" (la femme B.) d'une "vertu peu farouche" qui "s'est montrée en maintes circonstances d'une mentalité écoeurante". C'est que dans cette affaire l'honneur de la Résistance est en cause. La femme ne l'a-t-elle pas accusée d'avoir allumé cinq incendies, dont son neveu était coupable ? Quant à la famille C... accusée de trafic avec l'occupant, elle fait l'objet d'un véritable appel du Comité de Libération : "Nous notons que tout Français qui a connu ces 4 années et qui a conservé sa dignité et qui par surcroît a pu contrôler les faits et les gestes de ces collaborateurs notoires... doit être assez franc de pouvoir (sic) en témoigner". On peut citer enfin le long rapport touchant le meurtre d'Alphonse Lemoine, en février 1945 ; les personnes susceptibles de reconnaître l'assassin y sont citées.

En fait le dernier mot, quant à l'établissement des responsabilités, appartient aux appareils répressifs d'état. Les dossiers de la Chapelle Launay, d'abord manuscrits puis reproduits à la machine à écrire avec la mention "conforme à l'original", sont destinés au "cinquième bureau". Pour les C.L.L. il n'est pas question de se substituer aux policiers du Commissaire Antonini, pas plus qu'aux gendarmes. Sans doute en juin, est-ce une lettre anonyme qui, à Villeneuve en Escoublac, entraîne l'arrestation de 3 femmes, tenancières d'un café, épouse, belle-mère, et tante d'un ajusteur de Penhoët, André Bocéno, dont elles se sont débarrassées, en août 1944, en le faisant tuer par deux "clients" d'Outre-Rhin, "Heinrich" et "Joseph" ; mais l'enquête confiée à l'adjudant La Heur, chef de la brigade de gendarmerie de La Baule, "un spécialiste de l'épuration" (comme dit la presse) et à ses collègues de Villeneuve, est parfaitement classique. Il est même arrivé, fin mai, qu'une détenue de la côte soit relâchée, niant formellement les accusations portées contre elle. ("Le Populaire de l'Ouest" du 25 mai). (Nous avons désigné les personnes dénoncées par une lettre, qui n'est pas l'initiale de leur nom).

La collaboration économique pose un problème délicat, car il est difficile de distinguer les partenaires commerciaux de l'occupant de ceux qui ont simplement profité du marché noir entre Français. Les résistants de la Poche doivent tenir compte de la recommandation formulée, deux mois et demi avant la Libération, par les C.L.L. de Loire-Inférieure : "ceux qui ont fait des bénéfices scandaleux dans les opérations de marché noir" doivent évidemment être désignés au Président de la Commission des profits illicites (7 place Mellinet à Nantes), mais il est d'abord fait état des personnes "ayant travaillé pour les ALLEMANDS, soit directement soit par intermédiaire"... le mot essentiel étant en grands caractères dans le texte transmis par l'Union des C.L.L. de la Poche. Après la Libération l'échange des billets est du ressort des gendarmes, comme cet adjudant La Heur dont le travail, à La Baule, est achevé au plus tard à la mi-juin.

C'est à la police aussi que revient la tâche de rétablir la situation sanitaire, sous la direction de Legal, Commissaire chef du service des renseignements généraux pour Saint-Nazaire. Il transmet à Antonini, un peu avant le 25 mai, le résultat de son enquête, selon laquelle 600 femmes sont dangereuses et doivent être examinées par les médecins. 400 sont déjà internées, les autres échappant encore aux recherches. La population de la presqu'île et les soldats, nombreux sur les plages, sont donc mis en garde, mais le "Populaire de l'Ouest" du 25 mai précise que "toutes les arrestations dûes aux mesures d'hygiène ne seront pas maintenues, en principe, à moins que les délinquantes, en plus de fautes vénielles mais néanmoins très regrettables, n'aient à se reprocher des faits graves de collaboration"...

L'intervention populaire, spontanée, peut se manifester aussi, il est vrai, à l'étape du châtiment, quitte à anticiper sur lui. Des femmes sont tondues, sur la côte, à La Baule, au Pouliguen, où l'on reproche à l'une d'elles d'avoir trahi la confiance de son mari prisonnier et d'avoir eu un enfant d'un Allemand. Il y a eu également des femmes tondues à Pontchâteau, Savenay, Campbon. Ce sont les demoiselles D. qui sont accusées d'avoir dénoncé un couvreur et un éleveur de porcs, déportés par leur faute. Même à Saint-Lyphard, une fille est ainsi humiliée par certains des trente-quatre F.F.I. du village. Litoux, le maire, va pourtant jusqu'à "cueillir" lui-même, à l'entrée de sa commune, une femme de la Turballe, accusée d'avoir fait arrêter le directeur de la Société Générale de Guérande et soupçonnée d'être Capitaine de l'armée allemande ! Comme il veut la livrer en bon état aux autorités, il la cache dans une de ses fermes, la soustrayant à la colère de ses administrés. Chellet, à Guérande, voit les gendarmes maritimes lui amener des collaborateurs ; mais il s'oppose à ce que les femmes soient tondues. De tels gestes sont d'ailleurs condamnés par l'ensemble de la Résistance. Il est vrai qu'il en est de moins barbares. Ainsi, à Villeneuve en Escoublac, à peine connaît-on l'arrestation de la tante de Bocéno que des manifestants jettent des cailloux dans ses fenêtres, déjà ornées de croix gammées : simple accompagnement de l'action policière...

De toute façon il appartient à des organismes officiels d'infliger les peines, tribunaux locaux, comme celui de la villa Caroline, à La Baule, pour le marché noir, Cour de Justice et Chambre Civique pour la trahison. Les C.L.L. savent ce que signifie l'indignité nationale et à quel châtement elle expose quand elle est prononcée par la Chambre Civique : la dégradation civique, parfois complétée par la confiscation partielle ou totale des biens.

En conclusion on n'observe pas de double pouvoir, en matière de police et de justice, mais l'ébauche d'un

nouveau rapport du peuple à l'État.

Un bilan provisoire : S'il est possible, à la fin du printemps, de se faire une idée du motif essentiel des poursuites pour collaboration, il est trop tôt pour en connaître toutes les suites judiciaires.

Quant au contenu des accusations il apparaît que l'on s'oriente, principalement, vers la répression du "commerce" avec l'occupant... sous toutes ses formes. Et la collaboration idéologique ? dira-t-on. En fait, il n'existe aucun lien entre la liste de 93 collaborateurs nazairiens, du groupe "Rénovation Française", pour, la "réconciliation européenne" et "la solidarité franco-allemande", liste établie avant l'empochage, et la répression. Cette collaboration idéologique, déjà victime de la dispersion des Nazairiens, n'a pu que disparaître pendant la Poche, le Reich étant déjà, virtuellement, vaincu. Un certain "pétainisme" rural persiste pourtant, ce dont témoigne l'étrange "bal des collaborateurs" qui se tient à la Chapelle Launay... le jour même où l'on fête la Libération ! Il a lieu dans un café particulièrement compromis avec les Allemands et provoque l'indignation des patriotes, comme celui dont on a conservé la protestation manuscrite et qui soupçonne, à tort ou à raison, le bénéfice d'en être allé aux prisonniers allemands : "Heureusement que les bons Français veillaient et ont réussi à saboter ce sale travail et montrer à ceux qui ont vu les Boches partir à regret et pleurant à chaudes larmes, qu'il y avait encore des patriotes pour faire "pan" sur le nez de ces mercantis sans conscience autre que leur porte-monnaie cousu de galette impropre spéculée (sic) en gavant les Boches au détriment des petits Français des villes..."

"Mercantis", voilà le maître-mot. Prenons des exemples. Quinze personnes sont appréhendées, fin mai, par les gendarmes de Montoir, "pour trafic et collaboration", sans précision supplémentaire dans la presse. On peut donc supposer qu'une première catégorie comprend des affairistes, au demeurant, sans doute, de faible envergure : un négociant de Crossac, un électricien de Saint-Malo de Guersac, un marchand forain de Saint-Joachim et surtout trois débitants, dont deux hommes de cette localité et une femme de Trignac. Mais qu'est-il reproché exactement aux deux manoeuvres de Trignac et de Montoir, au Malouin et à la Trignacaise dont les professions ne sont pas indiquées, à la jeune Dongeoise qui n'en a pas ? La moyenne d'âge de toutes ces personnes est légèrement inférieure à 37 ans ; si les femmes forment 40% de l'ensemble, elles constituent 80% des moins de 25 ans... Elles ont, en effet 23, 22... 19 et 17 ans. Cette jeunesse ne laisse guère supposer une collaboration "politique", mais plutôt une "fraternisation", une intimité trop poussée avec l'occupant. Une autre information policière, relative au littoral, fait connaître l'arrestation de deux habitants de Pornichet, un plombier et un accordeur de pianos, d'une Bauloise et, voici qui est clair, d'une "fille soumise" de Sainte-Marguerite.

Le dénominateur commun aux diverses formes de collaboration paraît être l'argent. A la Chapelle Launay, un seul dossier, touchant l'interprète dénonciateur H. Hendrish, n'implique aucune histoire de "gros sous". Dans la même commune, le C.L.L. n'a que deux fermiers dans son colimateur, dont ce M. E. de la Gautrais, accusé d'avoir livré "des produits de sa ferme à des prix frauduleux". S'il n'est pas surprenant, le commerce incriminé touchant le ravitaillement, que l'épuration vise le milieu rural, elle frappe moins les cultivateurs que les intermédiaires, professionnels (bouchers, charcutiers,...) ou d'occasion, de toute profession, les cafetiers étant bien placés pour jouer ce rôle.

Les déclarations enregistrées à la Chapelle Launay peuvent évoquer, sur le plan économique, des faits mineurs, peu convaincants en eux-mêmes comme celui-ci :

"Je déclare en toute sincérité que j'ai entendu par hasard une conversation entre le nommé F. et un soldat allemand. Voici le texte de cette conversation : C'est bien trop cher pour des betteraves, disait l'Allemand (je n'ai pas pu comprendre le prix), sur quoi F. lui a répondu : Si tu les trouves trop chères, va les chercher ailleurs".

Dans le cas de la femme B. c'est d'un véritable commerce triangulaire qu'il est question puisque, en échange de viande et de beurre, les occupants "lui donnaient des paillasses, de la toile et différentes choses volées dans les villas de la côte"... dont elle se servait pour obtenir du beurre dans les fermes !

Quant à l'affaire C., elle est la plus remarquable. Sa famille tenant, en plus d'une charcuterie, un café sur le champ de foire, il paraît qu'une faible part de la charcuterie était vendue à la population civile du canton, que l'on profitait pourtant de cette occasion pour ramasser "à un prix prohibitif des oeufs", et encore que le beurre était livré chaque jour par la fromagerie à 100 francs la livre, au lieu de 30 à 35, oeufs et beurre servant à "la préparation des plats destinés aux Allemands... Il en résulte que les habitants non producteurs et les réfugiés éprouvaient de grosses difficultés à se ravitailler à des prix si élevés". Le rapport précise bien que ces relations "qui révoltent tout bon Français", ont continué après août 1944, pendant l'empochage.

Qu'advient-il de toutes ces enquêtes ? La "villa Caroline" condamnera de petits délinquants, mais, selon Alcide Moret, les témoins à charge reçoivent des lettres de menaces. Les femmes de la famille C. seront emprisonnées une quinzaine de jours, puis relâchées. Les filles D. de Campbon seront condamnées à 5 ans de prison, à l'indignité nationale à vie et à l'interdiction de séjour, mais la femme de la Turballe, arrêtée par Litoux, sera plus tard... candidate à un poste dans l'État-Major français en Allemagne ! (la mairie d'Herbignac fera sur elle un rapport défavorable).

Aussi bien, le 13 septembre 1945, l'Amicale des Résistants de la Poche fera-t-elle un constat de carence : "L'épuration ne se fait pas". Ce sera, déjà, un peu, le temps de la Libération trahie mais, en cette fin de printemps, on croit encore en la justice : "A quand la véritable épuration ?" avait conclu notre patriote indigné de la Chapelle Launay. Guitton, fin juin, en parle encore au futur...

Contradictions et compromis politiques

Il n'y a pas plus de double pouvoir dans le domaine administratif que dans celui de la répression.

Dans les communes de moins de 2 000 habitants, où le gouvernement de Vichy avait nommé des maires, "il est normal", dit la communication n° 1 des délégués, que "les membres des C.L.L. soient désignés pour remplacer les conseillers municipaux révoqués, démissionnaires ou disparus". La plupart des maires sont maintenus, tel, bien entendu, Litoux à Saint-Lyphard ; dans les cas un peu douteux, les électeurs jugeront... mais le maire de la Bernerie, l'avocat nantais Louis Gautier, nommé juge de paix de Beauvoir et de Noirmoutier par Vichy après sa démobilisation, est révoqué. A Guérande, le maire Pichelin est évincé par Challet qui déclare "Je m'installe à la Mairie". Jarnaud est chargé par Ganachaud, au nom du C.D.L., d'indiquer des personnalités qui, dans son secteur, seraient susceptibles d'exercer des responsabilités municipales. Ses conseils étant suivis, le docteur Halgand et Bozec, un directeur de la laiterie, remplacent respectivement, les maires décédés de Savenay et de la Chapelle Launay. L'ingénieur Morvan s'installe à la mairie de Donges, à la place du royaliste Gramont, tandis que Narcisse Tremblay, un autre directeur de la laiterie, est substitué à Lecour-Grandmaison, maire de Campbon devenu conseiller national de Pétain !

Des précautions sont prises : si un réfugié peut être membre du C.L.L., il ne peut entrer au Conseil Municipal. On prend grand soin de désigner comme maires des gens assez "modérés" (parfois de tendance radicale) pour être confirmés aux prochaines élections. Quant à Bozec, on lui donne même la présidence du C.L.L. N'est-ce pas l'indice d'un compromis entre la Résistance et les notables, pourvu qu'ils aient eu une attitude correcte ? Au demeurant les réunions du C.L.L. de la Chapelle Launay se font rares (trois ou quatre) et la vie politique "normale" reprend ses droits, avec la reconstitution des partis, notamment du P.C., réorganisé par Baron lui-même.

Le cas Blancho : A Saint-Nazaire, la coexistence de la délégation spéciale, confiée à Blancho par le Préfet, et d'un C.L.L., n'implique pas non plus la dualité du pouvoir, et pourtant... Le 9 juin 1945, la "Tribune socialiste", organe de la Fédération socialiste de la Loire-Inférieure, publie un article de Gosselin, son délégué à la propagande, d'une grande violence à l'encontre de l'ancien maire de Saint-Nazaire :

"Notre parti n'a pas échappé aux effets de la tourmente qui, en 1940, a bouleversé la France... Ces guides qui, en principe, devaient être les meilleurs d'entre nous, se sont révélés comme des suiveurs... au moment critique de la douloureuse épreuve que fut, pour les Français, l'avènement du vieillard cacochyme Pétain... Un guide n'a pas le droit de se tromper... C'est tellement facile d'écouter les strophes de la "Marseillaise", même quand elle est injectée du sang un tantinet plus rouge de "l'Internationale". Beaucoup plus facile que de dire "non". Nos élus de la Loire-Inférieure n'ont pas su dire "non !"... Ils se sont ainsi classés nettement à la place qui était la leur, celle des arrivistes et des félons, véritables champignons vénéneux de la politique... quels que soient en définitive, les mobiles qui ont dicté le vote de Vichy... Le moins que l'on puisse faire, c'est d'éliminer de la direction des affaires publiques de tels éléments... Arrière donc, messieurs les fossoyeurs !".

La section nazairienne du Parti Communiste se félicite de cette mise au point on ne peut plus nette. Le Congrès National de la S.F.I.O., en août 1945, confirmera cette attitude, mais il va falloir compter avec les amis nazairiens de Blancho.

Il n'a pas attendu la libération de la Poche pour prendre contact avec eux, à Nantes. En octobre ils ont voté à l'unanimité un ordre du jour, le remerciant de "s'être spontanément présenté", le félicitant de "sa fidélité au parti et aux institutions républicaines", l'assurant de leur "indéfectible confiance" et demandant surtout "instamment au Comité Départemental de Libération... de le relever de la déchéance prévue par l'ordonnance du 21 avril 1944 et de le rétablir dans ses fonctions de maire de Saint-Nazaire, fonctions qu'il assumait si dignement dans le passé et est toujours digne d'assumer".

A Couëron, une vingtaine et, à Blain, une douzaine de socialistes ont voté des motions identiques. (Ces chiffres sont donnés par l'hebdomadaire communiste "Clarté", évidemment peu favorable, mais Blancho, dans le plaidoyer dont il sera question plus loin, n'en donne pas d'autres. Il précise simplement qu'il lui a manqué une voix à Couëron).

Le 31 octobre 1944, la Commission des conflits de la S.F.I.O., à Nantes, tout en blâmant l'ancien maire de Saint-Nazaire, a demandé au Comité directeur du Parti de réintégrer le "citoyen Blancho" dans son sein, sans clauses restrictives. Surtout, quinze jours plus tôt, malgré l'opposition de ses membres communistes et socialistes, le C.D.L. s'était lui-même exprimé : Le C.D.L. "constate que celui-ci (Blancho) a fourni une participation directe et active à la Résistance... décide de relever M. François Blancho de la déchéance prévue par l'ordonnance sus-visée, demande à M. le Préfet de le réintégrer dans ses fonctions de maire".

Et voilà sur quoi peut s'appuyer Vincent pour réhabiliter Blancho...

Celui-ci, dès la libération de la Poche, ne perd pas son temps. Le 13 mai, à Redon, il se déclare prêt, quoiqu'il en soit, à obéir aux décisions du parti ; il défend sa cause devant les ouvriers sur le terre-plein de Penhoët ; il répond à la "Tribune" par un long plaidoyer écrit.

On s'oriente d'ailleurs vers un compromis. La délégation, Conseil municipal provisoire, qui siège normalement au "Family Hôtel" de Pornichet, tient une séance symbolique le 9 juin 1945 (le jour de l'attaque de Gosselin) devant les ruines de l'Hôtel de Ville de Saint-Nazaire, en présence de Vincent, de Benedetti et de Dupoizat, du Capitaine Le Gac et de Henri Nassiet. Or, parmi les conseillers, aux côtés de Blancho, figure la "vieille garde"... blanchotiste : Escurat, Jaffre, Toupin, adjoint pour Méan-Penhoët depuis 1929, Allanet qui appartient aussi au Comité local de Libération, mais ayons soin de ne pas oublier Broodcorens, membre de ce même C.L.L. et, surtout, du Comité départemental de Libération. Quant à Guitton, président du C.L.L., il se pose en défenseur de Blancho.

La S.F.I.O. joue un rôle dans la reconstitution de l'État, dans le sens alors souhaité par de Gaulle (abstraction faite des divergences ultérieures) ; mais comment assurer la nécessaire implantation locale de ce parti ? Face au courant issu de la Résistance on va préférer le bon vieux blanchotisme, il est vrai peu... gaulliste, mais qui présente l'avantage d'avoir, ici, une base populaire réelle.

Ce qui est en cause, c'est le rapport des masses à l'État. La tendance à la démocratie directe, contradictoire avec la délégation du pouvoir, ne peut être combattue que par le recours "aux notables", de préférence "de gauche", même s'ils se sont compromis, pourvu que ce ne soit pas... jusqu'au bout, surtout s'ils ont une réputation de "sagesse"...

Conclusion

Aux municipales d'octobre 1945, les maires désignés par les C.L.L., sur les conseils de Jarnaud, seront confirmés par les électeurs, sauf Tremblay... qui préférera se faire élire sur la liste conduite par Lecour-Grandmaison ! Si grande est encore la puissance des notables... Les résultats traduiront, dans les villes de la Poche, la poussée communiste, mais, à Saint-Nazaire, les socialistes enlèveront tous les sièges et Guitton, élu maire, se présentera comme exerçant l'intérim avant le retour de Blancho. Tout va, décidément, rentrer bientôt dans l'ordre... En tout cas le pire a été évité : de L'Amgot (gouvernement militaire allié des territoires occupés) que les Américains n'ont pas réussi à imposer à la France, donc à la Poche, il ne reste que les billets, forts semblables au dollar, qui ont été vainement imprimés. On les a parfois donnés en échange des coupures françaises. Ironie de l'histoire : dans la caisse d'un trésorier du Front National, il est resté, pour toute fortune, et comme souvenir, l'un de ces billets. (Témoignage de Monsieur Jarnaud)

État de la Poche

Après la reddition des forces allemandes, le 11 mai 1945, comment allons-nous retrouver Saint-Nazaire, l'arrière-pays et le littoral ?

Saint-Nazaire : État de la ville

Les libérateurs découvrent avec tristesse cette cité martyre, frappée à mort. Le 28 février 1943, l'aviation alliée déverse sur la ville des bombes explosives à effet soufflant qui rasèrent les maisons, des bombes incendiaires par milliers, de tous les modèles : bombes incendiaires crayons, bombes à liquide incendiaire. Les façades des maisons tombent et les ruines s'enflamment.

Que reste-t-il de la cité à la Libération ? Des chantiers anéantis, un port déserté, une ville écroulée d'où émerge la base sous-marine qui apparaît plus puissante et indestructible que jamais.

État des maisons détruites ou endommagées au cours des bombardements aériens de 1939 à 1945

	<u>Pourcentage de destruction</u>
Maisons détruites	à 100% : 3 690
Maisons endommagées	à 75% : 1 510
Maisons endommagées	à 50% : 1 500
Maisons endommagées	à 25% : 1 200
Maisons intactes	100
Total des maisons	8 000

De ce tableau, il ressort une évidence concernant la puissance destructive des bombardements alliés sur la ville. Sur 8 000 maisons que comptait la cité, 6 700 sont détruites à 50% et plus. Ce qui représente près de 83% des habitations très endommagées. Saint-Nazaire a subi près de 50 bombardements. Les bombes, lancées en chapelet en direction du port, tombent fréquemment sur la ville par l'effet de tirs trop courts.

La population

Les Nazairiens à la suite des bombardements ont évacué la ville. Celle-ci est pratiquement morte, les réseaux d'égoûts, la voirie, l'alimentation en eau, gaz et électricité quasiment anéantis.

En 1942, Saint-Nazaire compte encore 48 000 habitants. La population passe à 15 000 à partir de 1943 et, enfin, en 1944, il ne reste plus dans la cité en ruines que 39 fonctionnaires qui assurent le service public devant l'occupant.

Depuis 1943, la population s'est réfugiée dans un rayon excédant parfois 100 kilomètres, guettant le moment propice pour réintégrer la cité. A la libération de la Poche, se pose le problème du retour. La précarité des conditions de vie dans la ville, dépourvue de tout, entraîne la constitution d'un "Saint-Nazaire extra-muros". Il faut rassembler la population le plus près possible de la ville détruite, de manière à avoir tout auprès la main-d'oeuvre qui, le moment venu, devra relever la cité et remettre en route les activités économiques.

Se pose alors le problème du relogement, de la recherche de toits pour abriter les sinistrés. Les communes voisines, qui ont moins souffert que Saint-Nazaire, recueillent cette population. D'abord les stations balnéaires : Saint-Brévin, Pornichet, La Baule, Le Pouliguen disposant de villas et d'hôtels. Mais la chose ne s'avère pas simple, beaucoup de maisons sont déjà occupées par des réfugiés, ou la troupe alliée, ou encore par un membre de la famille du propriétaire dans le but d'éloigner "le spectre" de la réquisition. D'autres cités, plus éloignées de Saint-Nazaire, recueillent également des réfugiés : Pontchâteau, Savenay, Nantes... et combien y en a-t-il dans les villages !

Réfugiés à partir de fin 1945

- Saint-Brévin, La Baule,	environ
Pornichet, Le Pouliguen :	16 800
- Pontchâteau :	1 000
- Savenay :	1 000

Le Port

La renaissance de Saint-Nazaire à la Libération ne peut venir que de la mer. Aussi est-il nécessaire de remettre en état le port et libérer ses voies d'accès ! L'état des lieux n'est pas brillant. Les terres-pleins du port sont défoncés par les bombes et hérissés de blockhaus, de fortifications allemandes dont la plus importante est la base sous-marine. Les bassins et les chenaux sont barrés par des épaves, la forme entrée Louis Joubert est inutilisable, le système de balisage et de signalisation maritime en très mauvais état.

Sur les quais, le matériel de manutention et de stockage est détruit, bien que le gros oeuvre du port ait peu souffert des bombardements et de l'occupation allemande.

On comptait sur les quais en 1939, à Saint-Nazaire, 23 engins de déchargement, à la Libération, rien ne fonctionne. Il ne reste que 1 650 m² de hangars, remis rapidement en état sur les 13 388m² disponibles en 1939. Quant aux postes à quai nécessaires au trafic commercial, seuls 4 postes, sur les 30 d'avant-guerre, peuvent accueillir des navires.

Pour permettre un fonctionnement normal du port, il faut dégager les épaves qui encombrant les bassins et l'avant-port.

Dans le bassin de Penhoët, près de la forme-écluse n° 1 et entre la 2 et la 3, un escorteur est échoué ainsi qu'une porte d'écluse de 13 mètres. Près de Perthuis toujours dans le bassin de Penhoët, un chapelet de chalands et de dragues coulés rend inutilisable la forme Joubert, et le quai des Grands Puits, près des douanes. A cela, s'ajoute l'épave d'un pétrolier de 60 mètres coulé face aux douanes.

Le bassin de Saint-Nazaire est moins engorgé, les épaves moins nombreuses et de plus petit tonnage (remorqueurs, chalutiers, vedettes-sardinières). Un bardeau bloque l'entrée sud ou Petit Sas, devant chacune de ses portes et le rend inutilisable. Quant à la forme écluse Joubert longue de 350 mètres, elle contient l'épave du torpilleur "le Campbelton", que les Anglais avaient fait exploser contre le caisson sud de la forme-entrée, ainsi que celle d'une plate-forme. A chaque extrémité un batardeau bloque cet ouvrage qui depuis 1942 a vu sa porte écluse, côté mer, détruite lors de l'opération "Chariot". Cette forme entrée sera rapidement remise en état, par la découverte à Gustavburg (Allemagne) d'une porte écluse construite par les Allemands pour le port de Saint-Nazaire et vendue par les Américains qui l'ont saisie.

Depuis longtemps les phares de l'entrée de la Loire sont éteints. Éteints en 1939, puis rallumés par les Allemands au début de l'occupation, ils s'éteignent à nouveau dans l'inaction. Quelque temps avant la libération de la Poche, les Allemands envisageaient de les faire sauter. La menace découverte par les Français, ceux-ci réussissent, à la barbe et au nez des occupants, à démonter l'optique des phares et les mécanismes, afin de les cacher à la campagne. Ils réussissent ainsi à préserver du matériel qui est rapidement remis en place et en fonctionnement dans les phares du Four, de la Blanche, des Grands Charpentiers et du Pilier. Le port de Saint-Nazaire, grâce à l'effort collectif, est rouvert au trafic le 11 août 1945. En ce qui concerne le trafic entre Nantes et Saint-Nazaire, il faut d'abord libérer le chenal, où les Allemands ont coulé des bateaux. Le chenal libéré, le trafic pourra reprendre.

Les Chantiers

Le problème de la sauvegarde du port de Saint-Nazaire a dominé toute la vie officielle de la "Poche de Saint-Nazaire", pendant les 9 mois qu'a duré cette ultime occupation. Le port n'avait que peu souffert (contrairement à la ville) des bombardements alliés, principalement américains : les Chantiers avaient pu sauver l'essentiel du matériel, mais le taux de destruction des divers ateliers et bâtiments, construction navale et S.N.C.A.S.O., oscillait entre 60 et 100%.

Par exemple, à la Société Nationale des Constructions Aéronautiques du Sud Ouest (S.N.C.A.S.O.) de Saint-Nazaire, toutes dispositions étaient prises dès 1940 pour transférer l'usine à Casablanca, mais au dernier moment le projet ne fut pas mis à exécution. Cependant en 1943, les bombardements alliés détruisirent ou endommagèrent près de 9 000 m² de bâtiments. Le personnel de l'usine est détaché avec l'anéantissement de Saint-Nazaire. On trouve des travailleurs de la S.N.C.A.S.O. mutés dans d'autres usines de la Société, à Pontchâteau, Nantes, Saint-Jouin, Le Mans, Paris et Amsterdam. Au moment de la formation de la Poche, dans l'usine de Saint-Nazaire, il ne reste plus que 280 travailleurs et moins de 190 en juin 1945, y compris tous les détachements. De même, les machines et le matériel, après les bombardements de novembre 1942 et février 1943 sont évacués vers les lieux cités ci-dessus.

Ainsi, une grande partie des machines, des matières premières, de l'outillage a pu être mise à l'abri en France ;

l'autre partie est réquisitionnée et transportée en Allemagne. Les Allemands occupent complètement l'usine et la transforment tout d'abord en camp allemand, et, aussitôt après la formation de la Poche, elle devient un camp de prisonniers pour les soldats alliés et pour les résistants ou les suspects.

L'oeuvre de reconstruction des chantiers nazairiens se heurte à deux sortes de difficultés, manque de matériel d'une part et de main-d'oeuvre d'autre part. Cependant, les établissements nazairiens reprennent leur activité industrielle dès 1945. Pour les chantiers navals, la préoccupation majeure est la réparation des navires de commerce et de guerre. De même des constructions neuves sont en voie d'achèvement comme le pétrolier "Vendée", le navire de commerce "Barje". On procède à la mise sur cale de construction du pétrolier "Astarté". Le manque de main-d'oeuvre dans les chantiers est la conséquence du fait qu'il faut aussi reconstruire les ateliers et les bureaux détruits tout en effectuant des activités navales ou aéronautiques. En 1945, 21% des ouvriers de la construction navale s'occupent de la reconstruction des superstructures détruites. Ainsi aux chantiers de Penhoët, la superficie des espaces couverts est de près de 97 000 m². A la S.N.C.A.S.O., au cours des travaux de remise en état, en 1945, il est déblayé, par le personnel de l'usine, à l'aide de brouettes et de wagonnets, 1 250m³ de débris divers et 250 tonnes de ferraille et barbelés pour une surface couverte d'environ 26 000 m².

Dans les premiers mois qui suivent la libération de la Poche, la difficulté des transports rend compliqué l'acheminement des ouvriers, éparpillés dans la Loire-Inférieure, vers les lieux de travail qui se situent principalement dans la Basse-Loire. Une grande partie des ouvriers fait le trajet du domicile au lieu de travail à bicyclette, certains utilisent le bac de Mindin/Saint-Nazaire ou le chemin de fer local, lorsque les voies ferrées sont rétablies. D'autres encore utilisent les camions de l'usine transformés temporairement en bus. A la S.N.C.A.S.O., la dispersion du personnel sur tout le département, 5 ouvriers à Sévérac, 3 à Saint-Lyphard, 8 à Saint-Étienne de Mont Luc, etc. fait que les trajets aller et retour cumulés pour l'ensemble du personnel, représentent 45 000 kilomètres, soit plus du tour de la terre chaque jour !

Effectifs du personnel employé au 4^e trimestre 1945

Aux chantiers navals Loire :	2 335
Aux chantiers navals Penhoët :	2 317
A la S.N.C.A.S.O. :	1 306

Les Forges de Trignac

Si les installations industrielles de Saint-Nazaire ont souffert des bombardements alliés, Trignac et ses Forges n'ont pas été épargnés. Le bombardement le plus destructeur fut celui du 22 novembre 1943 qui détruit l'usine et une grande partie de la ville et des écarts. Furent détruits dans l'usine : des pompes, une centrale électrique et un four à coke.

La destruction du four à coke est le résultat de la chute d'une bombe sur la cheminée, haute de 70 mètres, qui s'effondre sur le four et l'écrase dans un nuage de poussière. Les Allemands achèvent la ruine des Forges et pillent le matériel allant jusqu'à faire disparaître les conduits de gaz.

La région nazairienne a beaucoup souffert des bombardements et de l'occupation. Les Allemands, à leur départ, nous laissent de "Kolossals" cadeaux : Mur de l'Atlantique, 2 000 exploitations agricoles dévastées, le Grande Brière inondée, un cheptel diminué de 50% dans les communes avoisinant la ligne de feu.

Le Mur de l'Atlantique

A partir de la Sensie, un peu après Savenay, commence la longue série des ouvrages bétonnés qui constituent le mur de l'Atlantique.

Ce mur est dissimulé dans les campagnes, les prairies, sur les collines et camouflé dans le style de la région qu'il traverse : "Style Brière" ou "Style Côte d'Amour". A la Libération, il est devenu pratique. Dans tel blockhaus, le cultivateur remise ses outils, le marin pêcheur entrepose ses filets. La partie du "mur" qui s'étend de Pornichet au Pouliguen, se résume à une quinzaine de murailles en béton, élevées sur les emplacements non construits du remblai.

Sur ces murailles sont reproduits, à la peinture, des arbres, des barrières, des fenêtres et des portes... pour tromper l'ennemi ! A Pen Bron, les occupants avaient fait construire une citadelle, comprenant 27 fortins placés aux points stratégiques et défendant l'entrée du Croisic, la lagune et le port de la Turballe. A Saint-Nazaire, noeud vital et principal point fort de la Poche, les Allemands avaient très bien défendu les quais et la base sous-marine. Jusqu'au lundi soir 7 mai 1945, les occupants minaient les installations de la grande forme de construction et de lancement des Chantiers de la Loire. Des navires bourrés d'explosifs étaient amenés dans le port ; un barrage antichars avait été aménagé, des champs de mines défendaient la ville, des mitrailleuses barraient chaque carrefour.

Le maître-d'oeuvre de la défense allemande était le Major Sabotho, ancien chef du Génie dans la Poche de Saint-Nazaire. Il était aussi l'inventeur des V4. Les V4 sont des fusées de 40Kg. chacune, en général quadruples, explosives, incendiaires, propulsées électriquement. 450 de ces engins existaient sur leur "rampe" de lancement autour de la forteresse de Saint-Nazaire. 380 ont été désamorçées après la libération de la Poche. C'était la dernière ligne de résistance en cas d'investissement. Depuis son arrivée de Russie, le Major dirigeait les travaux de minage de la Poche. Puis au moment où la "forteresse" de Saint-Nazaire fut bloquée, il assura les barrages par où pouvaient surgir les soldats français et alliés. Tous les passages de la Poche étaient piégés, farcis de grenades, de mines légères (S. mines), de mines antichars (Telev-mines) et de mines improvisées : mines de bois indétectables, mines fusées propulsées électriquement !

Le déminage

Avec la libération de la Poche, la question du déminage est à l'ordre du jour de manière pressante. C'est un travail complexe et très dangereux, quand on sait qu'il y avait plus de 300 000 mines posées dans le département, dont 25 000 entre Batz-sur-Mer et le Croisic.

Depuis la Libération, cette opération incombe au service de déminage dirigé à Nantes par un ingénieur du génie rural et représenté dans la Poche par le Capitaine Dubois. Une aide précieuse, la capture du Major allemand Sobotho en possession des plans, permet de connaître en partie la position des principales mines. Mais on ignore totalement le "travail" des pionniers partis pour l'Allemagne avant l'arrivée dans la Poche du chef du Génie chargé du minage. Alors on s'organise. Après des difficultés multiples, le service de déminage est arrivé à former 1 500 prisonniers allemands répartis en 43 commandos.

Et c'est le début d'un long et dangereux travail. Certaines mines, comme les "S. mines", sont particulièrement meurtrières et difficilement détectables. Il faut souvent des journées entières avec un détecteur pour arriver à en localiser quelques-unes. Dans le déminage à la "baïonnette", des équipes de 5, 6 ou 7 hommes travaillent en ligne sur le champ. Chacun d'eux doit examiner 50 cm de terrain et "piquer" tous les 5 cm. Les mines repérées sont ensuite enlevées, désamorçées sur place. Il faut aussi vérifier soigneusement les bas-côtés des routes, sans oublier, dans les no man's land, chaque haie, chaque arbre, chaque talus.

Victimes des mines

Bien que le travail de déminage soit effectué avec rapidité et prudence, des accidents ont lieu. Le danger que présente les mines pour la population qui circule dans la Poche, a obligé l'autorité militaire à placarder des consignes. Elles recommandent aux gens de se méfier, lorsqu'ils circulent dans la zone reprise à l'ennemi, et de regarder où ils mettent les pieds. Une disposition a été adoptée pour indiquer les points dangereux où toute circulation est interdite. Cette signalisation comprend 3 panneaux :

- a) un triangle rouge avec l'inscription : mine,
- b) un rectangle rouge avec l'inscription : route minée,
- c) une grosse flèche rouge et blanche portant l'inscription : passage déminé.

De même, tout propriétaire, usager ou occupant d'un terrain miné doit l'enclorre et le signaler par un écriteau (terrain miné). Il est interdit de détruire les repères, panneaux et inscriptions en allemand ou en anglais, indiquant l'emplacement des mines.

Malgré toutes ces précautions, des drames ne purent être évités. En septembre 1945, sur une plage de Pornichet, une mine anti-chars allemande explosa et fit cinq victimes. Quatre moururent, la cinquième fut grièvement blessée à la tête. Ces cinq innocentes victimes faisaient partie d'une garderie de vacances, placée sous la surveillance d'un ecclésiastique. L'un des enfants aperçut un fil de fer qui sortait du sable, et tira dessus. Malheureusement ce fil de fer relié à une des mines anti-chars déclencha le détonateur et provoqua l'explosion qui projeta à plusieurs mètres les enfants déchiétés. La déflagration brisa les carreaux des maisons voisines situées sur le remblai.

Un militaire français passa près d'une villa à la Pointe, il sauta sur un piège, et fut assez gravement blessé aux jambes. Cette villa avait été occupée par les Allemands, qui, avant de partir, l'avaient piégée.

De l'autre côté de la Loire, dans les communes de Saint-Père-en-Retz, Saint-Michel Chef-Chef et Saint-Brévin, les habitants vécurent un drame. En mars 1945, des cultivateurs demandèrent aux troupes d'occupation de creuser une tranchée d'écoulement entre la Brive et la mer, afin que leurs terrains ensemencés ne soient pas inondés à cause des fortes pluies. A la suite de plusieurs démarches, l'autorité militaire allemande accepta la requête des paysans.

Les 15 et 16 mars, une trentaine de paysans se mirent au travail et les Allemands procédèrent au déminage des terrains proches du rivage. 200 mines furent enlevées et mises en tas. Le lendemain 17 mars, les travailleurs se

mirent à nouveau à l'ouvrage. L'un d'entre eux trouva une mine oubliée. Il la porta avec les autres sur le tas. Mais sans doute à la suite d'un choc, cette mine explosa, provoquant l'explosion de toutes les autres. Tous les travailleurs furent atteints. Cinq, seulement, survécurent à leurs blessures. Cette catastrophe provoqua la consternation des villages du pays de Retz.

Les victimes des Allemands et de leurs alliés

La libération de la Poche ne fera pas seulement des victimes tuées par les mines ou les pièges. D'autres seront les victimes des exécutions de prisonniers allemands évadés ou encore de Français ayant collaboré.

Ainsi, un prisonnier de guerre allemand tue dans la nuit du 16 au 17 mai, à Sautron, un gendarme réserviste. Ce prisonnier évadé avait déjà assassiné en mars 1945, à Malville, un septuagénaire qui est retrouvé le visage ensanglanté, mort dans une mare. Le 26 juin 1945, une agression suivie de vol est commise à Guiny. C'est un ex-prisonnier de guerre français, qui est cette fois victime des couteaux de deux Allemands, prisonniers de guerre évadés de Bruz, au cours de leur transfert à Saint-Nazaire.

D'autres drames marquent cette période. Un franc tireur du nom de Prunier est placé sous mandat de dépôt à Nantes. Il est inculpé de meurtres. On l'accuse d'avoir tué un homme et une femme, près de Savenay. On l'accuse également d'avoir assassiné une douzaine de personnes au camp de Montoir. La justice s'active pour retrouver les charniers de cette commune. Depuis la capitulation de la Poche, la présence de ces "hors-la-loi" est devenue dangereuse pour les soldats et les civils. En période trouble, les hommes vaincus sont prêts à tout pour sauver leur vie.

La libération de la Poche s'ouvre sur un champ de ruines et de destructions. Ruines d'une cité qui a souffert aussi des bombardements alliés, anéantissant plus souvent les objectifs civils que les emplacements stratégiques ennemis, détruisant l'outil de travail : chantiers, labours, barques de pêche et infrastructures portuaires civiles.

Conclusion

Étrange temps que celui de la Poche ! Face à un occupant qui fait déjà figure de vaincu, les Nazairiens, la plupart exilés de leur ville, sont enfermés, continuent à résister, alors que leurs compatriotes sont engagés dans la lutte finale contre le nazisme. La libération de Saint-Nazaire coïncide avec la victoire, mais la France a depuis longtemps déjà un nouveau visage, aux couleurs de l'insurrection et, encore, de l'espoir dans les lendemains qui chantent.

Le grand port a joué de malchance. Il intéressait trop les Allemands, satisfaits de conserver un point d'appui sur nos côtes, pas assez les Américains, plus soucieux de vaincre rapidement l'Allemagne que de libérer une France qui refuse l'Amgot. Ensuite, il est impossible de consacrer trop de soldats français à la surveillance et à la libération de la Poche.

La fermeture, d'ailleurs, en est progressive, permettant à certains habitants de la périphérie de s'en aller. Ceux qui restent là connaissent toutes les misères des empochés, avec, en plus, les risques de la guerre. Personne n'échappe aux exactions des Allemands, les communes périphériques souffrant de leurs pillages, tandis que, dans l'intérieur, quelques crimes sont commis.

Et la Résistance ? Ce n'est pas à l'usine qu'il faut vraiment la chercher car, la classe ouvrière étant dispersée, réduite en nombre par les événements et même partiellement assistée, la Poche prend les allures d'un camp de travail au service de l'organisation Todt. Il faut donc se tourner vers l'armée clandestine des F.F.I./F.T.P.

La Résistance profite de ce que les frontières de la Poche ne sont pas étanches ; elle s'organise si bien en liaison avec l'extérieur que certains F.F.I. et F.T.P. choisissent de rejoindre ceux qui encerclent le réduit. Division du travail : ceux de l'intérieur préparent l'arrivée des libérateurs. Les passeurs se dévouent pour renseigner les Alliés, sauver leurs aviateurs, aider les déserteurs. Des consignes viennent du dehors, des responsables sont désignés, de Nantes, pour assumer la direction de la résistance, façon de confirmer la présence de la France.

L'occupant, malgré ses liaisons maritimes, est finalement pris au piège, comme l'a été l'occupé ; l'un et l'autre ont des difficultés à subsister, mais les Allemands, en raison de la charge numérique qu'ils représentent, et du fait que le marché noir détourne à leur profit une partie du ravitaillement, accroissent les difficultés des Français. Pour chacun des deux protagonistes l'autre est un poids : l'occupant accepte donc les évacuations de civils... et l'occupé a hâte de

le voir partir.

Ce moment de la libération, faut-il l'attendre, comme le fameux jour J, ou le préparer activement ? Les divergences existent toujours au sein de la Résistance : il y a ceux dont l'activité est tout entière tournée vers le renseignement et ceux, tels Jean de Neyman et les hommes de son groupe, qui considèrent que l'action doit être multiple, incluant le sabotage et l'attaque contre les Allemands. Les F.T.P., qui ont toujours prôné l'action de masse immédiate, ne se fondent pas complètement dans les F.F.I., acceptent un commandement commun, mais gardent leur responsable propre, Le Contel.

On ne peut oublier que la guerre continue ; les combats de décembre 1944, au sud de la Loire, notamment à la Sicaudais, en témoignent, ainsi que du lien qui unit ce front "secondaire" à celui des Ardennes. Cependant les ultimes combats sont épargnés à la population, la capitulation du Reich hitlérien survenant juste à temps.

A la Libération, il apparaît que rien n'est joué. La fête ne peut ni d'elle-même résoudre les problèmes, ni dissimuler les clivages. Les 46 comités de libération, unis depuis mars, ne constituent en rien un double pouvoir ; ils mènent l'épuration - une épuration qui ne vise guère que de petits trafiquants et des femmes trop... légères - en liaison avec les organes officiels de l'État restauré. Ils remplacent prudemment quelques maires collaborateurs, pétainistes, se font les porte-paroles de la population mais n'administrent point. Dans les zones rurales, où le Front National et les communistes contrôlent les C.L.L., un compromis se prépare avec les notables qui ont résisté, ou, simplement, n'ont pas démerité. Dans la ville un autre type de compromis s'annonce avec Blancho.

De cette sombre époque il peut rester le souvenir d'une situation douloureuse, assez absurde en vérité. Des Français, frustrés de la Libération, ont connu des privations et des exactions de surcroît ; mais c'est à ce moment-là, aussi, que la Résistance a eu ses derniers héros, ses derniers martyrs.

BIBLIOGRAPHIE POUR "LA POCHE DE SAINT-NAZAIRE"

"Saint-Nazaire sous l'occupation"	Guériff
"Raconte Camarade"	Maxime
"La Guerre en Bretagne"	Perraud-Charmentier
"Les Grandes Heures de Nantes et Saint-Nazaire"	Roy
"Pornic"	De Mun
"Les Oubliés de Tréhic"	Kervenel
"Forteresse de Saint-Nazaire"	Gamelin
"Peau de Grenouille"	Jean-A. Chalet
"Unter Weisser Flagge vor Saint-Nazaire"	Müller
"Les Poches de l'Atlantique"	Mordal
"Un Bataillon de l'Ombre"	Jean Coché
"Libération de la Bretagne"	Marcel Baudot
"La Résistance en Bretagne"	Colonel Rémy
"Fégréac" (Bulletin de la Société d'Histoire, T. 113)	Du Dresnay
"Sur le Front de Pornic, La 5 ^e Cie du 1 ^{er} Bon du 93 ^e R.I.	
Jean de Neyman (brochure)	P.C.F.
"La Bretagne dans la guerre"	Le Baterf
"Le 8 ^{ème} Bataillon F.F.I."	Potron

Nous avons recueilli de nombreux témoignages, notamment ceux de :

Alcide Moret, Corentin Le Contel (U), Edmond Jaouen, Richard Wright, Raymond Bohu, Michel Rault, Jean Garrec, André Courtois, Armand Baconnais, Jules Desmas, Michel Jarnaud, etc.

Sources : Collection de journaux aux Archives Départementales : La Résistance de l'Ouest, Clarté, Le Populaire de l'Ouest, Archives communales de Bouvron, de Savenay, de l'hôpital de Savenay, etc.

ATTESTATION

Je soussigné, Chef d'Escadron DESMARS (Comdt Louis dans la clandestinité), Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 14/18 et 39/45, ex-Commandant en Chef des Forces Françaises Intérieures de l'ex-Poche de St-Nazaire, atteste que Monsieur Jean de NEYMAN, né à Paris le 2 août 1914, agrégé de physique, était inscrit aux Groupes de Résistance de la Presqu'île Guérandaise, du 1er Mai 1943 au 2 Septembre 1944 (date à laquelle, il fut fusillé par les Allemands), en qualité de Chef de groupes et le grade de Sous-Lieutenant F.F.I. (application des prescriptions de l'ordonnance du 9 Juin 1944 et des décrets des 19 et 20 Septembre 1944).

Monsieur de NEYMAN, Officier de grande valeur, courageux et dévoué, fut arrêté par l'ennemi le 17 Août 1944, avec plusieurs de ses hommes. Délibérément il fit le sacrifice de sa vie pour sauver ses compagnons d'une mort certaine. Il fut fusillé le 2 Septembre 1944, il est mort en héros pour la France.

Le Sous-Lieutenant F.F.I. de NEYMAN a fait l'objet d'une proposition à titre posthume pour la médaille de la Résistance.

En foi de quoi, je délivre cette attestation à sa famille pour valoir ce que de droit.

Le Chef d'Escadron DESMARS.

Rapport du Lieutenant Rolland adressé au Lieutenant Pierre.

Cher Camarade,

Nous devons mes camarades et moi être échangés avec des prisonniers Allemands, un accord étant survenu entre les autorités de St-Nazaire et les Alliés. Au moment de partir nous tenons à vous remercier pour votre sollicitude à notre égard. Vous avez toujours su nous encourager et vous avez toujours fait votre possible pour nous apporter du ravitaillement et des douceurs. De plus vous avez fait passer nos lettres et vous avez su, par votre attitude courageuse, gagner notre sympathie et notre reconnaissance. Cependant nous faisons encore appel à votre initiative pour le cas suivant :

Une évasion s'est produite à notre camp : 2 officiers, un officier Anglais et un officier Français se sont enfuis. Ces deux derniers se sont réfugiés dans une ferme pour se sécher, car ils avaient passé plusieurs rivières. Ils croyaient trouver là une aide ou tout au moins du repos. Mais à leur douloureuse surprise le fermier s'est précipité sur eux avec une fourche "bien qu'ils aient décliné leur identité et donné 500 Fr à la femme". Tous deux sont blessés assez grièvement surtout le Capitaine FOOT (Anglais) qui a une fracture du crâne. Cette attitude de citoyens Français les avait profondément indignés. Ils sont repartis. J'ai pensé qu'il vous serait peut-être possible de faire une discrète enquête à ce sujet ; les camarades de la contrée vous y aideront. Le Lieutenant Rolland, l'un des fugitifs, nous a donné les indications suivantes qui, bien que vagues, pourront vous être utiles ; au moment de cette sauvage agression ils se trouvaient à 15 km en direction de Pontchâteau, c'est tout ce qu'il a pu nous dire. Nous serions heureux mes camarades et moi de savoir que cette petite enquête a abouti à un résultat, afin que plus tard nous puissions venger nos malheureux camarades.

Je termine ma missive en vous renouvelant toute notre sympathie et nos remerciements anticipés.

Au nom des camarades prisonniers :

Georges GUILLARD - Sergent F.F.I.

Version écrite par le Sergent GUILLARD Georges et tenue du Lieutenant ROLLAND.